

Faites tourner le Lys Noir !

Arsenal N°2 début juillet



«En ces temps d'imposture universelle, dire la vérité est un acte révolutionnaire» (G. Orwell)

sur tumblr.com

Lys noir

Samizdat du
soutien civil au
Mouvement
Marc Bloch

Webdomadaire d'actualité

Numéro B 13 / Vendredi 21 juin 2013 : leslysnoirs@gmail.com - GSM : 06 59 59 16 35

L'empire du Bien
attend la mort
de son idole :

Et si Mandela n'était qu'un Roi ?

L'église
a été
détruite

La grande pitié de l'église de Gesté

Hebdomadaire gratuit du Web diffusé par courriel à 105.000 adresses

Editorial

Mandéla va mieux... mais pas nous...

Depuis dix ans qu'il s'était retiré de la vie politique, chacun de ses anniversaires était célébré par tous les journaux du monde dans une fièvre stalinienne de culte de la personnalité que rien ne pouvait endiguer, pas même quelques vérités cruelles sur la chasse au Blanc qui a commencé dès l'avènement du «paradis» voulu par Mandéla... Le 16 juin, le quotidien auvergnat La Montagne titrait sur sa Une : «*Mandela réagit bien au traitement*»... le lendemain, un autre canard provincial, dans le Berry cette fois, titrait : «*Mandela continue d'aller mieux, selon sa petite fille*»... Demain, le Monde et le New York Times titreront à pleine manchette : «*Une infirmière est entrée dans la chambre de Mandela pendant qu'il dormait...*». La mort hystérisée par les médias de ce rusé chef tribaliste noir aurait beaucoup plu à Philippe Muray...

Mandéla est devenu un saint, ou plutôt, en vérité une idole païenne de cette idéologie planétaire qui sous-tend imparablement l'Empire du Bien... Un unanimité dégoulinant s'est donc emparé de sa mort attendue : les caméras pleureuses sont fin prêtes, leurs objectifs déjà braqués vers la façade de l'hôpital de Johannesburg où l'ancien fils de Roi devenu président s'épuise à survivre...

De tous les communistes anti-blancs qui animèrent les débuts de l'ANC, Mandéla n'était certes pas le plus détestable, ni le plus sanguinaire... Depuis l'avènement de sa fausse nation «arc en ciel», on a même vu infiniment pire avec un Jacob Zuma qui ressemble moralement davantage à un rappeur embagouzé qu'à un nègre classiquement corrompu... Mais enfin, c'est bien Mandéla qui porte la responsabilité principale de la construction de cet ensemble politique où les blancs n'ont plus beaucoup d'autres droits que celui d'être assassinés en famille...

Fruit amer d'un accord passés entre blancs «libéraux» anglophones, diamantaires israéliques et noirs xhosas (l'ethnie de Mandéla) contre les boers, les Métis Coloured, les Indiens du Natal et même les Zoulous traditionnellement opposés aux Xhosas, la République Sud Africaine est bien à l'image parfaite du monde moderne ; elle est construite sur l'argent, le cocufiage des masses pauvres, le clanisme ethnique et sur l'asservissement de tous les blancs qui ne sont pas anglo-saxons...

Le père de ce régime n'est évidemment pas un saint... Il se pourrait qu'il soit au contraire un habile manipulateur d'image aidé par une chambre d'écho mondiale qui avait besoin d'un figurant comme celui-là.. juste comme celui-là... c'est tout.

Le directeur politique du Lys Noir

Faux communiste et vrai terroriste de circonstance, Mandéla, fils de roi, était surtout un «chef-né».

Mandéla, ancien terroriste sanctifié

Chacun connaît quelque part un vieillard paisible et bonhomme qui fut dans sa jeunesse un horrible scandaleux, un type peu recommandable, un gardien de camp, un kapo, un joueur de destin, ou simplement un ambitieux forcené ou coureur de jupons briseur de ménages sans foi ni loi... Mandéla, lui, fut un prince rouge doublé d'un terroriste communiste. Mais ce n'est pas grave, puisque, sur sa chaise de sage africain, rien ne le laisse plus paraître et que l'on dirait plutôt une sorte de grand-père de l'humanité tout entière qui mourra demain ou après demain en laissant des milliards d'orphelins : les citoyens du Monde de l'Empire du Bien...

Faux communiste et vrai tribaliste, Nelson Rolihlahla Mandéla ne fut toujours qu'un Xhosas. Né le 18 juillet 1918 à Mvezo, un petit village du Transkei (actuel Cap-Oriental, Afrique du Sud). Son père Ngubengcuka, chef de la tribu Xhosa et membre de la maison royale des Thembus, part bientôt vivre avec sa famille dans un autre petit village situé près de Mvezo, Qunu, où Rolihlahla passera toute sa prime enfance.

À l'âge de sept ans il entre à l'école méthodiste de Healdtown, où son professeur lui donne le prénom anglais de Nelson, pratique habituelle à l'époque lorsqu'un noir africain entamait des études. Après le décès de son père en 1927, Nelson Mandela est confié par sa mère au régent du peuple Thembu, Jongintaba Dalindyebo, qui devient son tuteur. Il vit dès lors dans la résidence royale de Mqhekezweni, capitale provisoire du Thembuland.

À seize ans, Nelson Mandela est initié pour devenir un homme selon la coutume Xhosa. Il part ensuite poursuivre ses études dans un établissement anglais renommé, le Clarkebury Institute. Élève doué, il obtient son brevet scolaire en deux ans au lieu de trois. En 1937, il intègre le lycée de Fort Beaufort puis l'année suivante la très élitiste université anglaise de Fort Hare, sorte de Cambridge local destiné à former les futurs cadres administratifs d'Afrique du Sud. C'est ici que Nelson Mandela prend véritablement conscience de la situation faite aux noirs dans leur propre pays.

Désigné représentant du Conseil des étudiants, il y com-

mence ses premiers combats contre l'administration blanche, ce qui lui vaut d'être exclu de l'université. Son tuteur le fait revenir à Mqhekezweni pour un mariage arrangé mais Nelson Mandela s'enfuit avec son frère baptisé Justice.

Retrouvé, il est envoyé chez un agent immobilier, Walter Sisulu, qui le fait engager comme stagiaire au bureau de l'avocat Lazar Sidelsky. Nelson Mandela y travaillera tout en poursuivant ses études à l'université de Witwatersrand jusqu'à l'obtention d'une Licence de Droit en 1942. Pendant cette période, il fait la connaissance de deux militants communistes du Congrès National Africain (ANC, membre de l'Internationale Socialiste) noyauté par le Parti Communiste Sud-Africain (SACP), Gaur Radebe et Nat Bregman, qui l'introduisent dans la mouvance anti-apartheid.

Nelson Mandela ne cessera dès lors de lutter contre les Afrikaners. En 1943, il participe à sa première manifestation, puis adhère à l'ANC et co-fonde en 1944 la Ligue de la Jeunesse de l'ANC en compagnie de Walter Sisulu, Oliver Tambo et Anton Lembede. La même année, il épouse aussi Evelyn Mase, qui lui donnera un fils (Madiba Thembe-kile) et une fille (Makaziwedem), et déménage à Soweto.

En 1948, le Parti National Afrikaner remporte les élections. Daniel Malan, ancien pasteur de l'Eglise réformée hollandaise nommé premier ministre, s'engage dans une intense politique d'apartheid. L'ANC riposte et se transforme en grande organisation politique. Walter Sisulu est élu secrétaire général, Oliver Tambo et Nelson Mandela deviennent membres de la direction nationale. Après le vote d'une loi interdisant le communisme, l'ANC intègre le SACP, modifiant ainsi le rapport des forces politiques en Afrique du Sud.

En 1952, la campagne de désobéissance civile incitant les noirs à ne pas respecter l'apartheid connaît un grand succès. Nelson Mandela, devenu «avocat des Noirs», est arrêté par la police le 30 juillet 1952 et condamné à neuf mois de travaux forcés, mais la sentence reste suspendue.

En 1955, il participe à la rédaction de la Charte de la liberté dont l'objectif est de lutter contre l'apartheid. Il voyage en Afrique et au Royaume-Uni.

Nelson Mandéla, fils d'un roi tribal du peuple Xhosas, élevé dans un palais royal africain, hérita de façon innée des quelques qualités et réseaux nécessaires pour être un chef redoutable.

En décembre 1956, il est arrêté avec 150 militants de l'ANC et accusé de trahison mais tous seront acquittés après un long procès en 1961. Entre-temps, Nelson Mandela a divorcé et épousé en 1958 "Winnie", qui lui donnera deux filles.

Après les émeutes noires de Sharpeville en 1960 qui font 69 morts chez les émeutiers, le Congrès National Africain est officiellement interdit en Afrique du Sud.

En juin 1961, l'ANC tient une réunion clandestine, l'une des plus importantes de son histoire. Sur proposition de Mandela, et après des heures de débat houleux, le mouvement anti-apartheid décide de se lancer dans la lutte armée en créant une organisation militaire. Son nom : *Umkhonto we Sizwe* (le fer de lance de la nation). Son chef : Nelson Mandela. Son siège : la ferme de Liliesleaf, à Rivonia, « une banlieue bucolique au nord de Johannesburg ». C'est là que Mandela lit De la guerre de von Clausewitz, la Révolte de Menahem Begin. Il se documente sur les armées de guérilla du Kenya, d'Algérie et du Cameroun avant de se rendre sur place au cours de l'année 1962. Il met au point des explosifs et commence à diriger les premières opérations armées.

Le 5 août 1963, Mandela est arrêté suite à la dénonciation de voisins. Il a quarante-quatre ans. Au cours de son procès, Mandela, dans un prétoire glacé et silencieux, fait une déclaration dans le plus pur style du romantisme révolutionnaire qui va étayer verbalement sa légende : « *Au cours de ma vie, je me suis entièrement consacré à la lutte du peuple africain. J'ai lutté contre la domination blanche, et j'ai lutté contre la domination noire. Mon idéal le plus cher a été celui d'une société libre et démocratique dans laquelle tous vivraient en harmonie et avec des chances égales. J'espère vivre assez longtemps pour l'atteindre. Mais si cela est nécessaire, c'est un idéal pour lequel je suis prêt à mourir.* »

L'année suivante, il est inculpé de sabotage et haute trahison, condamné en 1964 avec sept autres militants à la prison à perpétuité et incarcéré sur l'îlot-bagne de Robben Island, au large du Cap. Le détenu numéro 46664 restera en prison pendant 26 ans, sous un régime de bienveillance accordé par le Gouvernement afri-



kaner qui semble l'avoir choisis très tôt comme interlocuteur plus conciliant que les autres.

Ainsi, en 1982 Nelson Mandela est transféré à la prison de Pollsmoor et bénéficie d'un « régime de faveur » accru. La stratégie du pouvoir devient claire le 31 janvier 1985. Ce jour-là, P. W. Botha, le premier ministre, propose de libérer le plus vieux détenu politique du monde s'il rejette « *de façon inconditionnelle la violence politique* ».

Mandela, homme de paix aujourd'hui célébré par l'univers, refusera. Débuteront alors des négociations, négociations qui seront tenues secrètes. Entre 1988 et 1989, les négociations s'accélèrent, Frederik de Klerk succède à Botha en août 1989 à la tête de l'état sud-africain. Le mur de Berlin est tombé, le gouvernement de l'apartheid ne peut plus prétendre s'opposer à l'ANC pour enrayer l'expansion communiste, l'Afrique du Sud est du mauvais côté de l'histoire, il faut faire vite.

En février 1990, après avoir bénéficié d'un régime de résidence surveillée à partir de 1988. Il revient au fil des ans le «prisonnier politique» le plus célèbre du monde, bénéficiant d'une promotion inouïe de sa personnalité, notamment par des chanteurs de rock peu regardant sur la réalité des hommes et des situations...

À sa libération définitive, il

prend la tête de l'ANC (redevenu en 1990 parti politique autorisé) et entreprend des négociations avec le gouvernement blanc de Frederik de Klerk qui aboutissent à la fin de la politique d'apartheid et à des élections générales au suffrage universel. Ce travail commun contre le racisme et pour l'établissement de la démocratie dans le pays, malgré les oppositions et les violences, vaudra au deux hommes le Prix Nobel de la Paix 1993.

Nelson Mandela est élu en avril 1994, après la victoire de l'ANC qui obtient 62,65% des voix. Il devient le premier président noir d'Afrique du Sud, fonction qu'il occupe jusqu'en 1999 avec deux vice-présidents à ses côtés, le noir Thabo Mbeki et le blanc Frederik de Klerk, et un gouvernement d'union nationale composé de l'ANC, du Parti National Afrikaner et du parti zoulou Inkhata. Son but est de bâtir une "nation arc-en-ciel en paix avec elle-même et le monde".

En 1996, Mandéla divorce enfin de sa femme Winnie, corrompue, nymphomane et hystériquement raciste. Il épouse en 1998 Graça Machel, veuve de l'ancien président mozambicain Samora Machel. En 1999, il ne se représente pas pour un second mandat et Thabo Mbeki, déjà président de l'ANC depuis 1997, lui succède à la présidence de

l'Afrique du Sud.

Mandéla créera à Johannesburg la Fondation Nelson Mandela afin de continuer le combat pour les valeurs qui lui tiennent à cœur mais abandonne la vie politique, se contentant d'être médiateur dans diverses négociations internationales de paix. Personnalité écoutée, notamment par les chefs d'Etat africains, il se consacre également à la lutte contre le Sida.

En 2003, il prend toutefois publiquement et fermement position contre la guerre en Irak menée par les Etats-Unis et s'en prend sévèrement à George W. Bush qu'il accuse de vouloir "plonger le monde dans l'holocauste" (???)

Retiré de la vie publique depuis 2004, Nelson Mandela est aujourd'hui devenu comme le Mahatma Gandhi ou Martin Luther King une conscience universelle et une icône mondiale de la liberté et de la paix. C'est normal, il a vécu tellement longtemps que plus personne ne veut plus se souvenir qu'il fut un jour terroriste il y a cinquante ans et que ses mythes 28 années de prison furent effectuées sous un régime de faveur et en négociation permanente avec le pouvoir afrikaaner qui espéra toujours pouvoir le retourner tant Mandéla, fils de roi tribal avant tout, voulait être au moins président de quelque chose quelque part...

Mandéla n'aurait pas été Mandéla s'il n'était pas né fils de roi... Du coup son ascension fut facilitée par son statut royal et il put alors toujours donner la pleine mesure de ses qualités innées de fédérateur...

Mandéla, fils de Roi et guide du peuple Xhosa

Loin d'être un «citoyen du Monde» comme les milliards d'idiots conditionnés qui le vénèrent, Nelson Mandela ne fut toujours et d'abord qu'un chef tribal, fils du Roi Ngubengcuka, chef d'une tribu Xhosa et membre de la maison royale des Thembus qui occupait la résidence royale de Mqhekezweni, capitale du Thembuland...

Les Thembus sont un peuple Xhosa. En Xhosa, on dit abaThembu. Durant le 19ème siècle, les Thembus étaient appelés "Tamboekie" ou "peuple Tambookie".

Le père de Nelson Mandela appartenait à la branche cadette du clan royal Madiba. Walter Si-

sulu, ancien secrétaire général de l'ANC et vieux compagnon de route de madiba Mandemla, appartenait lui aussi, par sa mère, au clan royal des Thembu.

Sous la domination britannique, le royaume Thembu fut appelé Thembuland bien que son autonomie fut progressivement reniée puis annulée malgré l'aura du grand roi Dalindyebo, dont les rois actuels ont conservé le surnom.

Après la conquête définitive des Anglais, les thembu furent, comme toutes les autres tribus Xhosa du Transkeï telles que les Mpondo, les Bhaca ou les Xesibe, administrés directement par le gouvernement de la Colonie du

Cap envoyant ici quelques missionnaires et quelques administrateurs civils pour encadrer le système tribal...

L'actuel roi des Thembu est Buyelekhaya Dalindyebo, fils de Sabata Jonguhlanga Dalindyebo (1928-1986) qui s'affronta tout au long de son règne au roi Xhosa Kaiser Matanzima auquel il devait allégeance.

Arrêté en 1979 pour "subversion de la souveraineté du Parlement et de l'indépendance constitutionnelle du Transkeï ainsi que violation de la dignité du chef de l'Etat", Sabata Jonguhlanga Dalindyebo trouva asile et mourut en Zambie...

Son fils, Buyelekhaya Dalindyebo (né en 1964). En mai 2005, le roi fut ac-

cusé de fraude, meurtre, tentative de meurtre et kidnapping par la Mthatha High Court qui le condamna quatre ans plus tard à 15 ans de prison pour sanctionner une expédition punitive perpétrée dans un village....

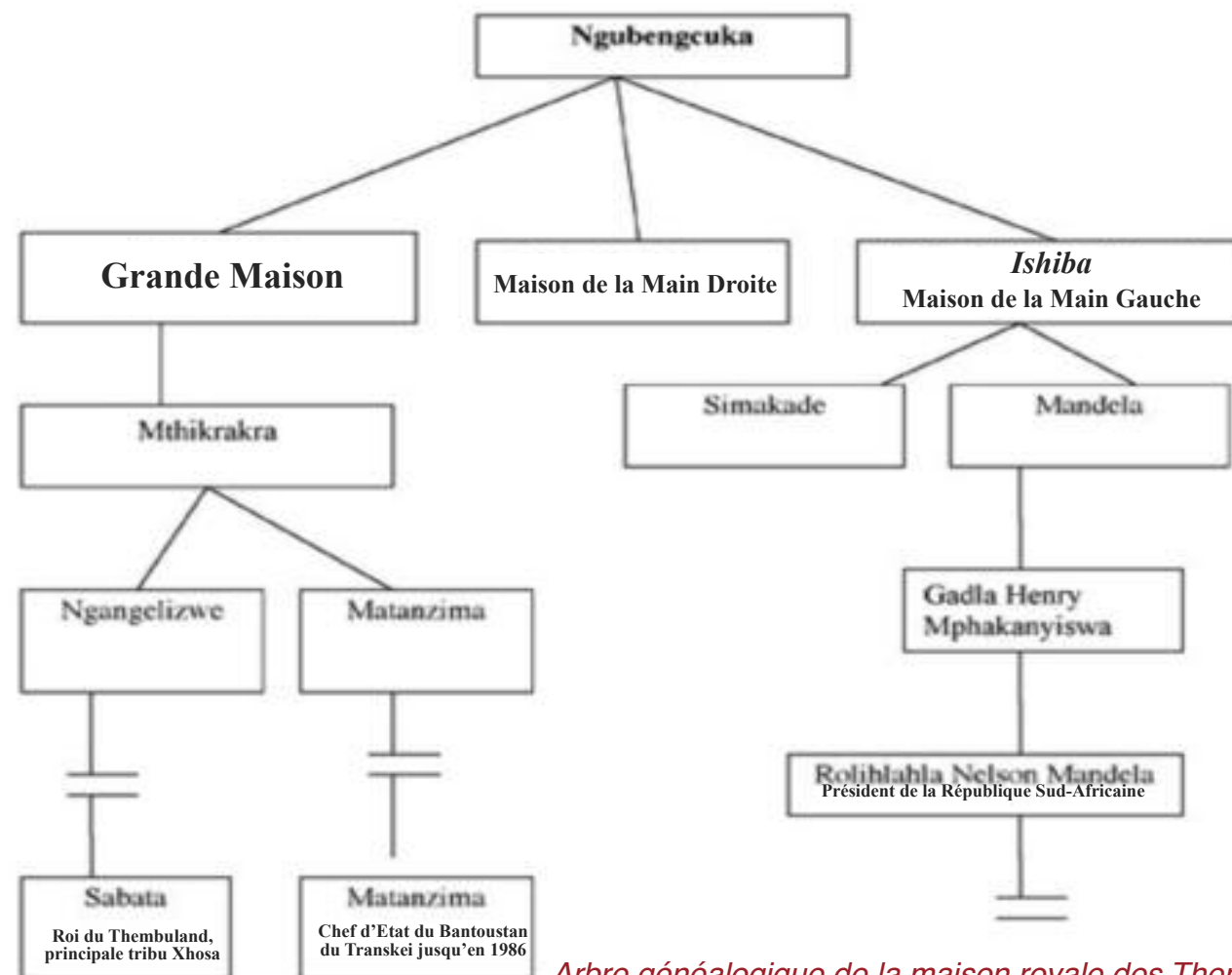
Toujours sous la protection d'un appel, le Roi Buyelekhaya Dalindyebo menaça un temps de proclamer la sécession de son royaume... Toutefois cette sécession fut remise à plus tard même si le roi exige toujours que le gouvernement sud-africain lui verse 900 millions de rands ainsi que 80 milliards de rands payables par le tribunal lui-même pour cause d'atteinte à sa dignité royale...

Car c'est comme cela quand on est roi africain.

On se bat, on punit, on exige, on est vraiment roi.

Toute sa vie, Nelson Mandela fut donc avant tout un prince qui avait trouvé le pouvoir à sa naissance et put ainsi rapidement s'atteler à de grandes choses plutôt qu'à la simple construction d'un personnage de chef, ce qui prend parfois toute une vie...

Chef par hérédité, Nelson Mandela fut ainsi le porte-voix du peuple Xhosa qui, avec ses huit millions de locuteurs est aujourd'hui encore le principal peuple noir d'Afrique du Sud, à égalité avec les Zoulous, l'ennemi traditionnel...



Arbre généalogique de la maison royale des Thembus

Il fut un temps où les sud-africains pensèrent faire de Mandéla le Roi des Xhosas du Transkeï. mais, devant sa stratégie du martyr, ils lui préférèrent son cousin «Kaiser Matanzima»

Fort du soutien tribal indéfectible des Xhosa, Nelson Mandéla aurait également pu jouer la carte du Bantoustan du Transkei que les Afrikaners songèrent longtemps lui proposer avant d'ne céder la direction à «Kaiser Matanzima, le cousin de Nelson mandéla et son témoin de mariage, aussi...

Chef des Thembus de l'extérieur (de l'émigration) Kaiser Matanzima était lui aussi un membre éminent de la maison royale des Thembu. Lui aussi diplômé universitaire en Droit, il se lança très vite en politique, soutenant par nationalisme Xhosa le Bantu Authorities Act (1951) qui lança définitivement le projet de 13 Etats noirs souverains que l'on appela «Apartheid»...

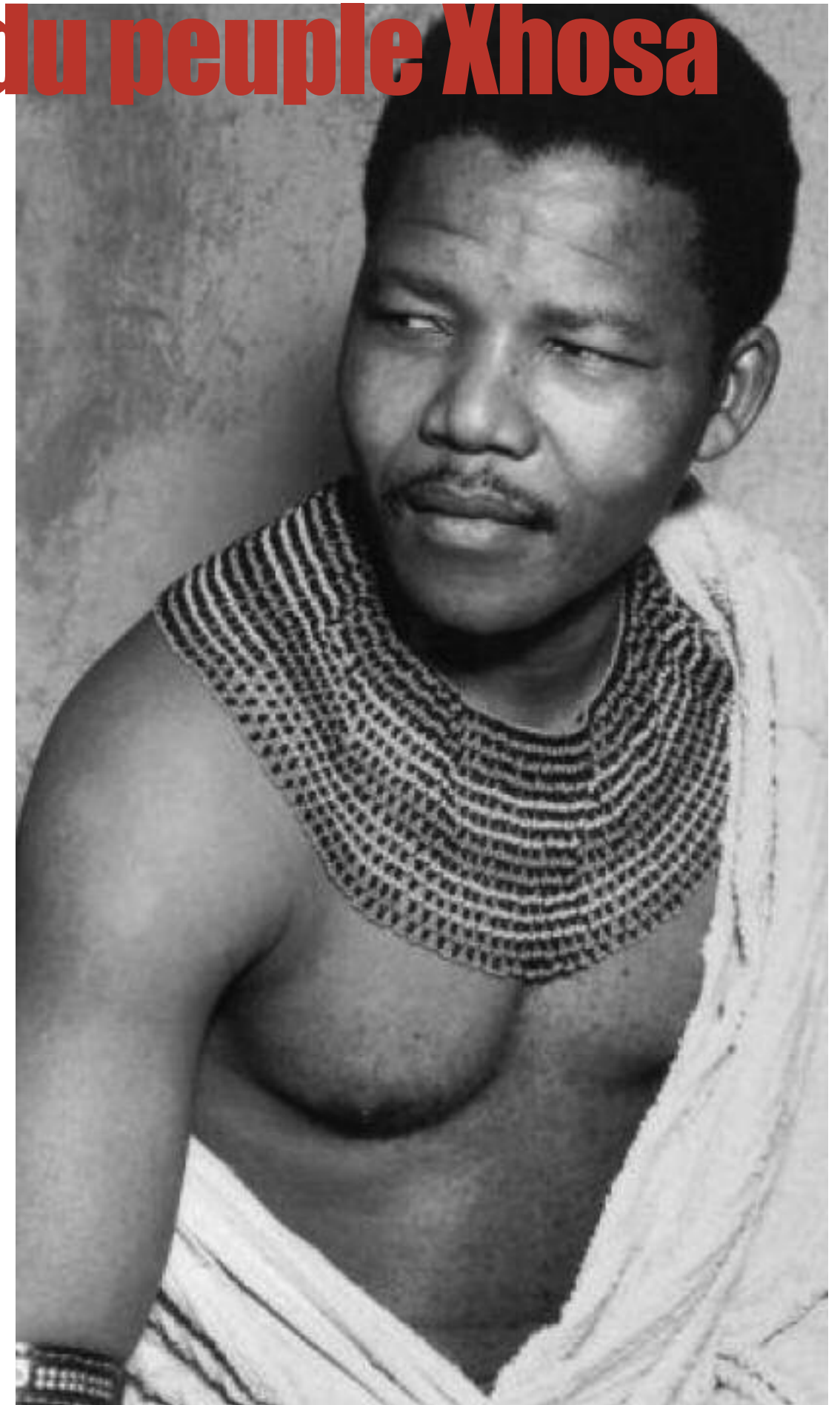
Mandela condamna mollement et tardivement dans ses mémoires parues en 1975 Matanzima de soutenir de facto l'apartheid. Cependant Kaiser Matanzima affirmait lui que la libération de l'Homme noir d'Afrique du Sud ne pouvait venir que d'une fédération d'Etat ethniques noirs, tels que le Transkei, le Ciskei ou le Zouloulund, plutôt que par la voie jacobine et communiste de l'ANC....

Matanzima devint ainsi membre puis président (en 1961) du «Transkeian Territorial Council», survécut en 1962 à une tentative d'assassinat théâtral de la part de membres de l'ANC et choisit enfin son frère Georges Matanzima comme premier-Ministre de l'Etat Libre du Transkei peuplé presque exclusivement de Xhosas.

Gouvernant directement, sans tolérer aucune opposition, Matanzima, resté toujours un allié secret de Mandéla, proposa longtemps d'accueillir Mandéla en résidence surveillée..

Mais conscient de l'intérêt de sa fausse condition de prisonnier martyr, Mandéla insista pour rester en prison et continuer à jouer sa carte joker de prisonnier politique de l'ANC...

Cela fut sa plus riche idée, car il trouva ici le martyr dont il avait besoin pour se construire une légende victimaire redoutable...



Avec ses Rois qui osent se comporter comme des Rois et non comme des marionnettes téléguidées et surveillées par la Presse, le continent africain est le dernier refuge des monarchies réelles.

Quand on vous dit qu'il n'y a plus qu'en Afrique...

Les Rois sont l'avenir retrouvé de l'Afrique. Partout l'institution royale y est restée vivante et le destin de Nelson Mandela ne s'explique que par des qualités personnelles et une aura que le chef Xhosa ne trouva que dans son berceau de fils de Roi élevé par un régent attentionné...

Partout en Afrique, les rois sont dans le coup. Aucun n'est sorti du match, contrairement à la plupart de nos chefs de maison royale en Europe. Tous les rois africains ont surtout conservé une idée claire de leur mission quasi divine. Ainsi, puisque la société Bamileke (Cameroun) repose sur le dialogue entre deux mondes, celui des ancêtres et celui des vivants, c'est donc le roi qui est chargé de jouer l'intermédiaire entre ces deux mondes et de maintenir l'harmonie dans ces relations. Et pour cela, il lui faut démontrer de multiples qualités. Si le pouvoir est généralement transmis de père en fils, ce n'est pas une obligation et tous les fils du chef (plusieurs centaines en fonction du nombre de femmes) peuvent accéder au trône.

En fait, il est choisi le plus souvent par un conseil des sages, qui assiste le chef dans toutes ses décisions, et ne connaît sa nomination que lors des funérailles de son père. Il doit ensuite faire la preuve de sa fertilité en s'isolant soixante-douze jours (anciennement neuf mois, probablement avant de connaître l'échographie) pour rendre enceinte l'une de ses femmes, de préférence d'un garçon pour la succession...

Une fois intronisé, lors de grandes fêtes rassemblant tous les chefs du voisinage, le roi africain gère ensuite son territoire avec l'aide de conseils affectés à l'administration politique ou au domaine

du religieux. La plupart du temps le roi africain est l'intermédiaire des ancêtres qui détiennent tous les pouvoirs, mais peut être destitué à tout moment par le Conseil des Neuf.

Chez les Bamiléké, par exemple, le Roi détient surtout la puissance du « Ké » qui lui permet de se transformer en animal, deuxième élément du monde des vivants, avec lequel le Bamileke négocie souvent pour en faire un totem, une doublure protectrice.

En Afrique anglophone, le Roi africain se porte encore mieux. En Ouganda par exemple, le pouvoir politique des chefs traditionnels fut aboli en 1966, après l'indépendance par le mouvement nationaliste dirigé par Milton Obote, qui méprisaient les rois en raison de leur collaboration, présumées ou supposées, avec les autorités coloniales.

Après des années d'instabilité et de troubles inter-ethniques, le Président Museveni, par un amendement à la Constitution en 1993, rétabli les royaumes, comme ceux de Bunyoro, le Buganda, Ankole et Toro, mais aussi toutes leurs chefferies vassales.

Aujourd'hui, après avoir été longtemps financés par Khadafi qui était convaincu que l'Union Panafricaine passait davantage par les tribus que par les états hérités de la colonisation, les rois africains réclament à l'Union africaine un statut juridique. Dix délégations royales se sont réunies récemment au Bénin pour réfléchir sur « la contribution des têtes couronnées au développement du continent ».

Au terme de deux jours de réflexion, les rois demandent aux

chefs d'Etat de l'Union africaine (UA) le vote d'une convention.

Selon Sa Majesté Bojan, un roi venu du Mali, « les chefs traditionnels contribuent beaucoup au retour de la paix dans mon pays... Je ne peux vous dire que moi seul je suis capable de le faire. Mais une chose est sûre, il a fallu l'implication des chefs traditionnels pour calmer le problème qu'a connu le Mali, pour y trouver une solution. Si tous les chefs touaregs, tous les chefs traditionnels faisaient la même chose, le Nord-Mali n'aurait pas été occupé par les islamistes. », relève-t-il.

L'organisateur en chef du forum, Tossah Gbaguidi XIII, Roi de Savalou au Bénin, demandait donc un siège d'Observateur à L'Union Africaine.

A «Savalou 2012», les bases ont donc été jetées pour la mise sur pied d'une association des rois d'Afrique, décidés à participer au développement du continent.

Il faut dire que chacun est désormais conscient en Afrique et ailleurs que les rois et chefs traditionnels africains jouent un rôle non négligeable dans le jeu politique en Afrique.

Avec ses Rois qui osent se comporter comme des Rois et non comme des marionnettes téléguidées et surveillées par la Presse, le continent africain est le dernier refuge des monarchies réelles.

Selon les pays et les régions, leur poids est certes plus ou moins important, mais ils sont aujourd'hui partie prenante de la vie sociopolitique du continent noir, bien des décennies après la mise au tombeau de leur pouvoir suprême par les administrations coloniales.

Faute de pouvoir l'exercer comme par le passé, les Rois africains sont aujourd'hui tenus à des fonctions sociales et morales en tant qu'organisation de la société civile de l'État postcolonial. Sans pour autant cesser d'interférer dans le jeu politique d'une manière ou d'une autre.

A y regarder de près, les rois et chefs

traditionnels semblent bien à l'étroit dans les fonctions auxquelles l'État moderne les a confinés. Ils cherchent maintenant à jouer un rôle de plus en plus prépondérant en Afrique. Dans de nombreux pays, ils militent activement pour avoir une place dans les institutions «républicaines».

Il faut dire que ce sont les hommes politiques

mêmes qui ont créé cette envie.

Au lieu de s'évertuer à asseoir les fondements d'États démocratiques modernes, ils ont œuvré à juxtaposer des États théoriquement modernes à des États pratiquement traditionnels, et cela pour des raisons de réalisme.

Dans les pays africains où la royauté et les chefferies traditionnelles sont influentes, il suffit de s'attirer les faveurs de ces institutions traditionnelles pour remporter des élections sans coup férir. Cela fausse évidemment le jeu et relativise d'autant la démocratie.

Les observateurs avertis de la scène politique burkinabè constatent ainsi qu'il suffit au président

Blaise Compaoré d'avoir le soutien des rois et chefs de cantons mossis pour

gner une élection. Et les campagnes du président du Burkina Faso ont souvent reposé sur cette stratégie.

Au Cameroun, Paul Biya a lui aussi coutume d'utiliser la même méthode. Même au Bénin, où ces institutions traditionnelles avaient perdu de leur influence, aucun homme politique ne se lance dans une campagne sans courtoiser les rois et chefs traditionnels du pays. Dans bien d'autres pays africains comme le Nigeria, le Tchad, le Ghana ou le Togo, la situation est presque identique.

Un sondage réalisé par le Centre pour la gouvernance démocratique (CGD) au Burkina Faso en 2008 sur près de 1.200 Burkinabè indiquait qu'«il apparaît que la confiance de la population envers l'institution traditionnelle est plus grande qu'envers les institutions modernes». Cette réalité en dit long sur l'appropriation et l'exercice de la démocratie à l'occidentale en Afrique.

Les hommes politiques, qui ont compris tout le bénéfice qu'ils pouvaient tirer de leurs bonnes relations avec les rois et chefs traditionnels ne se font pas prier pour les couvrir de dons et libéralités qui permettent ensuite aux Rois de rendre leur autorité d'autant plus populaire qu'elle est redistributrice, comme le fait si bien le roi des Aizos, Adjahouto Dodo.

En théorie et en apparence, l'État africain fonctionne donc sur les principes d'un État moderne, mais en pratique, c'est à la manière de la société traditionnelle.

Ce qui en fait le plus souvent un État hybride, c'est à dire une «République Royale», comme on dit au Lys Noir.

L'actualité africaine est partout un plaidoyer pour la monarchie traditionnelle...

Fause union nationale, mais véritable accord interethnique entre anglophones isrlètes et Noirs Xhosa, l'Afrique du Sud n'st pas prévue pour les Afrikaaners, les Coloured, les Zulus et les Indiens...

L'Afrique du Sud, cet avenir radieux qui ne fonctionne pas...

Malgré l'encensement mondial de son fondateur, la République Sud-Africaine, justement parce qu'elle n'offre plus aucune place aux monarchies tribales traditionnelles compromises par le système de l'apartheid qui reposait sur elles, est un véritable désastre politique et social puisqu'il ne pouvait en être autrement. Le pays de Nelson Mandela, dernier roi sud-africain parce que devenu lui-même «roi des rois du Monde», ne marche pas.

Ou, plus exactement, le pays ne marche que dans ses statistiques économiques puisqu'il est bien connu désormais qu'un pays invivable peut consommer davantage que les autres... «L'union, c'est beau, le vivre-ensemble, il n'y a que ça qui marche. Regardez donc ce pays exemplaire, qui a su triompher des insupportables colons : c'est écrit noir sur blanc dans tout bon manuel d'Histoire : l'apartheid, c'était le ème Reich, Mandela, c'est Paradise Island. Sur le papier, qui le contesterait ? Dans les faits, le pays s'est enterré dans une corruption à toutes les échelles administratives du pays, du moins ce qu'il en reste. Alors pourquoi c'était mieux après ? Parce que. Après ? Quoi, après ?... L'homme a marché sur la Lune, le progressiste a marché sur Soweto.», affirme Laurent Obertone avec pertinence.

Le rêve d'une Nation arc en ciel semble toutefois s'être effrité. Il y a encore beaucoup de Noirs qui vivent toujours dans des guettos. Ils sont des millions à s'entasser dans les "townships". Les résidents de ces bidonvilles, créés sous le régime de l'apartheid, sont pour la plupart originaires du Zimbabwe et autres pays limitrophes. D'ailleurs il y a beaucoup de racisme des Noirs contre "Noirs étrangers" en Afrique du Sud.

Pour le photjournaliste Graeme Williams, qui a travaillé en Afrique du Sud, le rêve d'une nation réconciliée était-il trop grand ? « Sans Mandela nous aurions connu un bain de sang en 1990. Il a vraiment porté le pays vers la démocratie. Avec lui, nous avons rêvé d'une transition parfaite, où les ennemis d'hier deviennent frères. Mais peut-être que cela n'était pas réaliste et que nous payons aujourd'hui le prix de ce rêve. »

L'Afrique du Sud est en effet l'un des pays les plus inégalitaires

du monde. Le fossé entre Noirs et Blancs est toujours important. Sur le plan économique, les Blancs sont jusqu'à présent en tête de la pyramide. Bien qu'une classe moyenne ait émergé ces dernières années, la communauté noire vit en majorité dans la pauvreté. La violence et le chômage font partis de son quotidien. Pour Zenariah Barendse, ancienne militante anti-apartheid : «il ne faut pas se voiler la face, notre nation est toujours divisée racialement. D'accord, aujourd'hui mes petits-enfants ont le droit d'être scolarisés dans n'importe quelle école, mais encore faut-il avoir les moyens de payer les frais d'inscription pour une école de qualité. Où est la liberté ? », rapporte le quotidien La Croix. Cependant, le racisme anti-blanc, voir la chasse au blanc dans les centres villes ont poussé beaucoup d'Afrikaaners à s'isoler dans de grandes propriétés sécurisées.

Dès le début des années 2000, il était devenu clair que le crédit de l'ANC «moral» ne suffirait plus à calmer le mécontentement social. La police sud-africaine intervint violemment durant tout la fin du mois de mai 2005 pour disperser des manifestations massives des habitants des townships, les anciens ghettos noirs devenus des ceintures de la misère. Les policiers n'étaient plus blancs mais noirs et c'est pour cela qu'ils tapaient encore plus fort...

Depuis, les émeutes n'ont jamais réellement cessé. Des troubles ont régulièrement lieu non seulement dans un grand nombre de townships de la ville du Cap (avec de véritables soulèvements à Blackheath, Khayelitsha et Gugulethu) et de l'Etat de Western Cape (Sud-Ouest du pays) dont la ville du Cap fait partie, mais touchent également d'autres Etats comme l'Eastern Cape (région sud-est) ou de Free State (une région du centre).

A Harrismith (Free State) et à Port Elisabeth (Eastern Cape) où des affrontements ont duré quatre jours en 2006, les forces de l'ordre ne peuvent dorénavant plus circuler sans être prises à partie. Des responsables locaux sont fréquemment escortés vers la sortie par la population révoltée.

La population pauvre, lasse d'attendre des logements décentes et des services sociaux de base, s'est révoltée. A Kommitjie (un bidonville à 45 km au sud du Cap),



les émeutes ont explosé le lundi 30 mai.

En réalité, ce mouvement d'émeute permanente a débuté en février 2005 dans deux townships de la région de Free State, près de Ventersburg (région de Free State), avant de s'étendre à Harrismith, Warden et Vrede (townships également de Free State). Depuis, il n'a cessé de se développer, atteignant les bidonvilles de la ville du Cap.

Pire, Le 27 avril 2006 des centaines d'habitants de plusieurs townships proches du Cap, dont Langa, Gugulethu et Nyanga, ont marché sur la ville blanche avec des machettes. Un leader du bidonville de Gugulethu déclarait : « Des maisons maintenant ou des terres. Sinon, nous sommes prêts à mourir pour cette cause. »

Les manifestants ont réussi à faire reculer le gouvernement local qui a proposé quelques logements et ont été suivis par de nombreux autres township qui ont affronté les forces de l'ordre dans de véritables batailles rangées impliquant parfois un grand nombre de gens. Pneus brûlés, jets de pierre contre les véhicules de police, barricades, tirs contre les émeutiers et arrestations massives, on se croirait revenu à l'époque où le parti raciste blanc imposait la dictature des blancs sur les noirs. Devant le Parlement du Cap, le président Thabo Mbeki déclarait que « ce n'est pas encore un danger immédiat pour notre démocratie. Mais ils (les mouvements) reflètent les failles dont nous

avons hérité du passé et qui, s'ils s'enracinaient et gagnaient un véritable soutien populaire, ils représenteraient une menace pour la stabilité de l'Afrique du sud démocratique. »

La misère, le chômage, la violence sont toujours le pain quotidien de la grande majorité de la population noire même si une grande bourgeoisie et une petite bourgeoisie noires ont fait leur apparition. Les inégalités se sont accrues et, face à un enrichissement d'une minorité de noirs, 22 millions de sud-africains vivent avec moins d'un dollar par jour alors que la croissance du PIB était de 3,7% en 2004. C'est pourquoi quand Laurent Obertone, pourtant Israéliophile et «blanciste» atlantiste, écrit «l'union, c'est beau, le vivre-ensemble, il n'y a que ça qui marche. Regardez donc ce pays exemplaire, qui a su triompher des insupportables colons : c'est écrit noir sur blanc dans tout bon manuel d'Histoire : l'apartheid, c'était le IVème Reich, Mandela, c'est Paradise Island. Sur le papier, qui le contesterait ? Dans les faits, le pays s'est enterré dans une corruption à toutes les échelles administratives du pays, du moins ce qu'il en reste. Alors pourquoi c'était mieux après ? Parce que. Après ? Quoi, après ?... L'homme a marché sur la Lune, le progressiste a marché sur Soweto...», on ne peut que lui donner raison : L'Afrique du Sud est un avenir radieux qui ne fonctionne pas.

Progressivement, parce qu'elle opprime les Blancs et qu'elle les pousse à l'exil, la discrimination positive en faveur des noirs est en train de (re)construire le plus grand Etat raciste du monde...

Que donne la discrimination positive au profit d'une majorité ?



Un racisme d'etat

Inventer la discrimination positive au profit d'un peuple noir majoritaire à 70% revenait mécaniquement à appliquer de facto une discrimination négative à l'égard de la minorité blanche, et donc à créer un racisme d'Etat extrêmement périlleux, n'en déplaise au adorateurs du culte de Mandela.... Ce péché originel de l'Afrique du Sud noire finira par tuer ce pays et entraînera un jour sa séparation entre, d'un côté, les Afrikaaners et les Coloured du Cap parlant afrikaaner, et de l'autre les population bantoues à l'est, sur les riches terres diamantifères et minières jadis découvertes par les pionniers Boers...

Pièces centrales de cette politique, la loi sur l'embauche équitable (Employment Equity Act) d'avril 1999 et celle sur la promotion des Noirs dans le secteur économique (Broad-based Black Economic Empowerment Act) de 2003, connue sous le nom de BEE. La première concerne toutes les catégories victimes de discrimination, y compris les femmes et les personnes handicapées. Si les femmes en ont tiré profit, la loi est à présent orientée explicitement vers les Noirs, provoquant chez certains l'accusation d'« apartheid à l'envers ». Ainsi, en cherchant à corriger les injustices du passé, l'Afrique du Sud s'écartere de plus en plus du non-racisme pourtant prescrit par la Constitution.

Le choix de la « race » comme critère, plutôt que la classe sociale ou la langue – le pays en compte onze, qui se trouvent dispersées dans chacune des neuf régions administratives –, contribue à ce qu'elle demeure la référence sociopolitique en Afrique du Sud.

Mais les tensions politiques et sociales viennent surtout du fait que le BEE (Broad-based Black Economic Empowerment Act) est devenu le paravent d'un nouvel élitisme clanique au profit des Xhosas, l'ethnie de Mandela.

Ancien responsable de l'ANC sous l'apartheid et plus tard cofondateur de l'Institut Gorée, M. Frederik Van Zyl Slabbert évoque une « cooptation constitutionnelle » de l'ANC,

qui installe partout ses cadres loyaux, la plupart du temps Xhosas. En réalité, les Xhosas de Mandela sont à la République Sud Africaine ce que les Alaouites sont à la Syrie : la minorité qui fait tout tourner autour d'elle..

Dès 1998, M. Joel Netshitenzhe, bras droit du président Mbeki devenu porte-parole du gouvernement, laissait prévoir cette politique : « La transformation de l'Etat consiste d'abord et surtout à étendre le contrôle de notre mouvement à tous les leviers du pouvoir : l'armée, la police, la bureaucratie, les organes de renseignement, le système judiciaire, les structures para-étatiques, et différents organismes tels que la radio et télévision nationale et la banque centrale ... » De fait, les accusations de favoritisme et de prévarication se multiplient. Une poignée d'oligarques noirs proches du pouvoir (sont presque chaque fois impliqués dans les transactions effectuées en vertu du BEE, qui veut que les actions des grandes entreprises soient transférées vers des sociétés sous contrôle noir.

Au moment de la fin de l'Apartheid, la population sud-africaine était répartie en quatre groupes raciaux distincts :

- les Blancs, environ 20% dont 3/5 d'Afrikaaners et 2/5 d'anglophones,
- les Indiens (environ 3%),
- les Coloured (ou métis), environ 9 %
- les Noirs ou Bantous, près de 70 % de la population, se répartissant entre Xhosas, Zulus et les autres ethnies bantoues.

Aujourd'hui, les blancs sont moins de 14% : ils sont démographiquement submergés et cela ne s'arrêtera plus.. Les départs seraient en constante progression, notamment depuis l'arrivée au pouvoir de Jacob Zuma. Alors que Mandela faisait de la réconciliation avec les Blancs une priorité absolue, Zuma considère qu'il a avant tout été élu pour défendre la cause des Noirs. D'ailleurs, l'électorat blanc a massivement porté ses suffrages aux candidats de l'opposition. Selon Johan Van Rooyen, auteur d'une enquête pour l'Unisa (Université sud-africaine), «60 % des Sud-africains quittent le pays en raison du fort taux de criminalité : dans les années 90, près de 250 000 personnes ont été assassinées». Autre cause de départ, la mise en place de l'affirmative action (la discrimination positive). Des milliers de Blancs ont été licenciés. «Nous avons dû former des Noirs. Et, après nous avons été licenciés» affirme Steve, la cinquantaine, ancien employé des chemins de fer devenu SDF.

Si l'apartheid avait laissé un système social gravement déséquilibré, dans lequel la minorité blanche jouissait de la majorité des propriétés terriennes et des richesses et dont la majorité Bantoue faisait office de fermiers, d'employés de maison, ou de chômeurs aux logements étaient connus pour leur absolue précarité, un racisme anti-blanc d'état a été directement enfanté par le Broad-based Black Economic Empowerment Act.

Aujourd'hui, un chômeur blanc n'a pratiquement plus aucune chance de trouver un travail car même en faisant jouer des relations de famille, la loi s'oppose... et impose partout le choix d'un noir... D'ailleurs, Une douzaine de litiges concernant la discrimination positive, ont été relevés ces dernières années en Afrique du Sud, dont une récente impliquant le Service de Police sud africain: Le service de Police Sud-Africain a établi des méthodes de discrimination positive, refusant d'embaucher des candidats blancs aux postes. Mais l'équivalent des Prud'hommes a sanctionné ces pratiques et a procédé à l'embauche rétroactive de deux inspecteurs dans sa décision du 23 Mars 2011. Cela dit, c'est si peu..

Dire que la route vers la suprématie sur les blancs fût longue, pour les Sud-Africains noirs, n'est pas un euphémisme. L'on pourrait même dire, que le chemin de croix de ces derniers, qu'ils soient noirs ou blancs, ne fait que commencer car la question de l'ethnogenèse, ou plutôt d'un renouveau de la nation Sud-Africaine, est plus que jamais d'actualité.





Parce qu'elle est israéliite et donc peu suspecte de revanche, Helen Zille est le seul «politicien blanc» autorisé à contester le parti unique ANC...

La chasse aux administrations blanches

Les blancs d'Afrique du Sud étaient 20% lors que le pouvoir fut transféré aux Noirs... Les blancs sont encore plus de 10%... mais, partout dans le monde, cette minorité en voie d'extinction pourrait néanmoins bénéficier du hasard de se trouver majoritaire en quelques villes et villages... partout dans le monde, sauf dans l'Afrique du Sud de Nelson Mandela... encore

Selon l'accord passé entre les Xhosas d'un côté et les anglophones et israéliites de l'autre, les Boers sont partout interdits de gestion, au point que, dans un sursaut de finesse manœuvrière, ceux-ci furent conduits à dissoudre leur vieux parti National pour se fonder dans l'ANC !

Dans le République Sud Africaine «démocratique» c'est donc le régime de parti unique qui prévaut mais avec un élément de décoration la DA, démocratie Alliance constituée des anciens libéraux du temps de l'Apartheid qui ne purent toutefois réaccéder à des responsabilités territoriales

qu'à la condition de se donner une présidente, femme et d'origine juive, c'est à dire peu suspecte de vouloir en revenir à l'apartheid puisque ses parents étaient des immigrants allemands qui avaient, séparément, fui l'Allemagne dans les années 1930 à cause de leur ascendance juive... Ancienne journaliste au quotidien libéral "Rand Daily Mail", progressiste, opposée à la politique d'apartheid, elle avait publié dans les années 1980 une enquête minutieuse sur les conditions dans lesquelles Steve Biko, dirigeant du Mouvement de la conscience noire, était décédé après un interrogatoire de plusieurs jours par les forces de sécurité sud-africaines.

A cette condition de casting parfait, la DA a pu reprendre le contrôle de quelques municipalités où les noirs ne sont pas majoritaires, où ils font face à des coalitions hétérogènes entre Afrikaners, métis Coloured et Indiens...

Le 6 mai 2007, Helen Zille, maire du Cap, est élue par les militants de l'Alliance démocratique pour succéder à Tony Leon à la di-

rection générale (leadership) du parti. À l'occasion du relancement du parti en 2008, la DA s'offre un nouveau logo censé représenter toutes les communautés sud-africaines.

L'élection d'Helen Zille, a suscité l'espoir au sein des membres de la DA qui voudraient se débarrasser de l'image connotée blanche dont souffre le parti. L'intéressé a déjà fait savoir que les militants de la DA devraient apprendre une langue ou plusieurs langues des 11 langues officielles que compte l'Afrique du Sud pour "jeter de nouveaux ponts" et notamment avec l'électorat noir. D'ailleurs celui-ci fait assez nettement la différence entre Helen Zille (qui parle couramment le xhosa) et le reste du parti.

Helen Zille étant en quelque sorte aux Xhosas ce que Johny Clegg est aux Zoulous... C'est dans cette optique que l'ancien parti blanc affiche un volontarisme pour « franchir la barrière raciale » et convaincre un nombre croissant d'électeurs noirs.

Cependant, les 16% de la DA

sont loin de menacer réellement le statut de parti unique que l'ANC assume dans les faits, même si la corruption putride qui le mine suscita la petite scission noire du Congrès du Peuple (COPE).

En novembre 2009, Lindiwe Mazibuko, porte-parole du parti, devient la première femme noire de l'Alliance démocratique à accéder au poste de chef du groupe parlementaire de la DA, devenant ainsi le chef de l'opposition au parlement.

À l'issue des élections municipales de 2011, elle effectue une percée remarquée, passant de 14,8 % à 23,9 % au niveau national, et s'impose comme la quasi-unique représentante de l'opposition. Par ailleurs, elle augmente sensiblement son score chez l'électorat noir, celui-ci passant de 1 % à 5 %-6 % et devient la formation politique la plus multiraciale d'Afrique du Sud avec environ un peu moins de la moitié de ses soutiens venant de l'électorat blanc, 20 % de l'électorat noir et d'environ un tiers de l'électorat métis



Pour déjouer la réapparition d'un pouvoir blanc, même libéral, israéliite et anglophone, L'ANC utilise tous les moyens à sa disposition. Le premier d'entre eux, le plus radical, étant le découpage électoral. Il y a des Pasqua partout dans le monde !

Plus aucune ville à majorité non-noire n'a subsisté après 20 années de redécoupage. Elles ont toutes été intégrées dans de larges municipalités noyant systématiquement la ville «non-noire» dans une association forcée avec ses banlieues surpeuplées et miséreuses, les townships, ou l'électorat communautaire noir est encore «tenu», malgré la corruption littéralement syphilitique de l'ANC.

Cependant, grâce au gage incarné par Helen Zille, la DA peut désormais administrer la province du Cap Occidental et quelques municipalités comme George, Mossel Bay, Hessequa (Riversdale), Theewaters-kloof (Caledon), et puis Midvaal qui est acquise à DA depuis les élections municipales de 2000 et qui est la seule municipalité contrôlée par la DA non seulement dans la province de Gauteng (ex Transvaal) mais aussi au nord du fleuve Vaal...

Pour les Boers, c'est soit l'ANC soit la DA d'Helen Zille. Ils choisissent donc la DA puisque leur parti communautaire le Front de la Liberté (FF), ne contrôle que 10% de l'électorat blanc qui est désormais à moins de 20% du total sud-africain... Pour préserver leurs

plus anciennes villes telles que Potchefstroom ou Calvinia, les Akikaaners (boers) n'ont le choix qu'entre la peste et le choléra... ce qui explique grandement qu'ils sont de plus en plus nombreux à postuler pour l'émigration en Australie, au Canada ou en Nouvelle Zélande malgré leur traditionnel méfiance envers le monde britannique....

Ainsi, à Potchefstroom, une commune de la municipalité locale de Tlokwe (Potchefstroom Local Municipality de 2000 à 2007) au sein du district municipal Dr Kenneth Kaunda... le pouvoir politique décisionnel se joue dans un ensemble électoral redécoupé où figurent également les townships et localités de Ikageng, Mohadin et Promosa.... La tâche est donc compliquée mais en novembre 2012, le conseil municipal installait néanmoins Annette Combrinck (Alliance démocratique) au poste de maire de Tlokwe, en s'appuyant sur des rivalités au couteau entre gangs électoraux de l'ANC qui se réconcilièrent six mis plus tard pour mettre l'intruse en minorité....

Il faut dire qu'à Potchefstroom, ancienne capitale des Boers, il s'agit que l'ANC enfonce définitivement son clou et ne laisse plus jamais repousser la moindre fierté identitaire afrikaaner... Pour cela, toutes les rues ont été rebaptisées en *Madiba Banqueting Halls, Walter Sisulu Street, Nelson Mandela Drive, Thabo Mbeki Drive, Peter Mokaba Street, Steve Biko Street...*



à la place des vieux suprémacistes boers qui célébraient *Potgieter Street, Kruger Street, Botha Street*, etc...

Swellendam qui est la troisième plus ancienne ville d'Afrique du Sud après Le Cap et Stellenbosch, est également gérée avec une faible majorité de «combinazione» par la DA, ceci malgré le découpage qui la noie dans ses lointaines périphéries de Barrydale, Infanta, et Suurbraak...

Dans les grandes villes afrikaners comme Prétoria ou Bloemfontein, l'émergence d'une équipe municipale DA, même libérale et pluriethnique, est démographiquement impossible... En effet, si Prétoria est une ville majoritairement blanche et afrikaaner avec 525 387 habitants recensés en 2011, on y dénombre 355 631 blancs (67,69 % de la population), 128 791 noirs (24,51 %), 32 727 coloureds (6,23 %) et 8 238 indiens ou asiatiques (1,57 %)... ce qui serait encore «jouable»... Sauf que Prétoria fait dorénavant partie de la conurbation de Tshwane qui comprend en tout 2 millions d'habitants (75 % de Noirs, 22 % de Blancs - dont 82 % d'Afrikaners - et 3 % de couleur)...

Même situation à Bloemfontein qui compte 370 000 habitants pour une agglomération métropolitaine de plus de 650 000 habitants. C'est la sixième plus grande agglomération du pays. C'est une Agglomération blanche malgré quelques quartiers à majorité noire comme Rocklands, Phahameng, Phelindaba, Bloemanda et Bochabela... Alors Bloemfontein fut contrainte d'intégrer la nouvelle municipalité locale de Mangaung au côté des villes noires de Thaba Nchu et Botshabelo.

Pire, en novembre 2005, alors que la ville est engluee dans le purin des scandales à répétitions de l'ANC, la municipalité de Mangaung propose que la ville de Bloemfontein soit rebaptisée du nom de Thabure, le nom du cheval blanc de l'ancien chef Basotho Lerotholi, un petit-fils du roi Moshoeshoe, fondateur de la nation Basotho. Thabure signifie « destructeur de ses ennemis »...

Tout un programme. Un aveu aussi.

Orania, le projet autarciste des Afrikaners

Le «laager», ce cercle formé le soir par les caravanes des anciens pionniers, est un réflexe ancestral des Boers ; aussi, dans une région désertique située au milieu de l'Afrique du Sud, Orania ne se distingue pas seulement par les champs bien irrigués qui la bordent. A l'entrée du village, situé à 600 km au sud-ouest de Johannesburg, un panneau prévient en anglais, en afrikaans et en sotho, une langue africaine, que l'endroit est «strictement privé».

Ici, les Noirs sont indésirables. L'ancien drapeau sud-africain flotte sur des rangées de petites maisons en briques et en préfabriqué. La statue en bronze de Hendrick Verwoerd, ancien Premier ministre et maître d'œuvre de l'apartheid, trône sur la colline qui surplombe le village. Orania devait être le point de départ du « Volkstaat », un « Etat du peuple » indépendant pour les Afrikaners d'Afrique du Sud. Un endroit où les Blancs vivraient entre eux.

Dans l'idée de Carel Boshoff, son fondateur décédé en 2011 (théologien, ancien président de l'Afrikaner Broederbond et beau-fils de l'ancien premier ministre Hendrik Verwoerd), Orania devait même devenir une sorte de Silicon Valley. Mais en Afrique du Sud sa radicalité est encore très minoritaire. Et Orania est restée une petite ville en dehors du temps, en dehors du monde que Nelson Mandela était toutefois venu visiter en 1995, comme le fit son successeur Jacob Zuma, à la faveur d'une visite quasi officielle...

Fondée à partir d'une petite concession abandonnée d'une dizaine de maisons répartie sur 3 000 hectares, elle a été rachetée au gouvernement sud-africain par Carel Boshoff en 1990, au moment où le gouvernement de Frederik de Klerk entamait des négociations constitutionnelles avec le congrès national africain afin d'abroger les dernières lois d'apartheid encore en vigueur. 1991, l'achat de deux autres fermes voisines permet par la suite d'agrandir la superficie d'Orania à 4 000, puis 8.000 ha, soit 80 kilomètres carrés, soit encore quatre fois la République de San Marin.

En avril 1991, les premières maisons restaurées sont mises en vente puis un premier conseil communal est instauré sous l'autorité du maire, Andre van den Berg, pour gérer la communauté qui ne dépasse pas le millier d'habitants... Outre sa laiterie ultra-moderne, le village dispose d'une société d'ingénierie, d'une manufacture de briques et d'une petite unité de production de logiciels. Il existe aussi un bed and breakfast, un salon de coiffure, un cabinet d'architecte adepte de la construction de

maisons en pailles, il y aussi la seule bijouterie sud-africaine à confectionner des croix huguenotes. Une Radio Orania emet toute la journée.

Sur les bords du fleuve Orange qui passe ici, un spa vient également d'ouvrir, ainsi qu'un hôtel haut standing de six chambres, bientôt douze. Un restaurant prisé le joute, où le menu demeure introuvable en anglais...

Cependant, pas de domestiques ! La grosse nounou noire est interdite aux habitants autarcistes d'Orania. Le «boy» jardinier sournois aussi. L'unique règle de vie spécifique à Orania consiste à «faire le travail soi-même». Dix ans après la fin de l'apartheid, ne dépendre que de soi est ici le moyen d'éviter toujours la cohabitation avec les Noirs...

Au fil de sa construction, Orania et la région environnante du fleuve Orange est ainsi devenue l'une des trois implantations, au côté de Pretoria et Phalaborwa, que le conseil du Volkstaat mis en place par le nouveau gouvernement sud-africain en 1994, identifiait comme étant à majorité afrikaaner ou offrant les meilleures potentialités pour parvenir à une majorité de population afrikaaner sur les bases de la section 235 de la Constitution de 1996, qui garantit «le droit à l'autodétermination de toute communauté culturelle et de langue établie sur le sol sud-africain».

Orania est l'héritière de mouvements autonomistes boers comme les Oranjewerkers qui avaient envisagé de créer dans les années 1980 une communauté autonome à Morgenzon dans le Transvaal. En étant une commune libre d'accès, elle se distingue aussi de Kleinfontein située près de Pretoria.

En avril 2004, preuve de sa volonté autarcique, Orania lance sa propre devise monétaire, l'Ora. Le village est à son apogée démographique et revendique un millier d'habitants et ses 500 électeurs votent à 100% pour le parti d'extrême-droite afrikaaner : comme cela tout est beaucoup plus clair... En novembre 2005, Orania est le centre d'une conférence sur le droit des Afrikaners à l'auto-détermination en Afrique du Sud à laquelle participent plusieurs intellectuels sud-africains comme Frederik Van Zyl Slabbert, ancien chef de l'opposition parlementaire progressiste anti-apartheid au début des années 1980.

Comme quoi les événements font changer les Hommes....



Afrique du Sud

Juifs sud-africains et noirs Xhosas alliés contre tous les autres ?



Dans un livre qui fait l'autopsie du régime sud-africain et de ses contradictions, Ann Talbot décrit l'accord scellé entre les hommes d'affaires anglophones, souvent israéliques, et l'ethnie Xhossa qui a toujours dirigé l'ANC : « Dès les années quatre vingt, les hommes d'affaires sud-africains faisaient pression sur le gouvernement pour parvenir à un accord avec l'ANC. En 1985, Gavin Relly, directeur général d'Anglo-American, la compagnie minière géante, s'envola pour Lusaka en Zambie, avec un groupe d'hommes d'affaires de premier plan, dans le but de rencontrer l'ANC. Ils eurent une impression positive des dirigeants de l'ANC. Selon les propos d'un des hommes d'affaires « il serait difficile d'imaginer un groupe de gens plus sympathiques et charmants. » (p.340). Sampson fait état de l'évolution des contacts. En 1986, la fondation Rockefeller; David Astor ainsi que Shell, mirent sur pieds le Projet sud-africain pour l'Education Supérieure afin de préparer la jeune élite de l'ANC aux fonctions gouvernementales et aux affaires. De son côté, Gold Fields, la compagnie fondée par Cecil Rhodes finança des rencontres secrètes entre intellectuels afrikaners et l'ANC à l'hôtel Compleat Angler; à Henley, dans le comté d'Oxford (p.362-63).

Un peuple rongé par le Sida

Au-delà du secteur économique, Mandéla et ses successeurs auront bâti progressivement un discours afro-nationaliste par lequel ils justifient l'ensemble de ses choix politiques. Cette attitude peut d'ailleurs expliquer en partie leurs positions controversées sur le sida. Mandéla et Mbéki ont souvent mis en doute le lien entre le VIH et le sida et présenté les causes de la pandémie comme avant tout sociales et économiques. Ils ont ainsi empêché, jusqu'en 2001, la mise en place d'une politique sanitaire dans ce domaine. Si Mbeki est revenu sur cette position, sa ministre de la santé, Mme Manto Tshabalala-Msimang, vantait encore les mérites d'une saine nourriture, y compris la pomme de terre africaine, plutôt que ceux des médicaments antirétroviraux, dont ne bénéficiaient, fin 2004, qu'entre 47 000 et 62 000 sud-africains infectés.

La catastrophe sanitaire est patente : selon les Nations unies, plus de 5,3 millions de Sud-africains, dont 230 000 enfants de moins de 15 ans, seraient aujourd'hui frappés par le VIH. Les choix économiques et politiques de l'ANC de Mbeki isolent de plus en plus le pouvoir de ses alliés et de sa base sociale. A l'été de 2000, la contestation prendra des formes multiples : sociales, comme la création du Forum antiprivatisation ou du Comité de crise de Soweto, ou bien identitaires, comme l'action de la Fédération des associations afrikaners pour la culture et celle du syndicat Solidarité.

Les Enquêtes d'un détective alcoolique

Six oenologues chinois dérouillés en Gironde



On peut être ivre mort et protectionniste, complètement bourré mais rester sommairement patriote au fond de soi... On peut aussi être complètement déchiré et conserver encore une certaine capacité de soupçon envers le dumping chinois.. On peut être pulvérisé, schlasse, et rester néanmoins conscient que si cela continue comme ça, les chinois ne nous laisseront que notre slip.. fabriqué en Chine.. qu'il faudra leur rendre. Voilà tout l'enseignement qu'il faut retirer de cet intéressant fait divers protectionniste qui a vu, le week-end dernier, six jeunes chinois étudiants en oenologie être farouchement dérouillés par trois jeunes français avinés qui avaient dû conserver brumeusement à l'esprit qu'un « étudiant chinois en oenologie » est forcément un enculé de bridé venu nous espionner nos techniques de viticulture..

Ben oui ! Car il est bien connu que si les chinois ont de petites bites, ce sont aussi des espions remarquables ! Et puis, comme disait une ancienne premier ministre socialiste, tout ce qui est bridé des yeux vit à la manière des fourmis.. A six dans un appartement, un peu comme les cafards qui pullulent dans tous les restaurants chinois où le type qui reçoit vous dit toujours bonjour mais avec une vraie tête à gifler n'inspirant aucune confiance dans

la fraîcheur de ses nems.

Faut dire qu'à Hostens, la viticulture c'est important. On a que cela pour vivre et pour se faire un avenir quand on est jeune... Alors recevoir des pelletés de chintoks souriants qui vont ensuite faire du vin de concurrence à six fois moins cher dans leur Sinkiang, cela épuise les patiences.. Et puis, c'est chiant de leur sourire inlassablement en réponse à leurs sourires quand on sait très bien qu'il vont finir par nous la mettre bien profond. Même si c'est que des petites bites, c'est quand même gênant.. Hic !

Voilà un peu toute la réflexion existentielle qui occupait vendredi soir trois jeunes locaux de Hostens, un paisible village du Bordelais ayant conservé son église, lui. Nos trois jeunes gens n'en finissaient plus de boire sur la place du Village depuis le début de l'après-midi... Il était 22H00, l'heure légal de fin de tapage, lorsque quelqu'un du voisinage se dit à lui-même : Tiens, il est 22h01, et si je téléphonais aux flics ?

Ceux-ci arrivèrent, firent les gros yeux, insistèrent pour que les jeunes aillent faire un tour ailleurs, tournèrent le dos... et puis tout recommença comme avant, dans le meilleur des mondes des soirées d'été : le chahut, les cris, les bruits de canettes au pied de l'église qui, généralement, leur pardonne tout, elle, à ces récidivistes de l'incivilité de village ...

Les Français sont devenus tellement protectionnistes (à 65%) que leurs enfants le sont aussi même quand ils ont trop bu ! En plein Bordelais, les étudiants chinois en oenologie sont donc mal vus..

Mais au fond, à la réflexion, cet appel à l'armée de la part d'un habitant de la résidence restait en travers de la gorge en feu de nos trois ivrognes de réseaux sociaux... Ils revinrent tambouriner à la porte des chinois, convaincus que c'était les bridés qui avaient appelé ces connards de gendarmes, comme on dit entre jeunes.... Hic !

A force de tambouriner comme des sauvages à la porte de la résidence du Conseil Général.... (oui parce qu'en plus, c'est nous qui payons l'hébergement des espions...) les chinois finirent par sortir de leur fourmière...

Là ce fut copieux... Les jeunes français protectionnistes s'étaient mis les poings en rouleaux de printemps et ils cognaient. L'un d'eux jeta une bouteille droit devant lui.. Ping dans la gueule plate de la fille surprotégée d'un grand chef communiste oligarque de Pékin !

Selon des témoins, des insultes racistes auraient également été proférées. Des insultes ? Petites bites, tranches de cake, enculés de chintoks, espions de notre pinard, faux oenologues... c'est des insultes ça ? Faut pas abuser... Bon admettons, de toute façon, ce n'est pas grave quand c'est lâché dans le feu de l'action, ça veut rien dire... Hic !

Finalement, la jeune fille enfant d'apparatchik de haut rang, a été hospitalisée au CHU de Bordeaux

où elle a subi une légère intervention chirurgicale esthétique.. pas de quoi fouetter un chat ni de quoi manger du chien non plus...

Et bien si !

Les trois ivrognes qui ne se souvenaient plus de rien deux jours plus tard ont été mis en examen à Bordeaux pour violences aggravées et placés illico en détention dimanche soir en attendant le procès qu'on leur souhaite le plus éloigné possible de l'émotion planétaire suscitée par leur comportement, car, s'ils avaient beaucoup bu ce soir-là, il doivent maintenant se préparer à manger grave...

Bon OK. Comme tous les jeunes français, ces trois-là sont des types sans avenir dans la mondialisation, mais tout de même.. C'est sérieux, là.. Les voilà poursuivis pour « violence aggravée » par différentes circonstances, en particulier le fait d'avoir agi « en réunion », avec « l'usage ou la menace d'une arme », « en état d'ivresse » et en ajoutant à leur méfait « la discrimination en lien avec une race »,

Autant dire que vu la susceptibilité actuelle des socialistes contre tout ce qui est français, le risque d'une condamnation en années de prison n'est pas exclu...

Surtout que s'ils avaient été moins déchirés, moins totalement HS, y compris pendant leur garde

à vue, les trois zigotos tapageurs auraient pu comprendre la menace pesant dorénavant sur leur tête puisque, dès samedi, pressé de rassurer la Chine, dont il aura besoin un jour, quand il sera président, Manuel Valls déclara tout de go, sans mollir et sans rire : « c'est une agression raciste et xénophobe ! » Oh putain, ça craint...

Le lendemain, Stéphane Le Foll, notre seul ministre de l'Agriculture coiffé comme un tenancier de boîte à partouze, mettait la barre plus haut encore, c'est à dire carrément dans la géopolitique et les relations internationales : « C'est l'image de la France qui est abîmée avec ces attitudes xénophobes. Je fais confiance à la justice qui a maintenant en charge ce dossier pour que les sanctions soient rapidement données »..

Oh putain, là, ça craint vraiment pour eux... Oh les pauvres... C'est à souhaiter qu'ils n'aient jamais été serrés auparavant dans la manif pour tous avec les veilleurs car là, ils sont bons pour la perpétuité assurée ! On ne rigole plus en France, bordel !

Non mais vous vous rendez compte que, suite à cet événement cataclysmique dont tous les journaux chinois ont fait leur Une, et dont tous leurs JT ont fait leur entrée de programme, l'ambassade de Chine en France a dépêché deux de ses représentants à Bor-

deaux dimanche pour « condamner vivement » l'agression, demandant aux autorités françaises de « prendre les mesures appropriées pour garantir la sécurité des étudiants chinois » ? Oui c'est cela, vous avez compris l'horreur : Les trois jeunes poivrots, ces protectionnistes de pure intuition, ont maintenant contre leur cas : la Chine ! C'est à dire une puissance nucléaire et spatiale capable de nous acheter nos grands crus, des châteaux mais aussi notre gouvernement socialiste au prix d'un lot de serpillères.... C'est pas rien la Chine.. Une puissance comme ça a le bras long qui va aisément jusqu'à la place de l'Eglise d'Hostens... qu'est ce que vous croyez ? Cette fois, c'est donc très sérieux, faut plus déconner... Surtout que plus d'un million de touristes chinois se sont rendus en France en 2012 et plus de 20.000 étudiants de Chine se trouvaient chez nous en 2010 à nous espionner partout et sous toutes les coutures et en toute impunité...

Ajoutez alors au crime odieux d'Hostens, le fait que les chinois qui se baladent toujours avec des grosses liasses d'espèces sont régulièrement braqués par des noirs et des arabes dès la sortie de Roissy, et vous aurez une idée du gros problème que le gouvernement a voulu prendre par les cornes.. Parce que si ! Les problèmes ont toujours des cornes, c'est bien connu ! Hic !

Trois jeunes proivrots du vignoble bordelais, qui avaient repéré des étudiants oenologues chinois qui seront un jour de rudes concurrents, ont peut-être remis en lumière la nécessité d'un protectionnisme musclé !

Au bon temps protectionniste de Jules Méline !



L'aventure boulangiste fut en métropole ce qu'avait été outre-mer la conquête coloniale : une tentative de fusion entre nos différentes traditions nationales. On n'y veut voir aujourd'hui qu'opportunisme, cependant la République antiparlementaire par la Constituante, c'était bien la reprise du grand mouvement de 1789 dont reparlera Bernanos, c'était déjà la République royale puisque Boulanger, comme avant Mac-Mahon, comme De Gaulle après, ne pouvait imaginer pour lui succéder que le membre d'une dynastie historique - et, contrairement aux deux autres, il aurait été assez jeune pour imposer cette volonté une fois venue l'heure de son départ. Nous ne parlons pas d'un rêve : certes les traditions se trouvaient déjà nombreuses puisqu'en un siècle nous avions usé de tous les régimes... mais l'alliance du petit tambour Bara et du chevalier de Vendée existait bel et bien ; derrière le Général marchaient les anciens Communards et la vieille noblesse, la blouse du faubourg Saint-Antoine & l'habit fin du faubourg Saint-Germain bras-dessus, bras-dessous ; la comtesse de Rochechouart-Mortemart lui apportait ses subsides comme elle avait secouru Louise Michel ; le jeune Maurras votait pour la première fois et pour un candidat juif... ce ne fut, hélas, qu'un beau travail métapolitique dont la conclusion sublime fut l'œuvre Maurice Barrès, le premier fusionniste - on oublie trop souvent qu'un authentique génie littéraire a échos dans le sillage du boulangisme, ce qui est en soi révélateur. La mort du Général demeure dans nos mémoires comme un acte romantique, un sacrifice d'amour courtois d'autant

plus tragique qu'il était voué à une femme envoyée dans ses bras comme indicateur ; ce martyr de Roméo rachetait une vie de don Juan.

L'inventaire national achevé, nous complairons-nous - à l'instar des gauchistes - dans une lamentable nostalgie des échecs - et n'éveillerons-nous jamais après le suicide d'Ixelles que le 6 février 34, l'OAS comme d'autres les sauvegeons de Sauvageot, Malik Oussekine puis l'hiver 95 ? référons-nous au moins plutôt à des demi-réussites : le ministère de Jules Méline en est une : après Boulanger, un bourgeois à favoris, pékin moins flamboyant, plus prosaïque, a mené une belle et bonne politique : resté deux ans au pouvoir exécutif de Marianne III - un record ! - il est le seul Président du Conseil dont le Peuple ait gardé la mémoire.

A la suite des traités de commerce conclus en 1860 avec l'Angleterre, pour dix ans - puis avec la plupart des autres pays européens, Napoléon III instaure non pas un régime de libre-échange mais un bouleversement douanier dans un pays jusqu'ici protégé : les droits de douane ne représentent plus en moyenne que 4% de la valeur des produits importés. Au début de la Troisième République, le discrédit de l'Empire rejaillit sur le système douanier qu'il imposa. Thiers souhaita qu'on « se réserve le marché français pour soi tout seul » et les milieux industriels dans leur grande majorité (en particulier les maîtres de forges et les dirigeants des manufactures de coton), qui n'ont pas accepté de bon gré « le coup d'Etat douanier » de 1860, appellent de leur vœux le rétablissement du protectionnisme : la fin de la période de prospérité et la baisse des prix industriels, qui s'est

amorcée dès la fin de l'Empire, les incitent à réclamer pour leur sauvegarde de forts relèvements de droits. L'agriculture connaît aussi, à partir des années 1870, des difficultés encore plus marquées et une forte baisse de ses prix de vente, qui est imputée à l'invasion de denrées produites à bon compte en Europe centrale et orientale ou en Amérique du Nord : les producteurs, même les viticulteurs, qui étaient jusque-là libre-échangistes (mais c'est à cette époque que la vigne est frappée par le phylloxéra...), veulent qu'on écarte du marché français la concurrence de ces produits étrangers. Jusqu'en 1870, l'action de l'Etat est très faible quand éclate une crise agricole : les pouvoirs publics se contentent d'attendre une bonne récolte en tentant d'organiser une meilleure répartition des approvisionnements entre les régions.

La dépression agricole de la fin du XIXe siècle, d'une autre nature, se prolonge : l'Etat peut-il y mettre fin autrement que par l'intervention ? à l'époque, les paysans représentent encore près de la moitié de la population active et où un Français sur deux vit de l'agriculture ; la Grande-Bretagne, tous les grands pays européens - l'Allemagne en tête - dès 1877-1879, reviennent au protectionnisme. L'intérieur et l'extérieur abondent dans le même sens. Thiers ayant échoué, les traités de 1860 ont été une première fois renouvelés. La complexité des intérêts en jeu et le contexte libéral limitent considérablement la portée des mesures prises ; les cabinets successifs reviennent progressivement au protectionnisme, assorti de l'esquisse d'un encadrement technique et financier de l'agriculture : la question douanière est à nouveau débattue au Parlement en 1878-

1880 : à cette occasion apparaît Jules Méline, Lorrain, né à Remiremont le 20 mai 1838, devenu avocat à Paris, co-fondateur de l'hebdomadaire Le Travail avec le jeune Clemenceau, adjoint au maire du 1er arrondissement après le quatre septembre élu à la Commune en 1871 - il en aura aussitôt démissionné pour ne pas apporter sa caution à la guerre civile - député des Vosges depuis 1872, jusqu'alors fidèle de Thiers et Ferry, modéré parmi d'autres, se fait remarquer par son acharnement à soutenir la nécessité d'une forte protection pour l'industrie du coton : il défend ainsi les intérêts vitaux des filateurs, industriels vosgiens dont les manufactures, dotées d'un matériel vieilli, sont peu compétitives et avec lesquelles il est entré en relation par l'intermédiaire de sa femme et de son ami Nicolas Claude, sénateur des Vosges.

La mobilisation des agriculteurs contre le libre-échange est lente : éleveurs et viticulteurs exportateurs du Bordelais et de la Champagne ont longtemps été rattachés aux traités de commerce qui leur avaient assuré des débouchés ; l'opposition au libre-échange se développe après 1880 - quand la baisse des prix et de la rente s'accroît - d'autant qu'aux Etats-Unis et en Europe (vide supra) le protectionnisme se renforce, fermant les marchés aux produits français. La Société des agriculteurs de France est la première à réclamer l'établissement de « droits compensateurs », capables de rétablir l'équilibre entre productions françaises et étrangères ; la Société nationale d'encouragement à l'agriculture réclame elle aussi des taxes sur les importations.

(Suite page ci-contre)

Contrairement aux trois jeunes poivrots d'Histens qui dérouillent physiquement les chinois espions, Jules Méline préférerait pour sa part les barrières douanières.. Nous aussi !

Le tarif voté en mai 1881 augmente les droits sur une série d'articles manufacturés (dont les filés de coton...), ce qui fait passer le taux moyen du prélèvement douanier sur les importations à 7,1% ; mais les traités de commerce renouvelés en 1881-1883 accordent des concessions, qui sont automatiquement généralisées à bon nombre de nos partenaires, par le jeu de la clause de la Nation la plus favorisée ; de légères taxes sont appliquées aux produits d'élevage alors que les industriels obtiennent en partie satisfaction - certains d'entre eux ne sont pas mécontents d'une baisse des prix agricoles qui diminue la pression sur les salaires ouvriers ; on n'a accordé presque aucune protection nouvelle aux agriculteurs : c'est Méline, devenu ministre de l'Agriculture (deuxième détenteur du portefeuille) - de février 1883 à avril 1885 - qui répare partiellement cette « injustice » en établissant sur les sucres une taxe véritablement prohibitionniste, en faisant voter un droit modéré de 3 F par quintal de froment importé (1884, relevé à 5 F trois ans plus tard) et en préparant une loi relevant les droits sur les bestiaux et les céréales ; mais, jusqu'à la fin des années 1880, le régime institué en 1860 n'a subi que des atteintes limitées et la France est, avec la Grande-Bretagne, le seul grand pays qui n'ait pas abandonné le libre-échange. Il dépose un projet de loi sur le crédit agricole, malheureusement ajourné par le Sénat.

Le rétablissement si souhaité du protectionnisme se heurte en fait à bien des difficultés : d'abord les autorités françaises doivent tenir compte à l'extérieur des pressions économiques - celles de l'Italie en premier lieu - à l'intérieur de libre-échangistes représentant certains milieux d'affaires - négociants portuaires, Chambre de Commerce de Paris, soyeux de Lyon... - et de radicaux - voire de quelques socialistes - qui ont été élus dans les villes et qui se font les défenseurs des consommateurs populaires contre tout ce qui peut renchérir le coût de la vie ; ensuite, le défaut d'administration : l'encadrement balbutie, le ministère de l'agriculture n'est apparu qu'en 1882, les services ministériels spécialisés se mettent en place, en particulier celui des améliorations regroupant quelques dizaines d'ingénieurs agronomes...

Devenu à sa sortie du ministère rapporteur général puis président de la commission générale

des douanes, Méline reprend à Taine l'image de l'arbre, transplanté du domaine familial à l'économique : l'industrie représente les branches et les feuilles ; l'agriculture, le tronc et les racines. Il s'agit de mettre pleinement la seconde en valeur, donc de remettre en cause les vieilles lunes saint-simoniennes résumées dans la formule : « *Tout par l'industrie, tout pour l'industrie.* » Il affirme son protectionnisme « enraciné dans la démocratie qui cultive la vigne et le blé », aux antipodes du libre-échangisme. Quoique de loin majoritaires, les protectionnistes ne peuvent triompher que s'ils constituent un front commun ; or ils défendent des intérêts au premier abord contradictoires : chaque industriel veut que sa production soit protégée mais il souhaite obtenir au meilleur compte, pour comprimer ses prix de revient, les matières premières, souvent d'origine agricole, ou les produits semi-finis qu'il utilise : de là les profondes divergences entre des industriels qui utilisent un produit à divers stades de sa fabrication - entre les filateurs et les tisserands de coton par exemple - plus encore entre agriculteurs et industriels.

Méline est le mieux placé pour proposer des solutions à ces conflits : ayant défendu successivement le protectionnisme des industriels et celui des agriculteurs, lié à la fois au patronat textile et aux notables des campagnes, homme de compromis par tempérament, il œuvre tout naturellement pour la « conciliation des diverses branches du Travail National » ; lui qui a déclaré en 1885 aux députés : « *L'industrie française tout entière demande que vous veniez au secours de l'agriculture, parce qu'elle sait que secourir l'agriculture, c'est sauver l'industrie elle-même* », il appelle aussi les ruraux à soutenir le protectionnisme industriel, travaillant ainsi à l'union sacrée de tous les protectionnistes et en particulier à l'alliance de deux puissants groupes de pression : la Société des agriculteurs (rue d'Athènes), qui contrôle la plupart des associations agricoles et l'Association de l'industrie et de l'agriculture française, foyer du protectionnisme industriel.

Pour les agrariens, il s'agit de faire bénéficier les exploitants de prêts à taux raisonnables : la première initiative en la matière est prise par le syndicat de Poligny (Jura) qui crée en 1885 une association de crédit mutuel avec l'ap-



pui de notables comme l'évêque de Saint-Claude et le prince d'Arenberg : cette association prête à 4% pour l'achat de bétail, d'engrais et de semences ; les agrariens sont séduits par le modèle Raffeyen (du nom d'un fonctionnaire allemand fondateur en 1849 d'une caisse de crédit destinée à lutter contre la misère dans le Westerland ; popularisé en France par l'avocat lyonnais Louis

Durand).

Pendant la préparation des élections (septembre 1889), ces protectionnistes ont un comité de publicité commun, ils exigent des candidats qu'ils soutiennent des engagements explicites sur la question douanière : paradoxalement, la victoire se fait par la défaite du nationalisme boulangiste.

Grâce au ministre Jules Méline, la France a une tradition protectionniste dont elle n'a pas à rougir parce qu'elle fonctionna. Le protectionnisme est notre moyen.. Le libre échange est notre but...



Méline, occupant le poste central de président - et de rapporteur général - de la commission des douanes, met près de deux ans à échafauder un compromis détaillé fixant les droits, article par article, en distinguant chaque fois un tarif général applicable à tous les Etats le 1er février 1892 et un tarif minimum - qui représente le degré ultime de concessions que peut consentir la France quand elle conclut un traité de commerce : ce long texte, voté le 11 janvier 1892 à la commission générale des douanes, entré dans l'Histoire sous le nom de « tarif Méline », dote la France d'un arsenal douanier complet, protectionnisme du reste modéré si l'on veut bien le comparer à ceux - contemporains - de l'Allemagne et des Etats-Unis : les produits agricoles sont désormais protégés par des droits de douane de 5 à 20% selon les produits et le pays d'origine - avantage non négligeable pour les agriculteurs français. Lockroy, défavorable à de telles mesures, surnomme alors Méline le « Torquemada de la betterave ».

Le mouvement Durand-Raffaïsen connaît un certain rayonnement dans le Sud-Est à partir de 1893, s'inspirant du catholicisme social, entretenant de bonnes relations avec la rue d'Athènes. Ces tentatives, initiées dans le camp conservateur, incitent Jules Méline et les républicains derrière lui à remettre leur ouvrage sur le métier : au 5 novembre 1894 un statut est accordé aux futures sociétés de crédit agricole qui peuvent être constituées entre tout ou partie des membres de syndicats professionnels, de caisses locales ayant pour objet de faciliter l'octroi de crédits nécessaires au financement de la production ; ces avantages fiscaux reconnus Méline, organisant des caisses mutuelles régies sur le principe « un homme, une voix », veut leur donner de solides assises... cependant, les caisses ré-

publicaines n'arrivent pas à réunir facilement des fonds parce qu'elles ne bénéficient pas de l'appui des milieux d'affaires, contrairement à leurs rivales.

L'ancien anti-boulangiste Félix Faure, seul Président de la République sorti du Peuple - il a été apprenti tanneur en Touraine et ouvrier aux tanneries du Havre - défend l'armée et s'oppose à toute révision du procès Dreyfus. Il nomme Jules Méline Président du Conseil le 29 avril 1896, en remplacement du cabinet Léon Bourgeois qui comptait sur onze ministres neuf francs-maçons et préparait une loi pour l'adoption de l'impôt sur le revenu : Méline, dans sa déclaration inaugurale, prône sincèrement une réforme fiscale « sans mesures inquisitoires ou arbitraires » que la grande bourgeoisie lui interdira d'accomplir. Se déclarant favorable à une politique d'apaisement religieux, il obtient le soutien des croyants : toujours sincère, Méline veut l'apaisement et rejette l'anticléricalisme officiel qu'il dénonce comme « une tactique des radicaux pour tromper la faim des électeurs » : depuis le combat de Robespierre contre la déchristianisation hébertiste, nul n'est allé aussi loin pour l'Eglise dans un régime laïc en dénonçant la queue du voltairianisme comme faux-nez libertaire de l'oppression capitaliste. En bon tacticien, il ne modifie pas la législation laïque sur l'enseignement mais dans la pratique son gouvernement ferme les yeux sur la reconstitution des congrégations non autorisées, la réouverture de leurs écoles... et ralentit la laïcisation des écoles de filles. Le clergé reconquiert dans l'enseignement une partie du terrain qu'il avait perdu après 1870. La réconciliation nationale est en marche : c'est bien là l'esprit nouveau » dont parlait Spuller en mars 1894 comme ministre des

Cultes de Jean Casimir-Périer. Dire que Méline avait débuté à l'ombre des Gambetta et des Ferry, initiateurs de l'opportunisme bouffeur de curés ! maintenant, il est soutenu par les royalistes.

Cet esprit inspire deux lois fondamentales en avril 1898 : la première spécifie qu'en cas d'accident du travail survenu à un salarié d'une entreprise industrielle ou de transport, la responsabilité pécuniaire de l'employeur est engagée, même si aucune faute ne lui incombe ; la seconde régleme les sociétés de secours mutuel et leur accorde des subventions. Respect de la religion et du travail : Méline satisfait à la fois le conservatisme et la part révolutionnaire, dans le domaine social, du programme de Belleville. Quant au dossier judiciaire, une loi modifie le code d'instruction criminelle dans un sens favorable aux intérêts de la défense.

Sur le plan extérieur, l'alliance avec la Russie orthodoxe, qui a commencé de se nouer sous Casimir-Périer, est officialisée : Méline organise en 1896 le voyage du président Faure à Saint-Petersbourg lors duquel se trouve au moins confirmée l'amitié proclamée à Kiel l'année précédente et ce sans rejeter l'Allemagne ; au contraire Méline appuie la mission Marchand au Soudan, reconnaissance de la perfide Albion comme notre ennemie héréditaire : en toute logique, sur le plan international, Méline inscrit la France dans l'ordre continental, le nomos de la Terre, contre celui de la Mer.

Méline justifie sa « petite politique » par ses résultats : elle procure, dit-il, la stabilité au pays - à l'inverse de la « grande politique, celle qui soulève les grands problèmes sur lesquels il est impossible de se mettre d'accord et qui ne peuvent aboutir, ou qui a la prétention de jeter la société dans un creuset pour la refondre d'un seul coup. » (discours du 18 juin... 1896).

Pour la seule fois sous la IIIe république, le Président du Conseil est également ministre de l'Agriculture ; à court terme, le protectionnisme suffit à ralentir les importations : les prix agricoles se remettent à augmenter après 1896 - sauf le vin. La plupart des exploitants voient dans cette politique la solution à leurs problèmes. Il s'agit de maintenir le « monde rural plein » tel qu'il est, de lui épargner le moindre bouleversement, tout en sachant que le protectionnisme économique ne prend son sens que s'il s'accompagne d'une politique efficace et graduelle de modernisation passant par l'essor de l'enseignement et des crédits agricoles : d'où, sous Ferry la fondation du conseil supérieur de l'Agriculture, des

écoles pratiques d'agriculture et l'institution - toujours par Méline - du Mérite agricole, tandis que des subventions étaient attribuées aux comices. Il connaît des échecs relatifs : en 1897, seulement 75 caisses républicaines (vide supra) ont été créées alors qu'il en existe 500 issues du catholicisme social... pour « amorcer la pompe » l'Etat doit intervenir : Méline inspire donc la loi de 1897 qui prévoit le versement d'une avance de 40 millions de francs-or et d'une redevance annuelle par la Banque de France - l'Etat se dotant d'un simple droit de surveillance ; l'option de la gestion mutualiste n'est pas remise en cause. Ensuite, le Président du Conseil détaille et renforce son tarif : en 1897-1898 par la loi dite « du cadenas » instaurant un système souple et opportuniste, plus efficace, qui autorise le gouvernement à modifier si nécessaire les droits de douane sur les céréales, le vin et la viande (loi appliquée en 1898, 1899, 1901 et 1907).

En 1899, une autre loi met en place des caisses régionales regroupant les caisses locales qui seront les interlocuteurs du ministère de l'Agriculture : il s'en crée rapidement dans tous les départements à l'exception des Ardennes.

Alors que la corruption semblait consubstantielle au régime depuis thermidor l'incorruptible Méline renoue inconsciemment avec les mœurs robespierristes de la République autoritaire, vertueuse et spiritualiste - associées au souvenir du grand coup de balai boulangiste : il décide la liquidation du scandale politico-financier de Panama, fait reprendre les poursuites contre les députés pour-

C'est la même aversion pour le scandale et le déshonneur public qui le fait s'opposer à la révision du procès Dreyfus : en novembre 1897, il oppose une fin de non-recevoir à Scheurer-Kestner, vice-président du Sénat, venu tenter de le persuader d'ouvrir la révision ; le 4 décembre, il répond à une interpellation : « Il n'y a pas d'affaire Dreyfus. Il n'y a pas en ce moment, il ne peut y avoir d'affaire Dreyfus ».



Selon un récent sondage, 65% des français se déclarent protectionnistes, ce qui n'empêche pas ce gouvernement social-libéral de continuer à nous vendre et à trahir l'héritage de Jules Méline..

Il invoque aveux pour affirmer la culpabilité du capitaine et fait poursuivre Zola à la suite de son « J'accuse » (L'Aurore du 13 janvier 1898) : au lendemain de la condamnation de ce dernier (24 février) il affirme devant les députés : « ceux qui s'obstineraient à continuer la lutte ne pourraient arguer de leur bonne foi (...) Nous leur appliquerons toute la sévérité des lois (...) si les armes que nous avons entre les mains ne sont pas suffisantes, nous vous en demanderons d'autres ».

Jaurès dénonce les ajournements et les réponses du président du Conseil, « son calcul bien enfantin et bien court : Il n'y a qu'un moyen, dans ce pays de franchise, d'en finir avec les questions, c'est de dire la vérité, toute la vérité ». Inébranlable, Méline s'élève, le 2 avril, du réquisitoire du procureur général Manau qui vient de déboucher sur la cassation du procès Zola et promet « d'examiner, en toute impartialité, le langage d'un magistrat » à qui il reproche « des phrases malheureuses », sans doute celles qui saluaient dans les intellectuels « les hommes intelligents qui sont l'honneur du pays ».

(...) les élections de 1898 ayant envoyé à la Chambre une majorité antidreyfusarde, l'infamisme monsieur Méline, à la première interpellation, dut céder la place au pontife de la Maçonnerie : monsieur Henri Brisson, dreyfusard né.

Georges Bernanos, La Grande Peur des Bien-Pensants, p. 338

Aux débuts du ministère, la politique de la main tendue ne vaut jamais à Méline que les foudres de la gauche qui voit dans le catholicisme l'infâme beurrier de l'obscurantisme ; mais les républicains de gouvernement (à l'exception de l'Union progressiste demeurant proche des radicaux) décident de rompre avec cette fiction libérale de la « gauche » : l'esprit nouveau, c'est l'union sacrée en temps de paix, l'unanimité, l'unité. Le gouvernement fait bloc face à des attaques et interpellations fréquentes ; au long de la législature Méline conquiert : en 1897, certains parlementaires qui avaient choisi de s'abstenir le jour de l'adresse inaugurale se rallient au gouvernement ; la même année des élections sénatoriales viennent confirmer cette majorité. La France retrouve la stabilité qu'elle avait perdue depuis la fin du Second Empire. L'élection des députés au scrutin d'arrondissement, favorisant la représentation des intérêts locaux, est une déclinaison institutionnelle du protectionnisme.

Les élections législatives de mai 1898 se déroulent dans le cli-

mat délétère de l'Affaire : Méline prononce le 17 avril dans sa ville natale un discours fameux dont le thème pré-mitterrandien - « ni réaction, ni révolution » - marque dans un vocabulaire inapproprié sa volonté fusionniste (en réalité, Méline recouvre ou restitue l'héritage du vieux pays contre la modernité dévastatrice, ce qui implique de libérer de cette aliénation ; il eût fallu dire : « Conservation & Révolution ; ni réaction, ni subversion »). La semaine suivante, Louis Barthou décale sensiblement vers la gauche l'axe de la campagne, donnant comme instruction aux préfets de soutenir les candidatures des républicains modérés, y compris contre les conservateurs ayant toujours soutenu le gouvernement : à l'arrivée, la nouvelle Chambre ressemble à l'ancienne - Deschanel, modéré, l'emporte même sur le radical Brisson pour l'élection à la présidence - dans les faits, la manœuvre de Méline se retourne contre lui : aux 13 et 14 juin, les interpellations reprennent à propos de la politique générale et, au nom des modérés, Ribot dépose un ordre du jour « approuvant les déclarations du gouvernement » qui est adopté à une courte majorité ; mais Ricard, au nom des radicaux, fait accepter un additif prônant une politique « appuyée sur une majorité exclusivement républicaine » qui, excluant les ralliés, marque un désaveu de la politique menée par le cabinet. Impeccable, Méline n'attend même pas que se pose l'humiliante question de confiance pour remettre sa démission.

Le pasteur Léopold Monod, cousin de Gabriel Monod, dénonce en janvier 1899 le « prodigieux déploiement d'énergie » des pouvoirs publics et de la majorité de la presse contre la lumière, « contre la vérité aussi et contre la justice ». François Coppée et Jules Lemaître fondent la Ligue de la Patrie française. Félix Faure, le Président de la République, meurt le 17 février : les ligues sont dans la rue, Paul Déroulède reporte le coup de force qu'il rate trois jours plus tard. Entretemps, Méline échoue à se faire élire président de la République : y serait-il parvenu sans l'agitation nationaliste qui effraya les parlementaires ? sans doute, et alors tous les espoirs étaient permis. Le révisionniste Loubet l'emporte, c'est le triomphe de la subversion ; pas encore la revanche de Dreyfus, mais au moins celle du Panama.

L'alliance des Libéraux et des Progressistes de M. Méline et de M. Ribot parut dès lors assurer, aux élections de 1902, l'écrasement du parti anticlérical, le triomphe des modérés.

Ibidem, pp. 368-369



Méline publie en 1905 Le Retour à la terre et la surproduction industrielle (Hachette, 1905), ouvrage fort loué à l'époque où, après coup, il replace sa politique protectionniste dans sa conception de l'évolution économique future ; convaincu que « la consommation des produits industriels a des limites », il est très pessimiste pour l'avenir de l'industrie, exposée désormais à la pléthore, à la surproduction et à l'engorgement ; la baisse générale des prix et le chômage sont les symptômes du « malaise industriel » ; heureusement que la réforme douanière a mis fin à la crise agricole, car « la terre reste le seul champ d'action et d'expansion capable d'absorber toutes les forces sans emploi »... Méline quitte la députation pour le Sénat en 1906 et continue le combat : en 1910-1911 : à la suite de divers textes complémentaires, les produits agricoles importés sont en moyenne taxés à 11% - protection somme toute modérée comparativement à la réglementation étasunienne ; cette politique temporaire d'encouragement put durer dans la mesure où l'on reconnut ses conséquences bénéfiques.

A la veille de la Grande Guerre, il n'y a que 4 533 caisses locales regroupant près de 240 000 sociétaires - mais seulement 10% des exploitations agricoles sont concernées ; les caisses sont en fait animées par des notables radicaux soucieux de faire intégrer aux paysans l'économie de marché. Les bonnes lois du père Méline ont été détournées par les vainqueurs francs-maçons et dreyfusards ; ce même principe d'hétérotélie va jouer contre les socialistes qui ont un beau succès aux élections de 1914 : si la guerre retarde leur offensive parlementaire, ils vont pouvoir, deux ans plus tard, faire adopter l'impôt sur le revenu dont le refus par la coalition conservatrice en 1896 avait été une raison essentielle de l'arrivée de Méline

au pouvoir. La Réserve Fédérale Américaine regarde avec satisfaction l'Europe se déchirer et s'endetter auprès d'elle pour soutenir son effort de guerre : quels intérêts juteux elle va pouvoir tirer d'un impôt universel ! la même année, dans la logique du ravitaillement, Méline, ministre de l'Union sacrée en charge de l'Agriculture - rend un dernier service à la France en faisant voter la loi qui crée dans chaque commune des Comités d'action agricole permanents chargés de réquisitionner les friches pour les mettre en culture.

Rien ne prouve que le protectionnisme méliniste ait constitué un frein pour l'innovation : l'Allemagne a institué un système plus rigoureux que le sien et a alors une économie plus dynamique et agressive ; en France, les taux de croissance industriels ont été plus élevés après le « tarif Méline » qu'ils ne l'avaient été après le traité de « libre-échange » de 1860 (voir le texte d'Emmanuel Todd dans notre hebdomadaire n°8, p. 31). Il publie son testament : Le Salut par la terre et le programme de l'avenir (Hachette, 1919) ; la France lui doit encore la création au Sénat, en 1920, d'une commission générale de l'agriculture qu'il préside jusqu'à sa mort cinq ans plus tard : il est alors profondément vénéré, pour son ruralisme de combat, des masses paysannes qui sont encore le gros du Peuple français ; de telle sorte que sa politique a été la forme pour ce fond : le gouvernement d'union, le dépassement de l'absurde opposition gauche-droite. Avec ce protectionnisme, dont on a vu qu'il se jouait à tous les niveaux - électoral, industriel, agricole, judiciaire, géopolitique, religieux - avec ce protectionnisme anthropologique donc, jamais la France n'aura été aussi près de la Révolution conservatrice.

Hugues Sauverest

La belle église de Gesté a été éventrée jeudi par les premiers coup de pelleuse. Les démolisseurs n'ont laissé aucune chance à ce bâtiment en attente de classement....

Dans certains villages, blottis autour de leur vaste construite au temps où il y avait des chrétiens, les toits de l'Eglise sont comme un roc, des pics, une montagne. Certaines nefs presque aussi hautes que leur clocher forment alors, avec leur contreforts, des merveilles discrètes, inconnues au-delà de leur canton, mais qui chaque fois peuvent étonner le visiteur qui aborde là par une route de campagne et découvre l'une de ces pâtisseries mystiques que le 19ème, qui avait tant de choses à se faire pardonner, nous laissa, ici en France, à nous préciser...

L'Eglise Saint-Pierre-aux-Liens de Gesté est justement de ces églises que l'on appellerait cathédrale dans un pays neuf, tenez aux amériques.

Pourtant, ce mercredi, pour prendre tout le monde de court, les engins de l'entreprise Occamat ont entrepris la destruction. La nef est déjà éventrée... C'est fini, elle ne vivra plus jamais la belle église qui faisait centre à tout.

Commandée par le maire Michel Baron, notaire centriste du

village et par son premier adjoint socialiste, la destruction illégale fait fi d'une décision récente du Conseil d'Etat pourtant favorable à l'association de défense....

Selon Alain Durand, animateur de cette association, mais également artisan maçon dans le patrimoine, «le bâtiment n'a jamais été en péril et ne souffrit en réalité que du manque d'entretien dans lequel on l'a laissé volontairement pendant des années, notamment en ne curant pas ses chenaux, ce qui était criminel...»

Pour Alain Durand, catholique bon teint, catholique de chef lieu de canton, pourrait-on dire : «toute cette histoire ne tient qu'à la volonté du curé moderniste Poupard, qui depuis son arrivée dans la paroisse, souhaite bénéficier d'une église neuve comme celle qu'il a connu auparavant à Avrillé ou tout le monde est en cercle autour du prêtre...»

mais notre église était assez vaste pour permettre tous les aménagements intérieurs possibles et imaginables, comme le font par exemple les Belges qui refondent totalement l'intérieur de leurs églises mais en respectant l'édifice, car l'église appartient aussi à celui qui la regarde et la contemple.. Elle appartient aussi à ceux qui ont grandi dans son ombre et qui l'ont toujours vue.. elle appartient aussi à ceux qui savent que leurs parents et aïeux l'ont fréquentée, ont touché les mêmes pierres... Je crois qu'après cela, bien que catholique, je ne pourrais plus jamais entrer dans aucune autre église... je suis écoeuré»..

Ce que décrit le brave homme, c'est évidemment le processus ultra-violent de la haine de soi et de l'esprit de table-rase par arrêté municipal intangible...

Déjà pillée et détruite par les colonnes infernales de Thureau, l'église de Gesté vient donc de subir les caterpillars que le préfet aurait pu empêcher d'agir d'un seul coup de fil.. Pourquoi ce sa-gouin n'a-t-il rien fait ?

Pourquoi est-ce que le gouvernement, forcément au courant de l'émotion générale, n'a rien fait ? C'est évidemment pour nous envoyer un nouveau signe de changement de monde et de fin de civilisation...

Peut-être pires encore que la loi sur la mariage gay, les précédents d'Abbeville et de Gesté deux mois plus tard, résonneront dorénavant en nous comme l'ouverture d'un nouveau front dans la guerre civilisationnelle que le gouvernement socialiste maçonnique nous impose..

Après Abbeville il y a deux mois, Gesté est la seconde église détruite qui nous fait mieux entrevoir ce que sera désormais le destin du catholicisme en France... si notre armée nous abandonne...

Mais ces salopards du gouvernement ont-ils bien mesuré cette fois encore l'ampleur de leur agression à nous coller dos au mur ?

En effet, quand début avril, le christ de l'église Saint Jacques d'Abbeville est parti dans une benne municipale à ordures de la collectivité d'Abbeville, il y a des gens qui l'ont vu.. le curé local s'est quand même plaint... Cela laissera des traces et cela se paiera..

Au moment où les constructions de mosquées se multilient, les projets de destruction d'église aussi.. Personne ne peut ignorer la signification et les promesses de ce parallèle mortifère...

Quand François Mitterrand se faisait photographier pour sa campagne électorale de 1981 avec un clocher de village en arrière plan, il voulait nous dire à sa façon de grand initié que le clocher d'église est bien d'avantage qu'un lieu de culte, c'est un point cardinal

secret de la géographie de nos espaces français... Chaque clocher de France a ainsi sa fonction rassurante d'éternité civilisationnelle.. Chaque clocher a reçu la mission de nous convaincre que nous sommes bien d'ici, chaque clocher prétend que des fils intimes le relient à ceux des villages voisins, chaque clocher parle le langage des heures, chaque clocher est un écho du temps passé et du futur, chaque clocher signale ici une quiétude, ici une sérénité, et là un manifeste de gentillesse..

Abattre les clochers, c'est donc tout simplement organiser notre affolement général, notre folie collective.. Abattre le clocher nous désoriente dans tous le sens du mot.. le clocher tombé sans une plainte de personne résonnera alors comme un avant gout de mort collective...

Il serait donc satisfaisant que le maire, le curé et le patron d'Occamat reçoivent désormais quelques menaces de mort, histoire de hanter désormais leurs nuits d'enculés... car ce qu'ils viennent d'accomplir en syndicat est une horreur dont ils n'ont probablement pas pris la mesure, eux, ces fils de l'enfer moderne, qui n'entendent pas les gémissements des pierres, les pleurs des colonnes, les cris horribles des fragiles rosaces...

A Gesté les braves gens qui défendaient leur clocher contre le systématisme français le plus terriblement totalitaire, crurent tout au long de leur affaire que le seul combat judiciaire et légal valait la peine d'être conduit..

On voit où cela les a mené !

Hier encore, Alain Durand interrogé par le Lys Noir au téléphone, confiait cependant : «On a peut-être eu tort. On a peut-être pas fait assez de bruit... A sa manière, Alain Durand, dont la peine doit être immense, parle ici pour toute la France et pour tous les problèmes français qu'aucune légalité ne peut plus secourir, comme le démontre l'impunité qui accompagne déjà le vandalisme illégal du maire si pressé de faire peser son autorité de notaire sur le reste des habitants...

Le maire Baron est une ordure, le curé Poupard est certainement une vermine, le patron d'Occamat un cynique.. Si nous étions musulmans, nous les égorgerions demain ou après demain.. mais nous sommes chrétiens et cela est bien embarrassant parfois pour se faire justice..

Alors que nous reste-il à faire ? L'offensive contre nous est générale. Tout ce que nous représentons est désormais condamné. Nous ne pouvons attendre que la pire des mort, celle de tout ce que l'on a aimé pendant une vie et qui meurt devant soi quand nous sommes impuissants, déjà un peu morts nous-mêmes..

Entendez-vous dans nos campagnes que le plus petit point de sécurité mentale nous est désormais interdit ? Entendez-vous que nos souvenirs et nos nostalgies leurs sont tellement obscènes qu'il en rient et en trinquent à table entre messieurs de la notabilité ?

Dieu fasse qu'à Gesté, là en pleine Vendée Militaire, les derniers français aient compris qu'on en veut maintenant à leur âme et à leurs yeux !!!

Que Dieu fasse que quelques officiers de notre armée aient vu cela, qu'ils aient éprouvé hier comme nous l'envie de se lever

d'un bond et de partir à Gesté comme le fit si magnifiquement Charles de Meyer dont la messagerie téléphonique est pleine et auquel il est peut-être arrivé quelque chose qui pourrait s'appeler un ennui d'honneur français avec les gendarmes !

Mon Dieu, faites que l'armée des officiers qui sont croyants et de ceux qui ne le sont pas vienne rapidement nous sauver de ce cauchemar ; car on en peut plus.. la destruction de cette belle église nous a fait trop mal...

Comment ferons-nous alors pour endurer les 10.000 autres clochers qui tomberont bientôt ?

Ils l'ont détruite jeudi !

La grande pitié de l'Eglise de Gesté

La démolition inouïe de l'Eglise de Gesté nos renvoie évidemment à la lecture de la Grande Pitié des Eglises de France, le texte majeur de Maurice Barrès.

La grande pitié, chef d'oeuvre de Maurice Barrès

La grande pitié des églises de France est un ouvrage composite issu de la campagne que mena Maurice Barrès dans la presse et à la Chambre entre 1910 et février 1914, date de sa première édition. Le député et académicien y a rassemblé des articles de journaux, des lettres ouvertes, des réflexions personnelles, des extraits de débats parlementaires, ainsi que le compte rendu d'un entretien avec Aristide Briand, alors président du Conseil ainsi que ministre de l'Intérieur et des Cultes. L'objectif de Barrès est d'alerter l'opinion sur les menaces qui pèsent sur les églises et sur leur mobilier afin d'obtenir une modification légale susceptible d'y porter remède.

Si le devenir des églises inquiète Barrès, c'est parce qu'il existe une faille dans la législation depuis la séparation des Eglises et de l'Etat suivie par le refus pontifical d'autoriser la mise en place des associations culturelles prévues par la loi de 1905. Les communes propriétaires n'étant pas obligées d'entretenir les églises, celles-ci risquent d'être négligées, voire fermées puis démolies au nom de la sécurité. Que va devenir ce « trésor national », se demande Barrès ? Ces questions l'alar-

ment d'autant plus que l'Eglise catholique de son temps ne manque pas d'adversaires prêts à profiter de l'occasion pour débarrasser leur commune d'une présence religieuse qu'ils exècrent. Barrès évoque notamment le cas du maire de Voix, dans les Basses-Alpes, trop heureux de pouvoir dynamiter la vieille chapelle désaffectée de son village qui, explique cet homme, « nous rappelle des époques où nos pères ont dû subir le joug d'un clergé autoritaire et cruel », et « qui a vécu à l'époque de l'Inquisition, de la Saint-Barthélémy, des Dragonnades ». La remarque de l'auteur de La grande pitié à propos de ce type d'anticlérical est féroce : « Seigneur, pourquoi les faites-vous si bêtes ? » (p. 54).

Pour le chantre de l'enracinement, ce n'est pas seulement la religion qui est en cause, mais aussi la mémoire et la physiologie de la nation : les églises constituent un patrimoine qui témoigne du « génie national ». « Leur série à travers les siècles constitue presque à elle seule la belle chaîne de l'art français » (p. 140), écrit-il. Comment faire pour que l'Etat ne se contente pas de sauvegarder quelques chefs-d'œuvre classés monuments historiques ? Comment faire pour empêcher que certains

conseils municipaux malveillants ne laissent dépérir ces édifices, voire accélèrent leur déperissement en allant jusqu'à interdire aux fidèles de faire à leurs frais les travaux nécessaires ?

Pour réussir dans son entreprise, Barrès a besoin du soutien d'une partie des élus de gauche. Cette nécessité le pousse à opter pour une stratégie de rassemblement, laquelle s'articule bien avec son argumentation plus patrimoniale que confessionnelle. Même lorsqu'il en vient aux réalités religieuses, Barrès sait se placer dans la logique de la majorité des députés lorsqu'il affirme que tout homme a droit à l'épanouissement de ses facultés. Or, précise-t-il, les aspirations de l'homme ne se limitent pas à la science : « Il y a une part dans l'âme, et la plus profonde, que le rationalisme ne rassasie pas et qu'il ne peut même pas atteindre » (p. 85). En prenant appui sur cette insatisfaction fondamentale qu'éprouvent les plus simples comme les plus grands d'entre les hommes, le député Barrès affirme que si les églises devaient disparaître, alors l'Etat ne pourrait plus assurer à chaque individu le développement complet de sa personne. S'il se désintéressait du sort des églises de village, l'Etat permettrait que

d'humbles citoyens soient privés de la faculté d'entrer en communication avec l'inconnaissable comme ils souhaitent le faire. L'argument est habile car il s'inscrit dans une logique républicaine, et non pas confessionnelle.

La stratégie de rassemblement choisie par Barrès est servie par une belle rhétorique dont une illustration a été donnée ci-dessus, à propos de certains anticléricals. Les trois discours sur les églises prononcés à la Chambre en fournissent d'autres, notamment lorsque Barrès met les rieurs de son côté. Ainsi, lorsqu'il explique à ses collègues députés qu'un conseil municipal de l'Yonne refuse que des catholiques réparent à leurs frais le calvaire local, l'orateur ironise sur cette « réunion de Bouvard, de Pécuchet et de Homais » (p. 139). Concernant Aristide Briand, deux formules méritent d'être rappelées. L'une, souvent citée, s'applique à la personne du ministre : un « monstre de souplesse » (p. 82). L'autre, moins connue, égratigne le personnel ministériel dans sa globalité : « Briand prit la parole.

Il fit son métier de ministre. Je veux dire qu'il se préoccupa de durer » (p. 93). Mais Barrès sait aussi émouvoir. Certains de ses collègues députés ont dû éprouver de la gêne en l'entendant

Fait de discours prononcés à la Chambre des députés et de notes diverses, la Grande Pitié fut le texte dans lequel Barrès espérait le moins. Pourtant, c'est le plus grand, celui qui reste !!!

Quels sont les résultats de la longue campagne menée par Barrès ? Il réclamait le classement en bloc de toutes les églises construites avant 1800, ce qu'il n'obtient pas. En revanche, le nombre d'édifices religieux classés par l'administration augmente sensiblement, et il faut sans doute voir ici la véritable victoire de Barrès. Comme l'atteste la pétition des écrivains et des artistes qu'il dépose sur le bureau de la Chambre des députés en 1911, Barrès réussit à faire émerger un mouvement d'opinion qui favorise l'élargissement de la notion de patrimoine digne de la protection publique. D'après les vues de Viollet-le-Duc, seuls les exemplaires les plus significatifs de chaque style devaient être protégés. Barrès, avocat talentueux de « toutes les églises », y compris celles qui sont « laides » (p. 83), répand l'idée selon laquelle « il faut désormais considérer le patrimoine comme l'ensemble des traces mémorielles du passé national ».

La remarque qui précède permet d'indiquer que la réédition de La grande pitié vaut non seulement pour elle-même, mais encore pour la très éclairante introduction (p. 13-36) rédigée par Michel Leymarie et Michela Passini. Cette introduction érudite situe l'ouvrage dans son époque et dans la réflexion d'un homme qui redécouvre la religion catholique depuis 1907-1908.

Remarquons pour finir que la réédition de La grande pitié est d'autant plus opportune que le sujet rencontre certaines préoccupations contemporaines. D'une part, la pénurie de prêtres et de pratiquants qui frappe l'Eglise catholique depuis les années 1970 oblige nombre d'élus locaux à s'interroger sur l'usage et le devenir des lieux de culte construits avant la loi de séparation des Eglises et de l'Etat, principalement dans les campagnes. D'autre part, la pénurie d'argent dont souffre l'Eglise catholique en France contraint cette institution à vendre des édifices culturels construits avec l'argent des fidèles après 1905. Pour des raisons tout autres que celles qui émurent Barrès, le sort des églises inquiète à nouveau une partie de l'opinion.



Dans un ouvrage publié en 1914 Maurice Barrès dénonçait la détérioration affligeante des Eglises françaises à la suite de la rupture du Concordat. Quelle verve ! Quelle voix ! Quelle puissance ! La droite et la France ont là un des pères dont le style et la pensée permettent à chacun de puiser inspiration et admiration pour fonder la politique de demain. Barrès pourtant dans le discours convenu sur les lettres françaises est un manant, patriote exalté, catholique affirmé et écrivain doué il avait tous les dons qui interdisent à un Homme d'accéder aujourd'hui à la reconnaissance et au respect. Son propos cependant est d'une étonnante modernité : devant les factions sectaires qui entreprenaient la démolition lente ou active du patrimoine religieux, la voix du lettré s'élevait dans un tonnerre d'une étonnante actualité. Laissez tomber les Eglises nous rappelait il est vous laisserez choir le ferment le plus sûr, la voix la plus haute menant à l'excellence française.

Les contempteurs de l'auteur pourraient désormais se targuer d'une victoire des plus évidentes : la méconnaissance de notre héritage chrétien, le mépris pour le message religieux et la mièvre résistance des catholiques eux-mêmes rendraient anachronique tout rappel de notre filiation heureuse : Rome et Jérusalem abandonnés, nous voilà enflammés pour Chicago et Ibiza, la belle affaire. Les discours de Barrès nous le rappelaient d'ailleurs bien : sans jeunesse fiévreusement attachée à l'identité chrétienne et à la spiritualité, les Eglises ne tiendraient pas longtemps le pavé face aux temples modernes. Les théories laissent place aux célébrations, les pèlerinages à l'exode mondialisé, l'enracinement enfin est en pâmoison à l'heure du vagabondage idéologique. Si belle affaire.

PERDRE LE CHRISTIANISME, C'EST PERDRE LA FRANCE.

Les Eglises, pour la plupart ont été sauvées mais les cœurs seraient prêts à franchir ce dernier pas

libéral qui marque l'incomplétude de la grande entreprise de la marchandise : la sécularisation complète de toutes les institutions issues de notre pensée, c'est-à-dire, non seulement l'abandon du Christ à une caste minoritaire, mais le travail essentiel de réduction des fondements chrétiens de nos discours, pensées, écoles, systèmes politiques, configurations culturelles. Après le temps de cerveau disponible, la portion d'âme au rabais pourrait bientôt gondoler, et pour une fois un tel succès est sans prix pour le grand Capital. Là encore, l'alliance objective des argentiers et des divins progressistes est criarde : supprimons le dimanche, marchandions la famille, oublions la charité, délaissions nos fêtes et nos traditions, faisons régner la vadrouille contre la persévérance, mutilons la vie : le règne du labile et de l'usure est à ce prix.

Fussiez-vous pourtant les hérétiques les plus acharnés, fussiez-vous inconscients de toute la bible, mépriseriez-vous jusqu'à la genèse de la foi et vous seriez tout de même chrétiens. Chrétiens oui, dans vos réactions et dans vos idylles, dans vos songes et dans vos projets, Chrétiens enfin en vous, parce que vous êtes Français. Et la France des marches de son terroir aux confins de ses ambassades est empreinte en son cœur de l'histoire de l'Eglise : notre démocratie fût inventée dans les monastères, nos lettres saccagent ou glorifient les symboliques bibliques, nos jacqueries et notre ordre, tout cela c'est le christianisme. Ah, non pas sommairement celui des prélats et des bondieuseries, quoique ces facettes en participent largement, mais du Christianisme culturel. Notre vie vaut mieux que leurs profits ? Rallumez les étoiles ? La France forte ? Pas de pétrole mais des idées ? Tous ces slogans publicitaires, maconnés à coups de millions par des agences surpayés n'ont qu'une source, qu'une explication, qu'un poumon : gageons qu'ils sont plus proche du Jourdain et du Tibre que du sinueux Mississippi.

Charles de Meyer

Charles de Meyer est parti là-bas...



Charles de Meyer ? Nous ne savons pas qui est ce garçon, sinon qu'il écrit sur son site baptisé *Nouvel Arbitre*, de jolis choses et qu'il a bon gout puisqu'il a lu la grande Pitié des Eglises de France de Maurice Barrès, un des plus beaux textes qui soient, un des plus vibrants à notre âme française

Alors, mardi, quand, après le premier cri d'alarme lancé par la *Tribune de l'Art*, le site *Nouvelles de France* a entrepris de sonner les cloches à propos de l'église de Gesté que la bêtise et la pauvreté de sentiment avaient ensemble

commencé à détruire, Charles de Meyer a voulu se précipiter là-bas, dans ce village angevin qui appartient aussi un temps à ce que l'on appelait la « Vendée Militaire »....

Charles de Meyer savait-il déjà que l'Eglise de Gesté fut déjà détruite par les colonnes infernales ? Charles de Meyer est-il royaliste

? On ne le sait pas mais on s'en fout ! Car sa précipitation immédiate démontre une telle ardeur qu'il faut bien nous incliner : ce garçon a quelque chose en lui comme une sorte de « rimbaldisme militant » qui nous épaté !

Nous lui avons donc filé tous les renseignements accumulés au cours de l'enquête nécessaire à ce dossier.. Mais ensuite que pouvions-nous faire d'autre que de lui écrire ici toute notre admiration ? Et toute notre obéissance, aussi. Car ils sont combien les garçons qui partent immédiatement, mercredi, sans argent vers le combat ? Charles de Meyer était seul au début, le premier jour...

Le laisserons-nous seul les jours suivants ? Ah bon Dieu comme nous aurions honte ! Nous avons trouvé là-bas un châtelain qui se prénommerait Gérard et serait prêt à accueillir du monde, plein de monde.. Alain Durand, l'âme résistante de l'association de défense verrait arriver du renfort avec beaucoup de joie.... Alain Durand, ouvrier maçon du patrimoine qui connaît son affaire, est un catholique dont la foi saigne... Il répond au 06 81 55 08 95 (Email : amndurand@orange.fr). Tous ceux qui arriveront en ordre dispersé pourront également appeler le trésorier qui répond au 09 75 22 25 28...

Quand vous lirez ce numéro, nous serons à la veille du week-end et personne n'aura quelque chose de plus important à faire que d'aller rejoindre Charles, là-bas à Gesté ! Alors nous irons ! Partons-y ! Défendons ce clocher qui ne doit pas tomber parce qu'alors ce serait trop funeste présage pour nous tous !!!



Il y a deux mois déjà, la destruction de l'église d'Abbeville..

Avec Abeville et Gesté c'est la «grande démolition» qui a commencé...

Chaque clocher qui tombe est une plainte des siècles morts

Cinq mille à dix mille édifices religieux -essentiellement catholiques- pourraient disparaître avant 2030 en France. C'est la conclusion d'une étude effectuée par l'Observatoire du Patrimoine religieux en France.

En Lorraine, l'église Saint-François d'Assise de Vandœuvre-lès-Nancy serait même susceptible d'être vendue à un 'marchands de poulets' américain.. Mais le pus étonnant, après la récente destruction d'une église à Abbeville, c'est que ces destructions semblent se concentrer pour l'instant dans le département encore très «Ouest» du Maine-et-Loire.

Pas si étonnant que cela, au fond puisque dans ce département encore passablement catholique, c'est sous le prétexte de déconstruction pour reconstruction que l'on envisage le plus souvent de détruire l'église du village..

Rien que dans ce département presque «vendéen», on a compté récemment une quinzaine de projets de démolition.

Ainsi, toujours en Maine-et-Loire, l'église néogothique de Sainte-Gemmes-d'Andigné, due à Alfred Tessier, le même architecte que Gesté, est à son tour menacée de destruction par la commune. L'affaire est à peu près identique et les arguments toujours les mêmes : l'église coûterait trop cher à restaurer - alors qu'elle n'est pas en état de péril - et la destruction-reconstruction serait trop onéreuse. Bref, il n'y aurait pas d'autre solution que celle-ci.

La décision a été prise en Conseil Municipal en septembre 2010, soit il y a un an et demi. Le coût avancé pour la restauration (3 millions d'euros) serait prouvé par les études faites... bref il n'y aurait pas d'autre solution et celle-ci serait «la bonne au moment où nous l'avons prise» affirmait récemment le maire de la commune au web-journal *La Tribune de l'Art* qui mène la résistance.

Naturellement, comme à Gesté, une association s'est constitué qui, de son côté, travaillé à des solutions alternatives. Et elle conteste, études à l'appui, le chiffrage de la mairie.

Celle-ci prétendait que la démolition suivie d'une reconstruction coûterait 2 100 000 € contre 3 100 000 € pour la restauration. Nous n'avons aucune raison de remettre en cause le premier chiffre, que la mairie n'a pas d'intérêt à surestimer. Quant au second, en

admettant qu'il soit juste, la différence entre les deux justifie-t-elle la destruction ? C'est une question philosophique (auquel nous répondrions volontiers « non »). Mais ce chiffre de 3 100 000 € est-il exact ? On peut en douter légitimement, concernant une église qui n'est pas en mauvais état.

L'association a donc fait chiffrer un projet par un architecte en chef des monuments historiques, également Inspecteur des monuments historiques, François Jeanneau, qui connaît par ailleurs bien cette église pour y avoir travaillé sur des travaux de mise en sécurité. Son projet, qui nous a été communiqué par l'association (et dont le montant global nous a été confirmé par son cabinet), chiffre les travaux à un total de 1 500 000 €, soit deux fois moins que le coût affiché par la mairie, et 600 000 € de moins que le projet de destruction-reconstruction.

Cinq phases de travaux étant prévues, ceux-ci pourraient aisément se dérouler sur cinq ans, voire davantage, étalant ainsi les charges contrairement à une destruction-reconstruction qui ne peut être aussi longue. De plus, une rénovation par tranches ouvrirait la voie à une subvention du Conseil Général qui se monterait au total à 200 000 €. Soit 800 000 € de moins que la destruction-reconstruction.

Sans doute la décision du tribunal administratif à propos de l'église de Gesté, incontestablement en moins bon état que celle de Sainte-Gemmes-d'Andigné, est de nature à faire plier le maire de Sainte-Gemmes d'Andigné. De même que le « buzz » qui est en train de s'installer autour des églises menacées du Maine-et-Loire.

Sainte-Gemmes-d'Andigné mériterait, elle aussi, au moins une inscription au monuments historiques. Car outre son élégante silhouette et sa belle architecture intérieure, elle contient d'intéressants vitraux, trois grandes toiles peintes marouflées, peintes par Paul Audfray entre 1923 et 1928 qui forment un monument aux morts de 1914-1918, un grand maître-autel et tout un ensemble de mobilier.

Est-ce la ferveur religieuse qui pousse le prêtre de la paroisse à soutenir la destruction de cette église pour lui substituer le bâtiment très laid projeté par la mairie ?

(Suite page ci-contre)

Il faut aujourd'hui le même vide d'humanité pour euthanasier des vieux éléphants et démolir des églises usées... Mais pourquoi donc les hommes ne sont-ils plus sensibles à rien ?

Cependant, à part Abbeville où l'Eglise Saint-Jacques d'Abbeville a été finalement détruite voici deux mois après bien des manœuvres surnoises du maire réputé franc-maçon, aucune des églises menacées n'a encore été détruite, et l'une d'entre elles est même sauvée définitivement : il s'agit de l'Eglise d'Arc-sur-Tille : située en Bourgogne, ce bel édifice néoclassique était grandement menacé ; fort heureusement, comme nous avions eu l'occasion de le dire ici (voir nos articles), la mobilisation d'une association a payé et a même coûté sa place au maire. Depuis, ce qui était impossible est devenu possible : l'église est sauvée, et elle sera restaurée.

L'Eglise d'Arc-sur-Tille située en Bourgogne était également promise à la «déconstruction», comme on dit pudiquement dans les évêchés. Ce bel édifice néoclassique était donc grandement menacé. Fort heureusement, la mobilisation d'une association a payé et a même coûté sa place au maire. Depuis, ce qui était impossible est devenu possible : l'église est sauvée, et elle sera restaurée. Les travaux ont commencé, la seconde tranche est commencée et l'Eglise sera bientôt réouverte.

Autre cas : l'Eglise de Valanjou. si le bâtiment est toujours debout, la mairie a réussi à décapiter la flèche, ce qui est extrêmement dommageable, d'autant qu'elle ne fait rien pour entretenir ce qui est toujours debout, espérant ainsi que cela s'écroule tout seul. En revanche, l'association de défense de l'église a réussi à faire rouvrir l'église lors d'offices ponctuels ce qui démontre qu'il n'y a pas de péril. Bien qu'un peu en sommeil ces derniers temps, elle compte reprendre son action, stimulée par la réussite de l'association de Gesté.

A Saint-Aubin-du-Pavoil, dans la commune de Segré (Maine-et-Loire), une église existe à cet endroit depuis le Xe siècle. En effet, Saint-Aubin-du-Pavoil a été une commune indépendante jusqu'en 1833, suite à son rattachement à la duchesse de Berry et à la partition de cette commune en deux au rattachement de la paroisse à celle de Segré.

Cette église a été construite entre 1865 et 1867 et a été conçue et réalisée avec beaucoup de soins, vraisemblablement par l'architecte Heulin. Quasiment pas entretenue depuis 10 ans, la toiture est effectivement à refaire et une purge est nécessaire. Des travaux d'entretien

peu chers pour un monument avec une bonne structure d'ensemble.

Selon une première information, le maire UMP de Segré (Gilles Grimaud) poursuit son intention de détruire l'église de Saint-Aubin-du-Pavoil, village au nord de Segré, et dépendant de ce dernier. L'église menacée, de style néo-gothique, n'est plus entretenue depuis plusieurs années. Le maire a mis sa population devant un ultimatum : la rénovation complète de fond en comble (très coûteuse) ou la destruction. Il est alors reproché à l' élu ne pas envisager une troisième hypothèse : les travaux d'entretien nécessaires, travaux pour lesquels il pourrait trouver un financement de 50% par la DRE et le Conseil Général pour une rénovation alors que pour la destruction-reconstruction, ce sera intégralement sur les deniers de la communauté de communes....

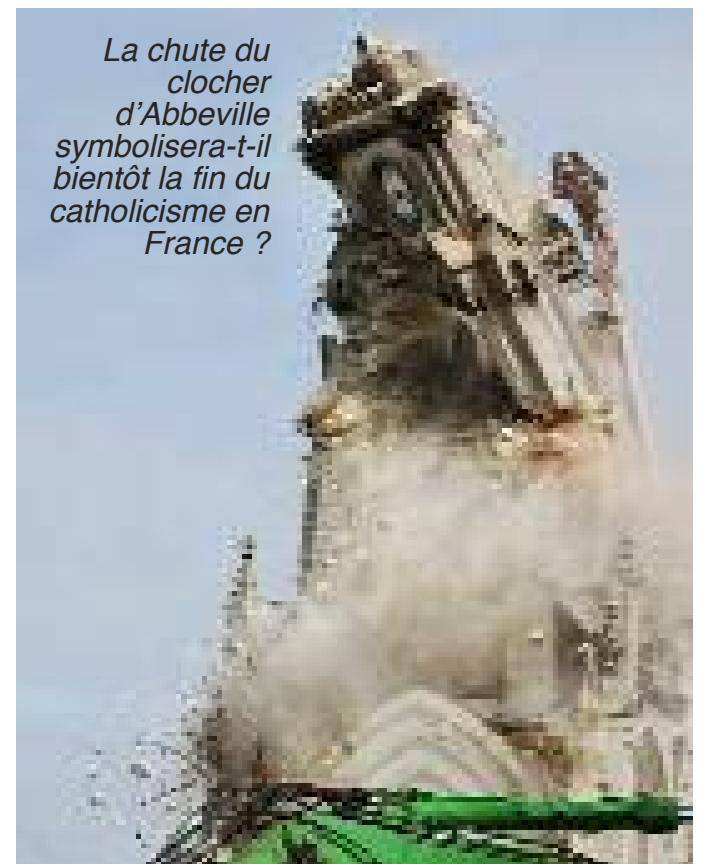
Les maires de Maine-et-Loire sont-ils différents de ceux des autres régions de France ? Nulle part en effet on ne trouve une telle concentration d'élus souhaitant, purement et simplement, raser l'église qui domine leur village, certains étant d'ailleurs passés à l'acte. Le Fief-Sauvin (détruit en 1997), Saint-Georges-des-Gardes (détruite en 2006), Gesté, Valanjou (menacée de destruction, déjà entamée pour le clocher), Sainte-Gemmes-d'Andigné (menacée de destruction)... notre liste n'est même pas exhaustive, puisque par exemple l'église de Saint-Aubin-du-Pavoil, sur la commune de Segré, est également gravement menacée (voir ici).

Les maires de Maine-et-Loire savent-ils que dans de nombreuses villes et villages de France, qui n'ont pas de moyens plus importants qu'eux, des élus municipaux se battent pour leur patrimoine et réussissent à le faire restaurer ? Il y a toujours des solutions. Surtout quand les problèmes sont mal posés.

Et si derrière ces maires faillants à défendre leur clocher, se cachait une autre particularité : un évêque qui encourage secrètement le mouvement ?

Mais non, ce doit être plus grave encore que cela puisque, en Bretagne, l'Eglise Saint Nérin - Plounérin (Côtes-d'Armor) est également entrée sur la liste noire.

Un référendum est ici prévu pour détruire ou rénover cette église du XIXème siècle ; le maire ne voulant pas prendre seul la responsabilité pour 700 habitants de payer la facture ! Cela fait cinq



La chute du clocher d'Abbeville symbolisera-t-il bientôt la fin du catholicisme en France ?

ans à peu près que l'église est fermée et elle est dans un état lamentable.

Quoi qu'il en soit les images de la destruction de Saint-Jacques d'Abbeville semblent avoir atteint plus de conscience que les cyniques n'avaient prévu : Les riverains ont pleuré, des menaces de mort ont été envoyées au maire franc-maçon...

Mais pourquoi ces images font-elles si mal ? est-ce parce qu'elles sont comme la parabole du futur promis à notre vieux monde catholique de France ? Il semblerait que cela soit le cas et qu'après Abbeville, chaque clocher qui tombera sera entendu comme une plainte tragique de la Civilisation qui s'éteint...

Ô pauvres de nous tous !



Jeudi après-midi, notre pauvre église de Gesté a été éventrée et nous avec... Ceux qui ont commis ce crime le paieront un jour... Mais quand ?

En France, on détruit les églises mais on préserve les barres d'habitation collective qui cancérisent l'insécurité. Pourtant, les détruire ferait du bien à tout le monde et d'abord à l'économie..

En outre, les cités, elles, doivent être détruites !

Il faut arrêter de déconner maintenant. Il est plus qu'évident qu'il faille dynamiser un grand nombre de cités en France, la plupart même. Ces grands ensembles qui ont contribué non seulement à polluer le paysage urbanistique de tant de vieilles banlieues authentiques, et aussi à y faire naître au sein de ce que l'on appelle les « quartiers sensibles », l'inévitable racaille, enfant terrible de l'univers concentrationnaire et extrêmement aliénant de la « cité », environnement stalinien-thatchérien où se forme une société grise résumant les meilleurs aspects totalitaires du néolibéralisme. Mondes de paradoxes, pour les grands ensembles de la « ville capitaliste », dynamique, moderne, avec ascenseur et eau chaude jusqu'au 18^e étage de la tour de Bonneuil. On ne se lasse toujours pas de se repasser les avant-après de la banlieue, les films d'Audiard, avec un Gabin comme dernier témoignage du vieux faubourg authentique, hagar au milieu des scènes de chantier, ou encore les scènes romanesques des Cœurs Verts d'Edouard Luntz (introuvable aujourd'hui), la vieille baraque villageoise dans Terrain Vague terrorisée à l'ombre des puissants blocs de « béton criminel » que dénonçait en son temps Michel Rocard. Il y a bel et bien quelque chose de fascinant dans l'évolution de ces espaces. Il faut voir un film des années 1970, voir le jeune exécutif chiraquien (voir dans son F3 rutilant, ces couloirs de marbre, puis retrouver ces mêmes décors trente ans après dans un clip de rap hardcore, couverts de tous les nouveaux signaux de la « banlieue sale », effaçant de toute mémoire ce que furent tout à l'origine, ces environnements.

Bien sûr, nous ne disons pas qu'il faille bombarder tout ce qui pourra ressembler de près ou de loin à une « cité » ou un « grand ensemble ». D'autre part, certaines des plus tristement célèbres cités sont parfois des résidences privées gérées par un bailleur, comme la Résidence des Bosquets à Clichy-Montfermeil (il s'agit même de la copropriété la plus endettée du pays). Aussi, les situations selon les régions, selon les municipalités et communautés d'agglomération sont des plus diverses. Les cas les plus tragiques se trouvent principalement dans les plus sordides banlieues des grandes métropoles de France : Paris et IDF, Marseille, Lyon, Lille, Toulouse, Grenoble, Strasbourg, Le Havre...

Le département le plus incroyablement marqué par l'urbanisme type grands ensembles, est incontestablement la Seine-Saint Denis, qui bat tous les records d'insécurité, de haute délinquance et de communautarisme ethnique de la France toute entière. (Souvenez-vous quand Finkiel nous parlait du risque d'une république islamomafieuse en plein Saint-Denis). Mais au-delà de ce seul aspect, puisque « cité », au sens de « grand ensemble social », ne rime pas toujours avec ces trois traits, certains grands ensembles, souvent les plus anciens, ne manquent pas du tout d'un certain cachet. Prenez par exemple, la Cité Rotterdam à Strasbourg, l'une des plus anciennes de la France d'après-guerre. Intégrée à la ville, concomitante au très huppé quartier des Quinze, ses habitages de galets fluviaux agglomérés rappellent inévitablement les canaux du Rhin qu'elle borde et l'univers portuaire qui lui est proche. Mais il est vrai que le cas alsacien, marqué peut-être plus tôt que la France par le phénomène très prussien du grand quartier d'habitation sociale, est un peu différent. Autre exemple, les cas de la Cité Spach ou de la Cité Ungemach, de la Cité-Jardin du Neuhof, ou plus récemment de la Cité ouvrière du Hohwart, ont tous été des projets de construction sociaux dont les architectures et les organisations de l'espace devaient tout à une volonté de retranscrire dans un contexte urbain, industriel ou portuaire, un environnement d'ordre traditionnel où des populations parfois déracinées pourraient retrouver quelque capacité humaine d'épanouissement et d'intégration. Ce sont aujourd'hui des quartiers particulièrement courus par les populations branchées des centres-villes. Il n'en est évidemment pas de même pour les horribles barres d'immeubles et autres quartiers-cités des années 1960, pour lesquelles on ne cesse de déverser des flots d'argent public, pour des opérations de rénovations que l'on sait d'avance inutiles.

En France, la conception du logement social – qu'il soit le grand ensemble ou même le logement social actuel, dit plus écodynamique et de taille humaine – est demeuré limité par un modèle contemporain ou néocontemporain international, qui persiste à vouloir proscrire toute efficacité identitaire dans son esthétique.

Selon Frédéric Dufaux, « *les grands ensembles sont construits en une vingtaine d'années, du Plan Courant (1953) à la circulaire*

Guichard (1973) qui y met fin. Il y a certes des antécédents – Drancy, Villeurbanne, Le Champ des Oiseaux à Bagneux, les cités construites dans le cadre du lancement du secteur industrialisé, comme la Cité Rotterdam à Strasbourg-, mais la construction de masse de grands collectifs dure vingt ans, avec une vitesse de croisière de 300000 logements par an dont près de 90% sont aidés par l'Etat – dans les années 1960. C'est donc un temps très court au regard des phases de l'urbanisation contemporaine, par lesquelles les villes françaises sont passées, en deux siècles, de la ville circonscrite d'Ancien Régime à la généralisation de l'urbain ».

Il existe aussi des ensembles urbains en ruralité ou en péri-rural, un exemple célèbre étant la ville nouvelle de Mourenx (la première en France), créée en 1957.

Encore une fois, il n'est pas question ici de questionner la logique du logement social en lui-même, mais de questionner la logique qui a voulu mener à cette forme de logement collectif, à ces formes tranchantes, étrangères, terrifiantes autant que ternes de toute identité et dont les origines fort intéressantes sont à retrouver autant dans l'approche totale des soviétiques, que dans l'approche internationale des éminences de l'époque, des influences germaniques d'avant-guerre. Est donc un hasard, si la Cité HBM de la Muette de Drancy, construite en 1939 devint plus tard un camp d'internement nazi ? Répondant à l'urgence de la reconstruction, à la nécessité d'accueillir les puissants mouvements de populations des Trente Glorieuses en France, il est évident que la plupart des grands ensembles, notamment ceux où la délinquance, le crime, le communautarisme ont été les plus exacerbés à partir de la fin des années 1980, auraient dû être détruits très rapidement. D'ailleurs, c'est que qui se passa en 1979 lors de toutes premières émeutes de cité à Vaulx-en-Velin, puis à la Cité de Serres à Villeurbanne, que le maire socialiste Charles Hernu a qualifié de « *vivier de délinquance* » avant d'en ordonner la destruction pure et simple.

L'autre question, est celle de l'image que renvoie immédiatement le « grand ensemble » à l'imaginaire français. Si les témoignages de l'époque nous témoignent d'un croissant et immédiat désaveu des envahissantes « nouvelles villes » dans l'ensemble de la population, ce désaveu se pro-



longe par l'autre facteur de l'immigration, qui fait rapidement de ces « cités » le réceptacle de toutes les nouvelles lignes de fracture de la société française.

« *Conçues dans les années de pénuries, les opérations se poursuivent dans les temps de la croissance : pensés pour des habitants qui sortaient des taudis et dont les exigences en matière d'urbanité étaient supposées faibles et se résument à l'accès au confort domestique privé, ils sont offerts aux familles qui accèdent à la société de consommation, et dont l'horizon d'attente en matière d'urbanité a changé. Ce décalage, classique dans toutes les opérations lourdes d'urbanisme, explique sans doute le désamour précoce qui frappe les grands ensembles, pratiquement dès leur édification dans les années 1960-1970. Ce rejet est sans doute la matrice de la stigmatisation actuelle, due aussi à la mutation de la population logée.* » (Dufaux)

CITÉ CLASSIQUE CONTRE GRAND ENSEMBLE MONDIALISTE

Le langage commun qualifie classiquement de « cité » tout ensemble urbain classé ZUP, ZUS ou simplement dit quartier sensible. Pourtant, nous n'apprécions guère que le beau et antique concept de « cité » ait été ainsi travesti par le très antinomique « grand ensemble », annihilateur du lien social entre le « banlieusard » et l'Etat, réceptacle de toutes les concomi-

S'il est vrai que, par pure mécanique économique, on multiplierait par deux notre PNB si chacun veut bien se donner la peine de détruite sa maison tout de suite... Alors il faut détruire nos cités pourries.



Dufaux nous parle mieux encore des origines de ce mouvement international : « *ce foisonnement des années 1920-1940 est à l'arrière-plan des grands ensembles, et diffuse quelques idées simples reprises par les générations d'après-guerre : les principes de l'architecture sont internationaux, et valables quels que soient le contexte et les réalités nationales : toute forme de nostalgie régionaliste est à proscrire. [...] Enfin, le système politique importe peu, à condition qu'une autorité de type public règle les politiques urbaines.* »

Pourtant, nous avons toujours peine à justifier par les nécessités de l'époque, cet entêtement à ne vouloir jamais intégrer le moindre élément de réalité culturelle locale, comme si la construction moderne devait y être profondément hostile. C'était là tout le problème, presque le plus évident, auquel devait se confronter les générations issues de l'immigration. Un problème parfaitement exposé dans une conférence donnée par Camel Bechikh, qui faisait très justement remarquer qu'il lui paraissait presque impossible de faire naître dans ces générations de déracinés le moindre sentiment national, quand ces dernières n'ont connu que l'enfer urbain le plus extrême et le plus éloigné de toute identité, que le rapport avec le béton international, avec le terreau anonyme des cityparks et des parkings souterrains, sans aucun rapport avec

de la vraie terre de France, que tout l'environnement immédiat leur enseigne de mépriser. « *Quand je prends l'exemple du Kebab et du MacDonalds, c'est qu'un jeune, certes, qui a grandi sur une dalle de béton, qui n'a jamais vu une vache, qui ne connaît pas l'odeur de la forêt le matin, qui ne sait pas ce que c'est que le soleil qui se lève sur la campagne française, évidemment, il n'a pas de rapport charnel au pays, évidemment il n'a pas ce rapport profond, sentimental que l'on a envers sa terre.* »

Il serait parfaitement hypocrite de nier l'aliénation psychosociale évidente qui atteint les victimes de l'enfer urbanistique internationalisé. Mais par un phénomène étrange, le béton sait avoir une forme de fertilité, sur laquelle ont poussés des traditions sans nom, des néobarbarismes, de stupéfiants îlots d'altérité et de cosmopolitisme dont les sous-cultures devaient naturellement fasciner les bourgeoisies internationales, friandes d'arts dégénérés, de révoltes creuses, de revendications vaines, de laboratoires d'observation. Détruire les cités, ce sera déjà couper « l'union racaille » de son environnement premier, de son décor de Bronx francilien et le ré-exposer au réel, au charnel, là où il se trouve le plus souvent confondu. Pour le cas de Cortex et de Morsay, c'est la Guyane, recta. Mieux encore, un stage de réinsertion dans l'Azawad.

Mais aussi, un vaste programme

de reconstruction de quartiers entiers sera bénéfique partout là où l'architecture ultralibérale a détruit tout paysage, pulvérisé tout contact avec l'histoire et la terre, toute possibilité de lien social et parfois même coupé purement et simplement des « territoires perdus » de la République impuissante.

QUELQUES BÉNÉFICES À RETIRER D'UN PROGRAMME DE DESTRUCTION DES CITÉS

Tout d'abord, un vaste programme public de reconstruction touchant de nombreuses régions de France serait l'un des précieux leviers de croissance dont nous pouvons dire qu'il serait sérieusement envisageable dans l'éventualité d'une politique de planification raisonnée. C'est une idée de chantier d'avenir, qui aurait l'avantage de susciter une hausse de l'offre d'emploi, une dynamique économique aux échelons locaux et nationaux, en plus d'une dynamique environnementale vertueuse qui ferait appel à l'innovation française en matière de construction écologique et néo traditionnelle.

On mesure assez mal le nombre des paysages français, notamment en banlieue, parfaitement détruits, voire méconnaissables, couverts de béton, de rues de macadam, parfois saucissonnées entre deux sorties de périphérique, entre deux zones industrielles enfumées, entre un gros dépôt de gare bien bruyant et une immense zone commerciale de tôles blanches et

d'enseignes hideuses. A une situation parfois héritée de décennies de démission politique, de clientélisme ou de pure inaction, bien des municipalités semblent parfaitement incapables de régler, non pas l'issue du logement social, mais le cas des grands ensembles substituants. Pire encore, l'architecture contemporaine internationale (mondialiste en vérité) continue d'influencer le choix des conseils municipaux qui couvrent leurs cadastres d'horreurs de tôles et de matériaux bobos déguelasses.

Une organisation territoriale s'est ainsi généralisée presque inconsciemment, pour définir aujourd'hui la hiérarchie urbanistique et de l'aménagement comme suit : centre-ville urbain cosmopolite, banlieues ethniciées jusqu'à l'extrême dans certains cas, campagne péri-urbaine sans âme et finalement, la campagne, dernier refuge du véritable humus national. Détruire les cités, en plus de donner de l'air à la ville, la libèrera sans aucun doute du risque de l'émeute nihiliste et néolibérale partagée par la racaille basique et l'antifa bourgeois.

Nous pourrions enfin, proposer une sévère rééducation civique de l'intelligentsia libérale-libertaire, des hauts trotskystes du NPA et du FDG afin de leur faire goûter plus précisément, à la vie du sous-prolétariat qu'ils aiment à défendre. Pour cela, il faudra conserver quelques immeubles, à titre historique, aussi.

Baron Guillaume

Notre confrère Les Nouvelles de France a révélé ce que la dépêche AFP entendait cacher soigneusement : le « dangereux pédophile » arrêté mardi était un écrivain en vue de la communauté LGBT.

L'écrivain LGBT est allé décidément trop loin

La mutation sexuelle du citoyen capitaliste mondialisé n'est plus un secret pour personne. Sauf pour le lobby LGBT, uniquement constitué de ces mutants souvent quotidiennement «border line» mais aussi parfois tout simplement criminels.

La nouvelle ne leur fera pas plaisir mais l'Américain Walter Lee Williams, l'homme arrêté dans la nuit de mardi à mercredi par la police mexicaine dans une localité au sud de Cancún, outre qu'il était un prédateur sexuel de mineur présumé figurant depuis lundi parmi les « dix fugitifs les plus recherchés » par le FBI, est, d'après le site LGBT *FrontiersLA.com*, « un membre éminent de la communauté LGBT de Californie du Sud », professeur à la University of Southern California en « études du genre », auteur de plusieurs livres de référence pour le lobby LGBT (*Overcoming Heterosexism and Homophobia, Gay and Lesbian Rights in the United States*, etc.).

Ces derniers temps, cet intellectuel pédophile très militant avait, comme dans un roman de Houellebecq plus glauque que nature, concentré ses recherches sur la Thaïlande.

L'individu est considéré comme « extrêmement dangereux ». « Recherché par le FBI pour exploitation sexuelle d'enfants » selon Gaspar Armando García, procureur de l'État de Quintana Roo et de l'Empire du Bien, mais après coup... Quoi qu'il en soit le misérable pédophile LGBT a été « placé sous surveillance stricte », ajoutait le procureur avec emphase comme s'il avait capturé Hannibal



Lecter, le redoutable psychopathe du Silence des Agneaux !

En tout cas, Walter L. Williams est soupçonné d'avoir eu des actes sexuels avec au moins une dizaine de mineurs du tiers-monde (notamment des Philippines), il aurait également produit de la pédopornographie et agressé sexuellement des étudiants ou des personnes sollicitées pour l'écriture de certains

de ses livres... « C'est l'un des pires cauchemars de la communauté LGBT », résume *FrontiersLA.com*.

Ah bon ? Parce que c'est exceptionnel ? Parce que les LGBT ne sont pas tous des malades mentaux sordides, misérables et si pitoyables qu'on les prendrait presque en pitié chrétienne ?

L'Etat civil de Villeneuve Saint-Georges publié le 16/6 dans le bulletin municipal parle de lui-même, non ?..

Etat-civil	
<p>BIENVENUE AUX BÉBÉS</p> <p>Silvan EL HARRAR, Adam BOUAFIOURA, Kalbou HAIDARA, Adam MOUSSAOUI, Henriella NKWIM, May BEN FERADJ, Mohamed BEN FERADJ, Aleyna TOP, Nelly LOBBY, Jason GOMES RODRIGUES, Kevin OZTORK, Camille BIZART, Mohamed EL DRAOUI, Ajyda MAMBUNG MANISS, Amel ALLOUCHE, Naomi SCAMBE, Sarah BOUL KHODRA, Sofian SOUSSI, Mylla MAKHLOUE, Eren BAZIZI, Belcem ARSLAN, Jebri MAJDOUB, Sella YILDIRIM, Djenna CHETTOUH, Key-lyan PHILISTIN, Mohamed NDIAYE, Fode DJATO, Nithusan VADIVELLU, Ivano SARIC, CVUANOVIC, Kaylla OUAATTARA, Karim HADDAD, Daly REKAR, Yusuf SEVER, Ayman OTMANI, Levi LUBBOCK, Sienna SALLENAVE CONSTANTY, Leandro TINOCO GASPAR, Naim SEGUICI, Gédéon TSHIMPUMA, TSHIMPUMA, Raphaëlle SALLAH, Ilana BELKEBIR, Mohamed-Lamine CHERIF, Pedro MILHOMEN MESQUITA NEMA, Tizko RABET SARASACOTRA, Aaliyah SHERKH, Safy TERRAK, Jouhaya BELAÏDI, Mylla BOLOGNE LABYLLE, Eslemnaz GÜNEY, Karol BOYER, Yusuf CETINKAYA, Akın ALKAN, Rayan NEJAI, Raphaël DUVERNAY, Mya ANTONIN, Awa KONATE, Jonathan WANG, Thieha JOSEPH FERNANDO.</p>	<p>Louis-Philippe CHEVALIER, Marilyne BAUTISTA-GARCIA et Mohamed SASSI, Paraneetha PARAMESWARAN et Vikneswaran VARUNAN, Adèleide KIAMPOHI et Elisee AKOULOU, Afaf QEJIOU et Aissam HAFID, Kalemathi COSTAK et Joseph CEDRIC, Aurélie ABAD MARTINEZ et Joaquim CARVALHO.</p>
<p>ILS SE SONT DIT OUI</p> <p>Celine GAMBIRIO SOARES et David BOTAS, Onpriya SONKILAT et Ladislas RUELLAN, Alév FERU et Ifan GOK, Fatima CHAREUR et Sofiane AZIZI, Marianna COTTON et</p>	<p>ILS NOUS ONT QUITTES</p> <p>Marie LOUVET épouse MESANGE, Robert GOUGET, Christian MARASI, Concettina CARPINTERI veuve GUERRIERI, Yvette DEJARDIN veuve FONSE, Jeannine ROUX épouse POURRAIN, Adda DALLA, Jeannine RACLET épouse BERNIER, Roger MALAPPERT, Odette PÉREZ veuve THÉBAULT, Joanne OLLIVER veuve EVRARD, Henri COURTIER, Abdoulatif ADJULAD, Raymond MONIN, Gilbert BIDAULT, Odile ROBERT veuve LINTHAL, Georgette TRICHART veuve DUPUIS, Germaine ROSETTE Veuve VERNEGHOL, Danièle BOISSARD épouse LEPLAT, Michel BROUARD, Guy MESANGE, Hubert LEWACHER, Jean DYON, Lucienne JACQUIN veuve SAMDI, Pascal BOUILLY, Maria Isabel AMORIM DIAS, Emile BEDNAR épouse DONIZEAU, Sophie METAS épouse TRAVANUT, Gino VIOLET, Abigail KUFF, Robert DESLANDES, André FRANCES, Patrick CASTEL, Albert CHABBERT, Jeannine CROZE veuve FARINO, Fred MACIN, Christiane FAUCHOT.</p>

C'est une jeune femme ancienne, la chanteuse Nolwenn, qui a clôturé cette l'Armada de Rouen, un événement qui la méritait bien, elle l'échappée miraculée de la modernité...

Nolwenn clôture l'Armada

Il est des événements qui, sortant de l'ordinaire, nous font sortir de la torpeur ou de l'angoisse modernes et alors pour un instant, pour un instant seulement, nous pardonnons du moins cet amer plaisir-là : vitupérer l'époque. L'Armada de Rouen fait partie de l'extraordinaire : par un heureux hasard, un jeu de circonstances paradoxales, du sein de la modernité festive est sortie cette naumachie où l'on rivalise non à coups de canons mais de beautés dans la grandeur - et l'on se demande comment un monument tel que le Gaspard Monge a pu manœuvrer dans les méandres serrés de notre Seine - de motifs irisés dans la multitude des pavillons, de dorures dans les blasons entre proue et poupe. Quelles magnificences ! - qui ne dépasseraient point dans le monde de la Tradition ; réunion - sur tes quais, Rouen - des navires venus non seulement de toute l'Europe mais aussi de toute la latinité... la marine, dernière chose royale, se retrouve à mouiller dans la seconde métropole du ci-devant royaume de France et pour une décade la ville aux cents clochers s'enorgueillit d'être, des plus superbes vaisseaux qui se soient jamais amarrés, l'hôtesse prévenante et attentive.

Quand le roi sera revenu à sa place, nul doute qu'il maintiendra cette institution noble et populaire, cette jeune tradition aussi légitime que celle de la tauromachie léguée au Midi par l'Impératrice Eugénie ; il la renforcera même, par le prestige attaché à sa personne sacrée : tous les quatre ans, dans la période la plus douce de la révolution terrestre il prendra le train à Saint-Laz', passera Mantes, Vernon, Oissel... il entrera dans sa bonne ville des bâtons de cidre, passera sous le Gros-Horloge et sur le Vieux-Marché... enfin arrivé sur les berges, il aura pleine autorité - ce roi du plus grand territoire d'Europe et du plus grand domaine maritime après l'union fédérale nord-américaine - pour recevoir ces capitaines venus des quatre coins de la machine ronde et bleue lui porter les hommages de leurs propres souverains et leurs équipages, remplis de fierté, lui feront les honneurs de leurs défilés, chantant à pleins poumons, tambours battant, trompettes sonnantes.

En formant ces beaux espoirs je déplorai la présence intempestive d'une séquelle libertaire gâtant avec sa crasse chaque spectacle que ses chefs n'ont pu interdire au nom des valeurs maçonniques, cherchant vainement quelque cosmopolitisme débraillé chez ces marins irréductibles qui affichent au contraire l'internationalité martiale de l'événement par leur cordialité, défilant dans nos rues d'un pas tranquille - car pour eux cette plaisante escale a des allures de quille - arborant les décorations rutilantes sur l'uniforme impeccable, recueillant les applaudissements du Peuple français... oui, comme il est touchant de voir les barlus mexicains, si joviaux, emporter les menus suffrages des jeunes femmes de chez nous, loin devant les plus ténébreux suédois ! puisse cette fraternité latine épouser l'affront que constitua la diplomatie de bazar autour de Florence Cassez ; ces rencontres ont déjà été, par le passé - même le plus proche - le premier acte de belles idylles. Puissent aussi les jeunes bérets à pompon de Poutine rapporter à leur Président la chaleur de l'accueil qu'on leur fit, tellement sincère, et qu'ils en oublient le torrent d'imprécations déversé par la caste germanopratine sur le plus grand régent de toutes les russies depuis 1917. Les véritables sentiments de la fille aînée de l'Eglise pour la troisième Rome n'ont pas



changé depuis Félix Faure : Saint-Michel en est témoin !

Les meilleures choses ont une fin, encore faut-il qu'elle soit à la hauteur d'un pareil jubilé naval et musical - car, sur la presque île de Waddington, chaque soir, les marins du monde et le Peuple français formaient un seul public pour le concert en plein air, suivi du double feu d'artifice : au ciel et, comme reflet trouble, sur la surface du fleuve obscur. Il faudrait dire la puissance de Madness, One Step Beyond, Our House, Oui Oui Si Si Ja Ja Da Da... mais je n'ai que le temps et la place d'évoquer cette princesse de Bretagne que la Normandie a convié pour conclure ces joyeuses célébrations.

Apparaissent d'abord la bouche en coquelicot qui serait obscène chez tant d'autres, qui est ici le sceau d'une candeur malicieuse - et la robe-cloche bleue, brillante, celle d'Alice aux pays des merveilles, celle qui laisse voir pudiquement des jambes fuselées comme sur les bergeries gravées au XVIIIème siècle, chéries de Nerval ; Dieu qu'il est bon d'oublier un temps l'étal de viande d'outre-atlantique, la pornographie synthétisée des Madonna, Lopez, Knowles et autres Gaga.

Le geste hésitant, presque maladroit, révèle une crainte charmante devant la vastitude du lieu, la foulitude des têtes. La parole est aussi désarmée, Nolwenn minaude presque, tombe presque dans la mièvrerie pour donner le change, sans parvenir à cacher complètement sa détresse - qu'on lui pardonne, devinant qu'elle tient d'une excessive humilité dont elle se défera sous peu ; mais bientôt de réservée elle devient fébrile, les talons hauts claquant fort sur le bois de la scène, rendent le pas de danse plus gracieux encore, et ce sont les derniers titres de son répertoire, quelques succès étrangers, les chansons bretonnantes qui l'ont placée au premier plan de la jeune garde des chansonniers français - Renaud

l'avait cependant distinguée dès le départ. Tout à coup l'archet virevolte et l'on se prend à paraphraser Gérard Depardieu dans Préparez vos mouchoirs pour dire : « la Nolwenn, au violon, c'est pas un manchot », qu'elle en joue comme Arnaud Clément de la raquette... elle prend alors assez d'empire sur le public - quoique sans cesse plus étonnée et intimidée de le trouver si nombreux - pour l'entraîner dans une gigue antequelle et ce sont les bras levés, les petits doigts dressés par dizaines de milliers dans une saine joie comparable aux fêtes champêtres d'antan... Nolwenn, malgré ses appels réitérés aux garçons et aux filles de l'eau, cette fluidité qui soudain révèle en elle la Pulce d'Acqua annoncée par Angelo Branduardi, Nolwenn enrachine les jeunes gens de France dans les tendres souvenirs qu'ils avaient perdu, sa voix chaude redonne vie aux anciens airs, son jeune corps soulevé par leur pouvoir mélodique et rythmique nous prouve qu'il y a encore à aimer par les les refrains des aïeux... à la fin elle nous présentera tous ses musiciens, fera applaudir les accessoiristes, elle n'oubliera personne... si : la petite femme d'Irlande, elle prive le public de la plus belle chanson, « Mná na h'Eireann », reprise avant elle par Sinéad O'Connor, Kate Busch, Alan Stivell et tant d'autres, le thème de Barry Lyndon, le thème tragique de la fraternité celtique blessée par la barbare conquête des saxons, préalable à leur conquête du monde.

Quel dommage, au vrai ! car Nolwenn, qui possède le don des langues, a conquis l'estime des gens de l'art par sa maîtrise immédiate du gaélique, langue que d'aucuns mettent des années à prononcer correctement. A la prochaine édition bissextile, peut-être ? elle y a déjà été invitée, au-delà des rappels : Vive la Leroy, vive la jeune fille du vieux pays, vive la jeune femme ancienne.

Baron des Ubacs

L'Institut Coppet organise un séminaire sur la démocratie à Paris le 28 juin, de 17 à 22h, avec Frank Karsten, co-auteur de *Dépasser la démocratie* (Entrée libre mais inscription obligatoire).

Dans un ouvrage récemment traduit et publié en France, Karel Beckman et Frank Karsten montrent que la démocratie, contrairement à la croyance populaire, ne conduit pas à la liberté, à la civilisation, à la prospérité, à la paix et à la primauté du droit. Au contraire, elle conduit à la servitude, aux conflits sociaux, aux dépenses incontrôlables de l'État, à la baisse du niveau de vie et à la violation des droits individuels.

En seulement 140 pages, ils réfutent 13 grands mythes sur lesquels la démocratie est habituellement fondée. Qui plus est, ils offrent une alternative attrayante : une société volontaire, fondée sur les libertés individuelles.

Vous êtes-vous déjà demandé pourquoi la taille de l'État, comme la dette publique, ne cessent d'augmenter ? Savez-vous pourquoi la liberté et la prospérité sont de plus en plus menacées ? Ce livre vous aidera à comprendre non seulement les causes du mal mais aussi les remèdes.

Dépasser la démocratie est un livre novateur et fascinant pour tous ceux qui veulent mieux comprendre les problèmes sociaux actuels et la crise économique.. Surtout que les deux auteurs, sans le savoir leur proximité avec nous, sont aujourd'hui comme des «monsieur Jourdain» de l'anarcho-royalisme !

I. LES MYTHES DE LA DÉMOCRATIE

Mythe 1. Chaque vote compte

C'est ce que nous entendons systématiquement lors des élections. Cette idée que chaque vote compte véritablement. Ce qui est vrai — chaque vote compte pour un sur cent millions (si nous considérons le cas des élections présidentielles américaines). Mais si vous influez sur une élection à mesure d'un sur 100 millions, ou 0.000001%, en réalité vous n'avez aucune influence. La probabilité pour que votre vote décide du vainqueur de l'élection est astronomiquement faible.

Et les choses sont encore pires parce que vous n'accordez pas votre vote à une mesure ou à une décision particulière. Vous votez pour un candidat ou un parti politique qui prendra des décisions en votre nom et place. Mais vous n'avez absolument aucune influence sur les décisions prises par cette personne ou ce parti. Vous ne pouvez pas les contrôler. Durant quatre années ils peuvent décider ce qu'ils veulent, et il n'y a rien que vous puissiez faire contre cela. Vous pouvez les bombarder d'emails, tomber à genoux devant eux ou les maudire — mais ils décident.

Chaque année l'État prend des dizaines de milliers de décisions. Votre unique vote, dirigé vers quelqu'un qui peut faire comme bon lui semble sans vous consulter, n'a aucun impact mesurable sur ces décisions.

Souvent, votre vote n'est même pas un véritable choix. Il constitue plus l'indication d'une vague préférence. Il existe rarement une personne ou un parti avec lesquels vous êtes d'accord sur tous les sujets. Mettons que vous ne vouliez pas que de l'argent soit dépensé dans les aides aux pays du Tiers Monde, ou dans la guerre en Afghanistan. Vous pouvez voter pour un parti qui s'oppose à cela. Mais peut-être ce parti est-il aussi en faveur d'une hausse de l'âge légal de départ à la retraite, un point sur lequel vous n'êtes pas d'accord.

Qui plus est, après qu'un parti ou une personne ayant reçu votre vote aient été élus, ils tiennent rarement leurs promesses. Et que faites-vous à ce moment-là ? Vous devriez être capable de les poursuivre en justice pour fraude, mais vous ne pouvez pas le faire. Au mieux, vous pouvez toujours voter pour un parti ou un candidat différent dans quatre ans — et ce avec tout aussi peu de résultats.

Le vote est l'illusion de l'influence donnée en échange d'une perte de liberté. Lorsque Thomas et Jeanne se présentent au bureau de vote, ils pensent qu'ils influenceront la direction dans laquelle le pays avance. Cela n'est vrai que d'une façon minime. Dans le même temps, 99.9999% des électeurs décident de la direction dans laquelle les vies de

La démocratie, ce cauchemar

Pour Damien Theillier, président de l'Institut Coppet, «un système de choix collectifs fondé sur des votes à la majorité des voix ne permettra jamais de dégager des solutions à long terme aux problèmes soulevés par la vie en société. Au contraire, il produira de plus en plus de dépenses publiques et de contrôles sur les individus. En effet, la démocratie est un système politique dans lequel les candidats achètent des voix au moyen de promesses de biens publics et de subventions. Ils cherchent à maximiser le nombre de leurs électeurs en adaptant l'offre de biens publics à la demande des groupes de pression. À l'origine bien sûr, le rôle des institutions démocratiques était de limiter et de contrôler l'État. Malheureusement, la démocratie est devenue un instrument de contrôle de la sphère privée. Les totalitarismes du XXe siècle étaient le résultat de l'emprise du

pouvoir politique sur les individus et de la sphère publique sur la sphère privée. Or la démocratie du XXIe siècle s'inscrit dans la continuité de ce modèle. Pas de manière sanglante, ni de façon abrupte. Mais graduellement, petit à petit. C'est un totalitarisme «soft», d'autant plus insidieux qu'il est supportable et procure l'illusion.

Pour remplacer la démocratie, Damien Theillier, sorte d'anarcho-libertaire inspiré par Hans-Herman Hoppe, est formel : «Le chemin vers l'autonomie et l'autogouvernement ne passera pas par les larges démocraties. Il passera par la décentralisation et par de petites unités administratives, conçues par les gens eux-mêmes. De cette façon les citoyens se détourneront eux-mêmes bien vite des gouvernements autoritaires et mal gérés pour graviter vers ceux qui produisent les meilleurs ser-

vices au plus bas coût. De même, chaque politicien et chaque haut fonctionnaire sera incité par la pression compétitive à rendre son gouvernement aussi efficace et utile que possible.

Ainsi la Suisse, par exemple, avec sa démocratie décentralisée, est une meilleure forme de gouvernement que la démocratie parlementaire française, car vous pouvez voter avec vos pieds et aller voir ailleurs au lieu de mettre un bulletin dans l'urne tous les cinq ans tout en restant esclave. En Suisse il y a concurrence entre les unités administratives, il y a un vrai marché de la gouvernance. Puisque les communautés et cantons suisses sont petits, les gens peuvent non seulement voter dans les urnes, mais ils ont également le choix de se déplacer s'ils sont mécontents du mode de gouvernement. Les mauvaises mesures politiques sont chassées par les bonnes.

ple. Mais est-ce que le peuple gouverne vraiment dans une démocratie ?

La première difficulté est que « le peuple » n'existe pas. La seule réalité ce sont les millions d'individus, avec autant d'opinions et d'intérêts différents. Comment pourraient-ils gouverner ensemble ? C'est impossible. Comme un comédien néerlandais l'a dit un jour : « La démocratie représente la volonté du peuple. Chaque matin, en lisant le journal, je suis surpris en découvrant ce que je veux. »

Soyons honnête, personne ne dira jamais quelque chose comme « le consommateur aime Microsoft » ou « les gens aiment Pepsi ». C'est le cas pour certains, et ce n'est pas le cas pour d'autres. Et il en est ainsi pour les préférences politiques également.

Au surplus, ce n'est pas réellement « le peuple » qui décide dans une démocratie, mais la majorité du peuple, ou, plus précisément, la majorité des électeurs. La minorité ne fait apparemment pas partie du peuple. Cela a l'air un peu étrange. Le peuple n'est-il pas censé rassembler tout le monde ? En tant que consommateur de Wal-Mart, vous ne souhaitez pas que des aliments venant d'un autre supermarché soient insérés de force dans votre estomac, et c'est pourtant ainsi que les choses fonctionnent dans une démocratie. S'il advient que vous vous retrouviez dans la frange perdante aux élections, il vous faudra danser en accord avec la musique des vainqueurs.

Mais soit, supposons que la majorité soit identique au peuple entier. Est-ce vrai, alors, que le peuple décide véritablement ? Voyons. Il existe deux types de démocratie : directe et indirecte (ou représentative). Dans une démocratie directe, chacun vote sur chaque décision prise, comme dans un référendum. Dans une démocratie indirecte, les gens votent pour d'autres personnes, qui prendront ensuite les décisions pour eux. Dans le second cas, clairement, les gens ont moins leur mot à dire que dans le premier. Pourtant, la quasi-totalité des démocraties modernes sont indirectes, malgré leur recourt occasionnel à des référendums.

De façon à défendre le système représentatif, on explique souvent que a) il serait impossible dans la pratique d'organiser un référendum sur chacune des nombreuses décisions qu'un gouvernement doit prendre chaque jour, et que b) les gens ne possèdent pas le niveau d'expertise suffisant pour décider sur toutes les différentes questions complexes.

(Suite page ci-contre)

Un «think tank» lancé sur la piste de l'anarcho-royalisme

Comme son inspirateur Hans-Herman Hoppe, le français Damien Theillier n'a plus qu'à conclure à la monarchie et il sera anarcho-royaliste !



Damien Theillier est professeur de philosophie aux lycées Stanislas et Saint-Louis de Gonzague. Il est l'auteur de « Culture générale » (Editions Pearson, 2009) et d'un cours de philosophie en ligne (<http://cours-de-philosophie.fr>). Il organise vendredi un séminaire libertarien où il présentera l'écrivain Frank Karsten.

L'argument a) a pu être valable par le passé, car il était difficile de fournir à chacun l'information nécessaire et de leur donner leur mot à dire, sauf dans les très petites communautés. De nos jours, cet argument ne tient plus. Grâce à internet et aux autres technologies modernes de communication, il est facile de laisser de larges groupes participer à la prise de décision et de tenir des référendums. Et pourtant cela ne se fait jamais.

Pourquoi ne pas organiser un référendum sur la question de savoir si les Etats-Unis doivent oui ou non intervenir militairement en Afghanistan, en Lybie, ou ailleurs ? Après tout, le pouvoir est au peuple, n'est-ce pas ? Pourquoi les gens ne peuvent-ils donc pas prendre des décisions si majeures pour leur existence ? En réalité, bien entendu, tout le monde sait bien qu'il existe de nombreuses décisions qui sont prises et que la majorité ne défendrait pas si ces questions devaient être l'objet d'un vote. L'idée que « le pouvoir est au peuple » n'est rien d'autre qu'un mythe.

Mais qu'en est-il de l'argument b) ? N'est-il pas vrai que la plupart des questions politiques sont trop complexes pour faire l'objet d'un vote ? En aucune façon. Une mosquée doit-elle être bâtie quelque part, quel doit être l'âge légal pour boire de l'alcool, à quel niveau doivent-elle être fixées les peines plancher pour certains crimes, faut-il construire moins d'autoroutes ou davantage, quel doit être le niveau de la dette publique, doit-on envahir certains pays étrangers, etc. — toutes ces questions sont très claires. Si nos gouvernements considèrent que la démocratie est importante, ne devraient-ils pas au moins laisser le peuple se prononcer directement sur quelques-unes d'entre elles ?

Peut-être l'argument b) signifie-t-il que les gens ne sont pas suffisamment intelligents pour être capables de former des opinions raisonnables sur toute sorte de questions économiques et sociales ? Si c'est le cas, comment peuvent-ils être assez brillants pour comprendre les différents programmes politiques et voter en fonction de ceux-ci ? Qui-conque défend la démocratie doit au moins présumer que les gens connaissent deux trois choses et sont capables de comprendre le français. Par ailleurs, pourquoi les hommes politiques au pouvoir seraient-ils nécessairement plus brillants que les électeurs qui les y placent ? Les hommes politiques peuvent-ils mystérieusement puiser dans la fontaine de la connaissance, tandis que les électeurs n'y ont pas accès ? Ou alors ont-ils des valeurs morales supérieures au citoyen moyen ? Il n'existe aucune preuve de tout cela.

Les défenseurs de la démocratie expliqueront peut-être que même si les gens ne sont pas stupides, personne n'a le savoir suffisant ni les capacités intellectuelles pour se prononcer sur des questions complexes qui impactent fortement les vies de millions de personnes. Cela est manifestement

vrai, mais la même chose s'applique également aux hommes politiques et aux fonctionnaires qui prennent ces décisions dans une démocratie. Par exemple, quel type d'enseignement veulent les parents, les professeurs, et les étudiants ? Ou quel est le meilleur enseignement ? Chaque personne a ses propres désirs et sa propre vision de ce qu'est un bon enseignement. Et la plupart des gens sont suffisamment intelligents pour décider de ce qui est bon pour eux et pour leurs enfants. Mais cela est en complète contradiction avec l'approche centralisée d'une « taille unique pour tous » de la démocratie.

Il semble donc que dans une démocratie le peuple ne gouverne pas du tout. Ce n'est pas vraiment une surprise. Tout le monde sait que l'État prend régulièrement des décisions auxquelles la majorité du peuple est opposée. Ce qui règne en démocratie n'est pas « la volonté du peuple » mais la volonté des hommes politiques, elle-même guidée par les groupes de lobbyistes professionnels, les groupes d'intérêts et les activistes. Les groupes pharmaceutiques, les groupes de l'énergie, de l'agriculture, le complexe militaro-industriel, Wall Street — ils savent tous comment faire fonctionner le système à leur avantage. Une petite élite prend les décisions — souvent dans les coulisses. Sans se préoccuper de ce que « le peuple » souhaite, ils dilapident notre épargne dans des guerres et des programmes d'aide, permettent l'afflux massif d'une immigration dont peu de citoyens veulent, votent des déficits considérables, espionnent les citoyens, se lancent dans des guerres qui reçoivent l'approbation de peu d'électeurs, dépensent notre argent dans des subventions pour des groupes d'intérêts, signent des accords — comme l'union monétaire dans l'UE ou l'OTAN — qui bénéficient aux impudicatifs aux dépens des personnes productives. Etait-ce ce que nous voulions démocratiquement ou était-ce ce que les dirigeants voulaient ?

Combien de gens seraient prêts à transférer volontairement des milliers de dollars vers le compte en banque de l'État pour que des soldats puissent combattre en Afghanistan en leur nom ? Pourquoi ne demandons-nous pas l'avis du peuple ne serait-ce qu'une seule fois ? N'est-il pas celui qui dirige ?

On dit souvent que la démocratie est une bonne manière de limiter le pouvoir des dirigeants, mais comme nous le voyons c'est là un autre mythe. Les dirigeants peuvent faire à peu près tout ce qu'ils veulent.

Au surplus, le pouvoir des hommes politiques s'étend bien plus loin que leur actions au parlement et au sein du gouvernement. Lorsque les électeurs leur retirent leur pouvoir, ils réussissent souvent à occuper des postes grassement payés au sein des innombrables organisations qui existent en symbiose avec l'État — les chaînes de télévision, les syndicats, les associations du bâtiment, les universités, les ONG,

LA DÉMOCRATIE, POURQUOI ÇA NE MARCHE PAS ?

Pourquoi la démocratie mène aux conflits sociaux, aux dépenses publiques effrénées et à la tyrannie.

Nouvelles de France

Un séminaire dérangeant, animé par Frank Karsten, co-auteur de "Dépasser la démocratie" Langue:

Vendredi 28 juin 17h-22h

6 rue du Montpensance, Paris 6e
Inscription requise, participation libre : depassezlademocratie.ventbelle.fr

Et quelle est l'alternative ?

les groupes de lobbying, les think tanks, et les milliers d'entreprises de conseils qui vivent de l'État comme de la mousse sur un tronc d'arbre pourri. En d'autres termes, un changement de gouvernement ne signifie pas forcément un changement de qui possède le pouvoir dans la société. Dans une démocratie, les responsabilités sont beaucoup plus diffuses qu'on croit.

Il est aussi à noter que participer aux élections aux États-Unis est loin d'être simple. Pour être autorisé à participer à des élections au niveau fédéral, il vous faut respecter une réglementation qui couvre 500 pages. Les règles sont si complexes qu'elles ne peuvent pas être comprises par les profanes.

Pourtant, malgré tout cela, les avocats de la démocratie insistent toujours sur le fait que « nous avons voté pour » dès qu'un gouvernement met en place une nouvelle loi. Cela implique que « nous » n'avons plus le droit de nous opposer à une telle mesure. Mais cet argument est rarement utilisé uniformément. Les homosexuels l'utiliseront pour défendre leurs droits, mais ne l'acceptent pas quand un pays démocratique interdit l'homosexualité. Les activistes pro-environnement exigent que des mesures environnementales décidées démocratiquement soient mises en place, mais ne se gênent pas pour organiser des manifestations illégales lorsqu'ils sont en désaccord avec les autres décisions prises démocratiquement. Dans ces derniers cas, il semble que « nous » n'avions pas voté pour.

Frank Karsten

Une chronique de Netchaev le Vieux.

La cause a enfin un prisonnier !

Hollande, Valls et Ayrault sont stupides. Ils ont oublié que chaque cause incendiaire nourrit son feu de martyrs... Comme ils n'ont malheureusement pas encore été jusqu'à nous tuer un veilleur, ils en ont quand même emprisonné un !

Quelle bonne nouvelle ! Ce militant s'appelle Nicolas Bernard-Buss. Son nom de guerre est Nicolas Berns. Il a été condamné mercredi 19 juin à deux mois de prison ferme pour «rébellion» envers les forces de l'ordre, «fourniture d'identité imaginaire» et «refus de se soumettre à un relevé d'empreinte». Bref il a fait le malin pendant sa GAV et il a été drôle et insolent comme tout bon français doit être en pareille circonstance...

Naturellement, Nicolas est trop français pour notre justice de collabos. «C'est une décision de justice excessivement lourde au regard de son jeune âge, de son absence d'antécédent sérieux et du caractère éminemment politique du contexte» commente avec raison la *Manif pour tous*.

Nicolas avait participé dimanche à un rassemblement devant les locaux de M6, alors que François Hollande y était interviewé. Il était ensuite parti en compagnie de 100 à 200 opposants au mariage gay pour manifester sur les Champs-Élysées.

Le rassemblement étant illicite, des policiers voulurent interpellier Nicolas Bernard-Buss mais ce dernier s'enfuit en courant. De fait, le jeune homme avait été repéré par les forces de l'ordre depuis quelques semaines. Il était déjà passé en comparution immédiate devant le tribunal correctionnel de Paris le 28 mai dernier pour «entrave à la circulation», «identité imaginaire» et «non dispersion après sommation» à la fin d'une

manifestation. Il avait alors été condamné à payer une amende de 200 euros, mais le parquet avait fait appel.

«Nicolas est très actif dans le mouvement anti-mariage pour tous depuis le mois de janvier», raconte son avocat. Sur la page Facebook, en guise de photo, Nicolas affichait d'ailleurs le logo «prisonnier politique» histoire de bien faire comprendre que lui, ce jeune militant bravache, a compris que la cause a besoin de martyrs à tout prix et qu'il était prêt à être un de ceux là...

Dimanche soir, le jeune homme n'a donc pas obtempéré. Une course-poursuite s'engagea aussitôt avec un policier et s'acheva au premier étage d'une pizzeria sur les Champs-Élysées. Les flics le dérouillaient que Nicolas criaient encore «Hollande, démission!».

Six policiers furent mobilisés en renfort pour aider leur collègue car Nicolas leur donnait visiblement du fil à retordre. Ah le brave garçon !

Nicolas est incarcéré depuis mercredi soir en région parisienne, à Fleury Merogis où les racailles sont 90% de l'effectif de la taule...

Ses parents - un photographe et une journaliste - qui vivent à Angers sont naturellement profondément choqués. Croyante, sa mère avait vécu avec une réelle fierté le militantisme de son fils au sein de la *Manif pour tous*...

Le jeune homme est étudiant en école d'ingénieur et en licence d'histoire. Bachelier brillant, il avait réussi il y a quelques années le concours d'entrée à Sciences Po mais n'en suivait pas les cours.

Politiquement, Nicolas est de la graine de révolutionnaire professionnel comme on les aime au Lys Noir. Renvoyant dos-à-dos l'UMP et le PS au sujet de la «deshumani-

sation ambiante», Nicolas est également un anti-républicain. «*En République française, l'argent est roi, Dieu rejeté, et le peuple soumis*», écrit-il sur sa page facebook. Autrement, Nicolas admire Vladimir Poutine, «*un homme, un vrai!*», qu'il félicite pour savoir s'opposer au «*capitalisme sauvage*».

Nicolas appartiendrait au mouvement des Veilleurs. Mais Nicolas est aussi un Lys Noir qui s'ignore et qui n'a plus qu'un tout petit pas à faire vers l'appel à l'Armée lorsqu'il écrit encore, «*Quand est-ce que les forces prétendent de l'ordre cesseront-elles d'obéir à des ordres absurdes? Quand prendront-elles enfin conscience que les voleurs et les menteurs ne sont pas le peuple pacifiste en face d'eux, mais les vieillards malades au-dessus d'eux? C'est après cette oligarchie qui s'en prend aux enfants qu'il faut courir, messieurs les policiers!*»

Nicolas est au D4 de Fleury, un bâtiment que certains Lys Noir connaissent. Ce n'est pas le pire des bâtiments car les racailles y sont un peu moins majoritaires. Mais tout de même, nous lui conseillons de ne pas sortir et de demander lui-même à rejoindre le mitard où il sera pleinement en sécurité, sans télévision, sans co-détenus, ce qui sera déjà cela...

Pour soutenir Nicolas Berns, vous pouvez lui écrire :

"M. Nicolas BERNARD BUSS"
404 247 // D-4
M.A de Fleury
7, avenue des peupliers
91 700 FLEURY-MEROGIS"

Consignes:
- Mettre vos NOM et PRÉNOM ainsi que l'adresse au dos de l'enveloppe.
- Le courrier étant lu, ne rien mettre qui pourrait lui être préjudiciable.
- Pas d'argent en espèce! (ça lui serait confisqué et envoyé au trésor public).
- PHOTOS bienvenues! Cartes postales aussi.

Lys noir

Hebdomadaire gratuit
en version Web et journal
Tabloïd imprimé en Europe
ISSN «en cours»
Commission paritaire «en cours»

Contact :
leslysnoirs@gmail.com -
Mobile : 06 59 59 16 35



Communiqué du Mouvement Marc Bloch / Soutien civil

TROP D'ISLAMISTES DANS L'ARMÉE !

La «discrimination positive» sourdement à l'œuvre dans notre armée remplit celle-ci, qui a pourtant besoin de cohésion, de tous les éléments de la diversité de façon outrancière. Ceci n'est pas le moindre des complots contre l'armée elle-même.

Ainsi, les preuves d'un noyautage islamiste de l'Armée s'accumulent.

Exemple : l'enquête sur l'attentat à la grenade d'une épicerie casher à Sarcelles le 19 septembre apporte son lot de révélations. Selon les informations d'Europe 1, deux militaires ont été arrêtés lundi dernier lors d'un coup de filet anti-terroriste, où cinq personnes ont été arrêtées au total. Les deux militaires de la base navale de Toulon sont accusés de vol de matériel militaire, au moins un gilet pare-balle et un casque lourd. Des révélations qui interviennent alors que le ministre de la Défense, Jean Yves Le Drian, est attendu jeudi à Toulon et à Hyères, pour parler du tout nouveau Livre blanc de la Défense, avec le soutien des loges militaires maçonniques très en pointe dans la base navale.

Élément troublant : le frère d'un des suspects est un djihadiste qui combat en Syrie aux côtés des islamistes anti-Bachar El-Assad. Sa garde à vue a été prolongée jusqu'à jeudi, les enquêteurs cherchant notamment à savoir les motifs des vols. L'autre suspect a, quant à lui, été relâché et devrait être renvoyé de l'armée.

Insurrection-hautetfort.com, le site Lys Noir qui ne vous parle que du coup de force !

Ah le bel été qui pourrait venir !

Imaginons. Les Français sont en vacances, le gouvernement l'est plus ou moins. Les touristes ont envahi Paris. Pour autant, la pression mise par les *anti-mariage gay* ne descend pas. Non, l'air dans Paris est électrique, les policiers sont anxieux. François Hollande a enervé tout le monde. A tel point, qu'il ne se trouve plus guère que les encartés au PS pour le défendre, c'est dire si c'est peu.

Un beau matin, les Français se réveillent, ils écoutent la radio pour en savoir davantage sur le Tour de France, allument leur télé, et là... surprise, dans la nuit, des militaires ont soulagé Hollande de ce pouvoir qui l'accablait. Ils l'ont remplacé par un gouvernement d'Union nationale des eurosceptiques.

Après tout, on s'y attendait à ce coup, on l'attendait même, avec impatience. Il a même un peu tardé à venir. Enfin, enfin. Les touristes posent avec les militaires dans Paris. Les simples soldats putschistes sont interviewés. Le plus sympa fait déjà le buzz sur Youtube. Ah décidément, qu'est-ce qu'on est mieux maintenant. Y avait pas besoin de respecter ce fichu Etat de droit démocratique, avec lequel nous bassignaient les faux opposants du système. Les voilà, eux, qui courent après les journalistes, mais leur temps est fini désormais. Les Copé, les Harlem Désir sont dans leurs sièges de parti, comme Pu Yi dans sa cité interdite. Les gens ne les ont pas oubliés, mais ils sont dépassés.

En cet été 2013, les Français ont enfin retrouvé le sourire.

Sauf les Antifas. C'est normal. Pourtant, ce jour d'été ils sont tous partis promener leur crasse et leurs chiens jaunes à Avignon... Paris au mois d'août, c'est pas leur truc, aux antifas.

A la télévision on entend un jeune officier dire : «*de problème ne se trouve pas tant chez les quelques Antifas boutonnières qui sortent crier des slogans à deux balles, mais plutôt dans les médias qui leur font une pub si gentille.*» C'est bien vrai !

L'officier continue : «*Pour remédier à cela,*



il faudra appliquer la méthode Bachar El-Assad. Ces Antifas devront être traités comme de vulgaires terroristes, ce qui est tout de même moins attirant. C'est pourquoi, en même temps que les bâtiments du pouvoir, nous n'avons pas oublié de neutraliser les grands média!».

Entendant cela, à Avignon, les Antifas se grattent leurs poux...

Seront-ils donc assez bêtes pour foncer au combat à main nue, tout de suite, en resquillant un TGV afin de partir restaurer le système renversé ? Ne passeraient-ils pas alors pour les défenseurs d'un monde vomis, y compris par eux-mêmes quand ils y songent ?

Le soir du coup de force à Paris tout est

calme. C'est seulement un peu le 14 juillet qui continue... Les parisiens tournent autour des chars pour s'apercevoir finalement que ce sont de belles et puissantes machines. Dans les campings de France, les gens sont heureux et exultent. On boit à la santé des militaires... Ah ces braves petits gars que leurs officiers ont conduit vers une victoire facile ! En plus l'apparition télévisuelle de Hollande en slip, bredouillant entre deux colosses à bérêts rouges, a eu partout le meilleur effet comique sur les gens...

Aussi, camarade du Lys Noir, tout au long de cet été qui commence demain. Penses-y !

Il serait bon que notre coup d'Etat militaire salvateur arrive cet été ! Oui, ce serait bien...

Polioute

Qui sommes-nous ?



Le Lys Noir et son supplément mensuel **La Revue de Arsenal** sont les organes du **Mouvement du 6 mai**, (M6M), organisation de propagande chargée de diffuser un Appel au Soldat dans une perspective de «*révolution des Oeillets à la française*».

Contrairement à ce qui est écrit parfois dans la grande presse nationale, le M6M n'est pas essentiellement maurassien mais tout autant barresien et bernanosien du fait de sa première composante fondatrice «anarcho-royaliste» et du projet barrésien de «République Royale» auquel le M6M s'est rallié par esprit de compromis nationaliste.

Dans l'absolu, beaucoup des militants du M6M défendent une vision antimaçonnique, souvent chrétienne, et le projet ultime d'une monarchie autarciste coiffant des Canton-républiques gérés en démocratie directe.

Mais en attendant de réaliser ses objectifs, notamment anticapitalistes et autarcistes, le M6M propose le compromis nationaliste et propose, y compris à la petite minorité de F.M nationalistes, une première étape de «république royalisée» confiée à un gouvernement provisoire de salut national rassemblant la gauche du travail et la droite des valeurs.

Clairement, dans la situation actuelle, le M6M se prononce pour la dissolution de tous les partis régimistes européens (FdG, PS, EELV, MODEM, UDI, UMP) et pour un gouvernement souverainiste construit

autour d'un tandem Chevenement-De Villiers incarnant respectivement la gauche du travail et la droite des valeurs.

Bien que d'origine et de conviction encore royaliste, le M6M ne pose pas la question royale comme un préalable et propose de rassembler toutes les forces civiles et militaires structurées (notamment le *Mouvement Marc Bloch* chez les officiers) afin de déboucher sur une *révolution des oeillets à la française*, c'est à dire vers un déblocage institutionnel majeur accompagné d'une forte offensive nationale contre le capitalisme mondialisé.

Sur le plan politique, le M6M place ainsi toute sa confiance dans Jean-Pierre Chevenement qui avait déjà intégré des royalistes bernanosiens dans son «*Pôle républicain*» en 2002. Le M6M est ainsi ouvert à tous les républicains souverainistes, de même qu'il manifeste sa solidarité totale à l'égard des jeunes *veilleurs* du *Printemps Français* qui assument aujourd'hui la première ligne du combat anthropologique et civilisationnel.

Pour le M6M, Jean-Pierre Chevènement est bien aujourd'hui le seul «père de la Nation» possible ; et la transversale bobolibéro-maçonnique est bien la principale force de dilution morale et politique au service de l'atlantisme, des communautarismes et du Capital hystérisé.

Sur le plan militaire, le M6M soutient l'action des jeunes officiers patriotes et anti-atlantistes du *Mouvement Marc Bloch* et ne voit de possible espérance nationale qu'en eux.

Nous n'avons jamais écrit que les généraux Dary et Puga préparaient un coup d'Etat militaire. Nous avons même déploré qu'ils soient trop bêtes pour y avoir pensé... Ce qui n'est pas du tout pareil !

Le général Bruno Dary nous a écrit

Lettre au directeur de la Revue «Arsenal»

Monsieur,

Je n'ai eu connaissance de l'existence de votre journal, que par l'écho qu'il a suscité dans les médias nationaux et comme j'étais en déplacement à l'étranger, j'ai eu quelques difficultés à m'en procurer une copie, avant de vous écrire.

Je peux vous dire que j'ai été particulièrement outré et même scandalisé par votre revue et par son contenu ! C'est pourquoi j'utilise mon droit de réponse avec vous et votre journal, comme je l'ai fait également avec le Monde et l'auteur de l'article, qui, prétextant se faire l'écho de votre propos, se livraient à mes yeux à un amalgame indigne.

Vous en trouverez ci-dessous le texte que je souhaite voir publier sous le titre qui suit.

Une lettre du général Bruno Dary : « Des fantômes scandaleux ! ».

J'ai pris connaissance assez tardivement du N°1 de votre revue, et je voulais vous faire part de mon indignation, concernant la majorité des articles, et plus particulièrement ceux qui mettent en cause des officiers généraux, leur fidélité à notre pays et donc leur honneur.

Contrairement à mes camarades, qui sont encore en activité, je suis en 2^e section des officiers généraux, et j'ai donc retrouvé ma liberté d'expression - à laquelle j'ai librement renoncé durant 40 ans en embrassant la carrière militaire - si bien que c'est en mon nom personnel que je vous réponds.

Qui êtes-vous d'abord pour vous permettre de parler ainsi d'officiers généraux ? Que connaissez-vous d'eux pour vous autoriser à porter de tels jugements ? Qui avez-vous interrogé pour leur prêter de tels propos ? De quel droit vous servez-vous d'eux, de leur passé et de leur fonction pour habiller vos fantômes ? A partir de quelles sources d'information pouvez-vous leur prêter de telles intentions ? Quand on sait que les militaires sont tenus par le devoir de réserve, ce n'est pas très difficile et encore moins courageux de raconter tout et n'importe quoi sur leur compte !

Tous ces officiers, que vous semblez parfois aduler, plus souvent insulter ou traiter de « Clown Zozo », sont des officiers français, qui ont choisi de servir leur pays, votre pays, en le défendant par les armes. Et notre honneur consiste bien à le servir quels que soient nos chefs, nos gouvernements, les circonstances, les budgets alloués et les difficultés rencontrées ! C'est même dans les circonstances difficiles, en temps de paix comme en opérations, qu'on reconnaît les vrais chefs !

Notre armée, à l'instar de la République, est laïque ; elle sait respecter les religions et la dimension spirituelle des soldats, surtout quand ils peuvent être amenés à perdre la vie au combat. Alors pourquoi mêler systématiquement leur foi personnelle avec leur carrière ?

Notre armée est celle de toute la nation et ses soldats, quels que soient leur grade et leur fonction, n'ont pas à faire de politique. Alors pourquoi faire preuve d'une absence totale de discernement en leur prêtant vos propres opinions politiques ?

Notre armée a un chef, c'est le Président de la République, à qui elle rend régulièrement les

honneurs en inclinant ses emblèmes devant lui ! Alors pourquoi mettre en cause leur fidélité à travers des propos outrageants ?

Je ne sais pas, Monsieur, quelles causes vous voulez servir, mais je peux vous dire laquelle cause vous desservez ! C'est celle de nos armées, et à travers elles, celle de notre pays la France !

Bruno Dary,
ancien gouverneur militaire de Paris.

Réponse de notre Directeur

Mon général,

Jean-Dominique Merchet n'est pas journaliste au Lys Noir, ni à Arsenal... Aussi, quand vous lisez que ce monsieur affirme ceci ou cela en disant que c'est Arsenal qui le dit, vous devriez prendre la précaution de nous lire pour savoir si c'est vrai. Nous ne voulons répondre que de nos propos et non de ceux d'un journaliste visiblement davantage engagé au côté du lobby maçonnique des armées, que du vôtre..

La vérité simple est que Jean-Dominique Merchet a utilisé pour s'en prendre à vous ce que nous avions publié.

Arsenal n'a jamais affirmé que vous prépariez un coup d'Etat ! Arsenal a affirmé EXACTEMENT LE CONTRAIRE en déplorant que vous ayez été trop idiot (ou trop fidèle à la République, ce qui pour nous est exactement la même chose) pour y avoir pensé ! Merchet s'est tout bonnement servi de votre nom et de celui de deux de vos camarades généraux qu'il avait trouvé dans notre revue pour en faire une torpille bricolée contre vous, et surtout contre le général Puga, bien sûr..

Arsenal -qui est par ailleurs favorable à un coup d'Etat militaire puisque c'est la seule solution facile et réalisable pour sauver notre pauvre vieux pays- avait des mots très durs à votre endroit tels que "idiot" ou "zozos" (mots trop durs, certainement..) pour conclure : *« le salut ne peut venir que des capitaines »*...

Nous pouvons bien sûr publier votre droit de réponse. Nous vous devons bien cela pour avoir été la source involontaire de ce désagréable moment d'hystérie médiatique épuratrice.

Mais nous avons pris les devants la semaine dernière en publiant dans le Lys Noir votre réponse à Merchet, texte que nous avions trouvé sur le Net... Nous y avons ajouté un commentaire qui disait déjà ce que je vous écris ici : à savoir que Merchet a joué dans cette affaire avec tout le monde pour le service de sa gloire et aussi, probablement, au service de ses bonnes relations avec le MinDef maçonnique..

Après Merchet, il y eut alors la place pour les délires du quotidien *Le Monde* qui n'hésitait pas à affirmer, lui (et parce qu'il est au service des gens qui veulent épurer des officiers tels que vous), que vous auriez eu l'intention de créer avec Puga un "Comité de Salut Public". Ces gens-là aimeraient se faire peur en pensant que vous auriez pu le faire.. Nous, nous regrettons vivement que vous ne l'ayez JAMAIS envisagé une seule seconde ! En effet, nous pensons qu'un catholique honorable, placé là où vous étiez placé, aurait dû au moins y penser compte tenu des salopards que nous avons face à nous dans cette guerre civilisationnelle qui ne cesse de diviser notre pays.



Bref, vendredi dernier, en page 5 du Lys Noir N°12, nous avons publié ce que l'honneur nous commandait de publier car, si nous vous faisons le reproche d'une immense couardise politique, nous n'oublions pas que vous êtes, avec le général Puga, d'incontestables et très estimables "héros sur champ de bataille"...

Nous publierons naturellement, à moins d'un contordre de votre part, votre droit de réponse.

Acceptez, mon général, mes salutations les plus respectueuses pour le militaire.. et les plus froides envers le politique que vous n'êtes malheureusement pas.

Le directeur politique du Lys Noir.

PS - A relire votre droit de réponse, je réalise que nous n'avons effectivement pas la même approche des choses. Pour nous, la République n'existe pas. Seule la France nous commande. Qu'elle soit république ou monarchie ou empire, la France est toujours au dessus des régimes qui la servent plus ou moins bien... Votre conception de "l'armée de la république" vous prédispose en revanche à tomber sous la domination de tous ces francs-maçons haineux que vous combattez bravement une fois à la retraite, mais quand c'est évidemment trop tard... Comme il est dommage d'avoir des héros comme vous, si parfaits en courage militaire, si moralement construits, et si fidèles aussi aux errements du "président de la République" comme vous appelez gentiment ce flan qui nous a déclaré une guerre anthropologique que rien, sinon quelques dérisoires lobbys d'invertis initiés, ne lui commandait pourtant...

Mon général, vous me demandez qui je suis : je suis quelqu'un qui pense que vous êtes un «idiot» gentil à cinq étoiles. Voilà qui je suis.

Faites tourner le Lys Noir !

Arsenal N°2 début juillet



Cellule solidaires anarcho-royalistes

Dernière minute : Nous incluons ce reportage que Charles de Meyer a eu le temps de réaliser à Gesté.

Reportage : Charles de Meyer à Gesté

«Si l'Eglise ne comptait que des prêtres moyens et des paroissiens dociles, on peut se demander quelle y serait la place des saints.»

Georges Bernanos, Les enfants humiliés



Ils l'ont fait !

Quand un jeune homme du 21ème siècle court au secours d'une église abandonnées de tous... mais qu'il arrive trop tard pour faire quoi que ce soit, sinon écrire, témoigner... et nous interpeller !

G esté c'est le bout du monde, mais à deux heures et demi de Paris, moins d'une heure d'Angers et de Nantes. La bourgade est charmante avec quelques vieilles bâtisses, un centre sympathique et aéré, un paysage français. Le taxi qui me conduit est sous le choc, je l'ai déjà informé que je venais pour « manifester/témoigner » de la destruction de l'Eglise. Il s'attendait à quelques blocs de béton hideux, il voit un clocher charmant et des pierres d'antiquité du XIIème et du XVème siècle. A Gesté on tue l'esprit français de sang froid. Sans sourciller. Les pelleteuses mordent la pierre, la poussière envahit la place du village. Les manifestants ne sont pas là.

Enfin si il y a bien quelques touristes de passage. Un groupe de trois angevins s'est courageusement déplacé mais rentre, déçu qu'aucun groupe ni parti ne prenne le temps de défendre ce bâtiment. Si on compte le maire, les gendarmes et les journalistes, il y a au moins trois fois plus de représentants du système que de possibles hors-la-loi. Douce France. Le maire et les gendarmes s'amusent bien. Quelques contrôles d'identité, au faciès bien entendu. Quelques bravades des anciens du village. Un père de famille vient même admirer le spectacle avec son bébé. La mairie offre le divertissement.

CHRÉTIEN, VIENS VOIR LE PRIX DE TON SILENCE.

L'expérience est traumatisante. Les vitraux superbes tranchent avec la poussière échappée des gravats. La chenille de la pelleteuse escalade des siècles de dévotion, de prières, de cérémonies. On rase gratis pour reconstruire un lieu plus moderne. Plus fonctionnel. C'est l'argument communal. L'excuse plutôt tant il est évident que les pierres de Gesté mériteraient un entretien, un amour qui tiendraient du réflexe identitaire. A quelques encablures on gorge la HellFest de subventions, à Paris on fait défiler des capotes gonflables. A Gesté, en plein pays des Mauges on éventre une Eglise après avoir défoncé son Autel. La mairie récupère bientôt l'imposant crucifix. Pour rajouter au scandale.

Et moi chrétien et français je contemple le prix de mes faiblesses, de nos faiblesses. Voilà. La France si nous ne nous levons pas, ce sera trois gendarmes, un maire fatigué qui contemplant la foi tomber dans les décombres. Les Pierres

ont un prix patrimonial, identitaire, et même citoyen. Mais les pierres vivantes ont une chaleur qui ne devrait pas laisser étouffer cette place centrale, cet appel à la transcendance esthétique et spirituelle. Quand une Eglise Tombe, c'est toute la France qui pleure. Et la rue de Solferino qui s'égaie.

DES PAROISSIENS DÉSABUSÉS.

On peut faire un reportage sans adresser la parole aux villageois. C'est la méthode qu'a employé France 3 Angers sur place. Ils étaient visiblement très fiers de travailler dans une grande mégapole et d'avoir une caméra. Sinon leur petite supériorité indispose. A l'inverse je suis allé à la rencontre des habitants du lieu. Les positions sont nettement partagées. J'ai même entendu quelques mères de famille s'exclamer: « Enfin ils nous la cassent cette Eglise. ». Quelques jeunes défendent que la charge était trop lourde pour les finances communales et philosophent : faut vivre avec son temps. Bref. L'ambiance est différente au café du village où l'on apprend que la population est divisée quant à la destruction de l'édifice. Chacun s'accorde à dire que le maire socialiste est passé en force, dans l'illégalité, tout en maintenant cependant la bonne entente avec l'évêché.

La communauté des fidèles semble être plutôt désabusée. Ils n'apprécient certes pas le vandalisme municipal mais réclamaient depuis longtemps le retour d'une Eglise à Gesté. Le tort est en réalité à chercher dans la distribution de l'argent public et des subventions. Il fallait trois millions pour sauver une Eglise qui reflète notre histoire chrétienne. Trois millions pour une Eglise du XVème siècle. Autant dire que les soutiens financiers internationaux seraient vite arrivés et que la charge n'était aucunement démesurée pour le Conseil Régional. Mais la pulsion de destruction l'a emportée, ravageant à jamais le centre de la place du village.

NOS EGLISES, NOTRE PAYS.

Je vous faisais part dernièrement des intuitions nées de la lecture de l'ouvrage Majeur de Maurice Barrès, la Grande Pitié des Eglises de France. Je ne pouvais que conforter mon opinion au milieu de ce village blessé, traversé par les vents de l'histoire et battu par le fer des colonnes infernales. En voici un extrait:

« Dans un ouvrage publié en

«Le régiment part à l'aube : Et maintenant, voilà que tu m'apportes mon destin? »

Dino Buzzati,



1914 Maurice Barrès dénonçait la détérioration affligeante des Eglises française à la suite de la rupture du Concordat. Quelle verve ! Quelle voix ! Quelle puissance ! La droite et la France ont là un des pères dont le style et la pensée permettent à chacun de puiser inspiration et admiration pour fonder la politique de demain. Barrès pourtant dans le discours convenu sur les lettres françaises est un manant, patriote exalté, catholique affirmé et écrivain doué il avait tous les dons qui interdisent à un Homme d'accéder aujourd'hui à la reconnaissance et au respect. Son propos cependant est d'une étonnante modernité : devant les factions sectaires qui entreprenaient la démolition lente ou active du patrimoine religieux, la voix du lettré s'élevait dans un tonnerre d'une étonnante actualité. Laissez tomber les Eglises nous rappelait il est vous laisserez choir le ferment le plus sûr, la voix la plus haute menant à l'excellence française. »

POUR UNE CRITIQUE POSITIVE.

Quels enseignements tirer de Gesté? Le premier et le plus urgent, c'est que si cette Eglise tombe c'est de notre responsabilité. Puisque le maire agit dans l'illégalité il n'y aurait aucun problème moral à inter-

rompre l'action des pelleteuses. Nous autres chrétiens laissons faire. Nous sommes donc au moins complices. Le second c'est que la société française divisée artificiellement par les médias de masse interdit l'union dans la défense de notre héritage et de notre culture qui contraindrait les fanatiques de la démolition à la raison. Les défenseurs du patrimoine ont grand peur des catholiques (forcément extrémistes pour le rédacteur de La Tribune de l'Art), les catholiques ont grand peur de sortir de leurs cavernes pour défendre un patrimoine qui est le cœur vivant de leur héritage.

Enfin ce type d'action n'est envisageable que si elle est menée par un maillage local. C'est à dire la création d'une capacité de résilience des terroirs face aux fanatismes divers. Ainsi l'investissement politique dans les campagnes, le retour à un catholicisme rayonnant, le réflexe de publicité autour des exactions du pouvoir socialiste sont autant de comportements à acquérir pour défendre nos paysages. Nous nous devons aussi à cette cause. Parce qu'elle chrétienne. Parce qu'elle est culturelle. En un mot, parce qu'elle est française.

Charles de Meyer